Une publication de la
Ligue Internationale des Travailleurs - Q.I.

Courrier International

09

Troisième époque

novembre 2012 - année 3



LES TRAVAILLEURS EUROPÉENS COMMENCENT À UNIFIER LEURS LUTTES

Table des matières

Courrier International

N° 09 / Novembre 2012

Présentation

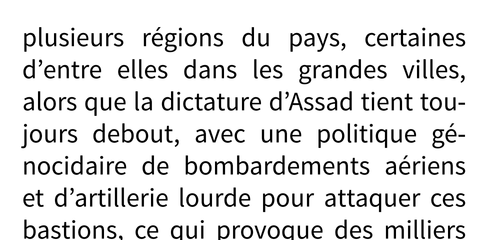


Dans ce numéro de Courrier International, nous essayons de combiner deux questions différentes.

D'une part, la situation internationale continue à produire des événements très importants, politiques et la lutte des classes, à tel point que nous dûmes changer à plusieurs reprises le thème de la revue et remettre à plus tard, pour le prochain numéro, certaines questions clefs telles que l'analyse des résultats des élections étasuniennes ou le bombardement israélien de la bande de Gaza. D'autre part, la campagne pour les 30 ans de la LIT culmine dans l'événement principal qui se tiendra à Buenos Aires, et les sections et les groupes nationaux de notre organisation y sont engagés activement.

Parmi les évènements de la situation mondiale, nous avons choisi de mettre en évidence deux d'entre eux. Il y a d'abord la grève générale « ibérique » qui, de fait, s'est étendue aussi à la Grèce et a eu des répercussions dans d'autres pays européens. C'est un témoin de la tendance objective des luttes des travailleurs sur le vieux continent, à s'unir contre l'ennemi commun, la patronale impérialiste de l'UE et ses plans d'austérité, et cela en dépit du fait que les diverses bureaucraties syndicales ont freiné le mouvement et mis des obstacles dans chaque pays. De cette manière, une des propositions centrales de la LIT-QI pour l'Europe commence à devenir réalité, l'unification continentale bien nécessaire des luttes de résistance.

D'autre part, il y a la guerre civile en Syrie qui devient de plus en plus dramatique et sanglante, dans la mesure où les forces rebelles contrôlent désormais



plusieurs régions du pays, certaines d'entre elles dans les grandes villes, alors que la dictature d'Assad tient toujours debout, avec une politique génocidaire de bombardements aériens et d'artillerie lourde pour attaquer ces bastions, ce qui provoque des milliers de morts et de réfugiés.

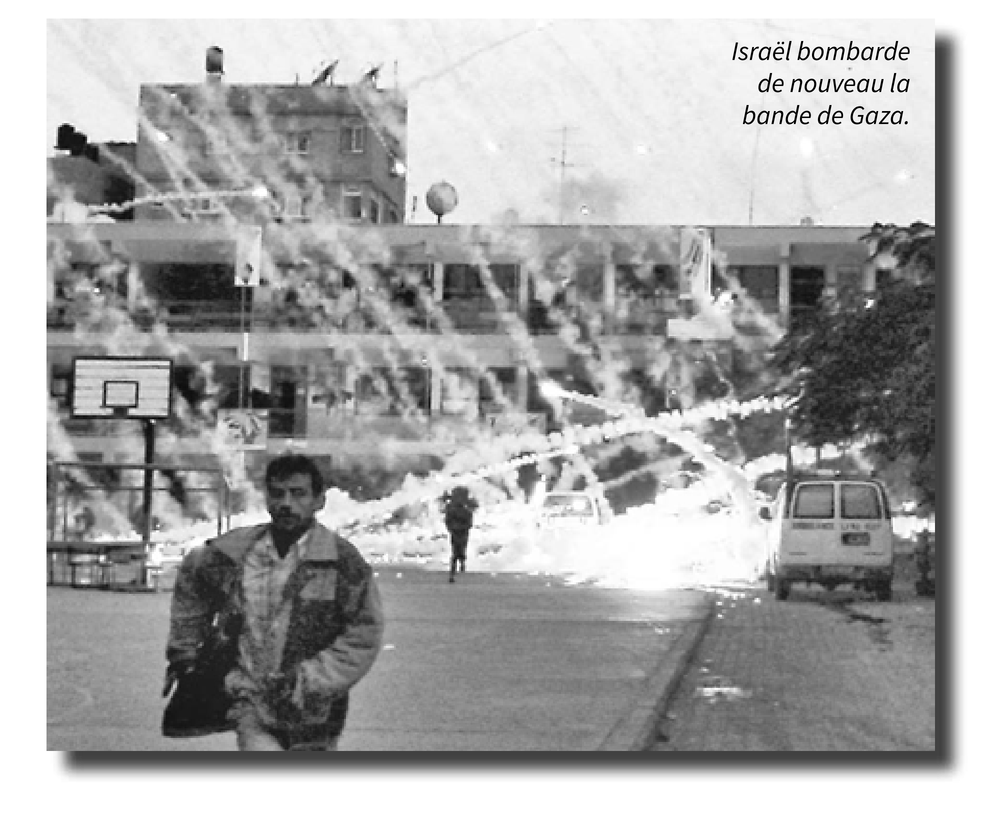
Parmi les autres sujets, nous incluons aussi les luttes de la jeunesse étudiante au Chili et au Canada (Québec) ; la révolte réussie de la ville de Colon au Panama, contre le gouvernement du président Ricardo Martinelli ; une analyse des élections municipales au Brésil ; et les négociations entre Santos et les FARC en Colombie. Nous rendons aussi compte, en particulier, de la campagne pour l'apparition de notre camarade Caroline Garzon.

Finalement, en parallèle avec les informations sur la célébration des 30 ans de la LIT à Buenos Aires, nous présentons un dossier sur la crise croissante du gouvernement de Cristina Kirchner en Argentine, y compris un article sur l'histoire politique et la construction de notre courant dans ce pays entre 1969 et 1976.

La LIT est présente dans la plupart de ces processus et y intervient activement, que ce soit dans les piquets de la grève générale ibérique et les luttes des travailleurs européens ; dans les mobilisations des étudiants chiliens ; dans les combats au Panama ; dans les grèves et les élections syndicales en Argentine ; dans le Forum Free Palestine qui a lieu à Porto Alegre (Brésil) ; ou dans les élections brésiliennes, où le PSTU (B) vient d'avoir des conseillers élus dans les villes de Belem et de Natal.

La meilleure célébration que nous pouvons faire pour les 30 ans de notre organisation, c'est bien cela : contribuer avec nos forces à la construction de directions révolutionnaires nationales, dans le cadre d'une organisation révolutionnaire internationale.

L'éditeur



Israël bombarde de nouveau la bande de Gaza.

Europe

Les travailleurs européens commencent à unifier leurs luttes

La journée du 14 novembre a donné lieu à des mobilisations dans plus de 25 pays européens. L'apogée de cette lutte a été l'adhésion massive à la grève générale au Portugal et dans l'Etat espagnol, ainsi que la pression de la base qui a forcé la CGIL italienne à appeler à une grève générale de 4 heures, et la mise à l'arrêt des chemins de fer et de la métallurgie en Belgique, contre la politique des directions syndicales qui refusaient de transformer le 14N en une grève générale.

Le fait qu'il s'agissait d'une mobilisation internationale a été un élément clef pour le renforcement de la grève et la participation à elle. La conscience de la nécessité de l'unité internationale du mouvement ouvrier pour affronter l'unité impérialiste a progressé. Par contre, il est clair que la grève générale dans la péninsule ibérique et en Italie aurait pu avoir une dimension supérieure, couvrant un plus grand nombre de pays, s'il n'y avait pas le refus des bureaucraties syndicales d'étendre la grève à d'autres pays. Ce refus explique qu'il n'y a pas eu de grève générale en France et en Belgique.

Portugal

Un vent grec y souffle

Cristina Portella et Manuel José

La guerre sociale est à l'ordre du jour au Portugal. Début septembre, le gouvernement a annoncé qu'il allait réduire la contribution patronale à la sécurité sociale de 7 % et augmenter celle des travailleurs de 11 %. Une vague de colère a inondé le pays et le 15 septembre, plus de 500 000 personnes sont descendues dans la rue dans 44 villes, ce qui a forcé le gouvernement à revenir en arrière, et l'a laissé au bord de la démission.

Cependant, quand la « bête capitaliste » recule, c'est pour attaquer avec davantage de force. Lors de la présentation du budget de l'Etat, le gouvernement revint à la charge : une augmentation brutale de l'impôt sur les salaires allait réduire brutalement le revenu de ceux qui travaillent. Grâce à la pression fiscale, tous les travailleurs perdraient au moins un salaire par an, et le salaire minimum serait réduit à 352 euros ! Le licenciement de dizaines de milliers de travailleurs du secteur public et des coupes dans les allocations de chômage sont aussi prévus dans ce budget. Quelques semaines plus tard, le gouvernement a annoncé des coupes de 3,5 milliards d'euros dans l'éducation, la sécurité sociale et la santé.

Après les manifestations du 15 septembre, le gouvernement était sur la défensive, prêt à s'écrouler. Toutefois, la CGTP (le principal syndicat, dirigé par le Parti communiste portugais) a refusé d'appeler immédiatement à une grève générale pour le renverser. La stratégie consistait à lui donner du temps, de laisser passer l'approbation du budget et de n'appeler à la grève que par la suite.

Dans ces conditions, nous pouvons dire que si la grève générale du 14 novembre a été un succès, c'est malgré la direction syndicale, et non grâce à elle.

Une grande grève générale

Arménio Carlos, dirigeant de la CGTP, a déclaré que cette grève est « la plus grande jamais réalisée au Portugal ». Le transport national était à l'arrêt, dans certains cas sans garantir le service minimum. Les services municipaux, en particulier la collecte d'ordures et le transport urbain, étaient en grève, tout comme les universités et les écoles, les pompiers et les travailleurs de banque.

Dans le secteur de la santé, la grève a été très forte, avec plusieurs hôpitaux à l'arrêt en raison de la grève des infirmières, des médecins et des ouvriers. Dans l'Hospital Santa Maria, à Lisbonne, par exemple, la plupart des professionnels qui s'occupaient des patients assuraient seulement un service minimum, et ce, avec un autocollant expliquant qu'ils soutenaient la grève générale.

Dans les écoles, la grève a été plus forte que la précédente, en mars dernier. Dans certains d'entre elles, les élèves eux-mêmes se sont organisés en solidarité avec les travailleurs et ont participé à des manifestations. De nombreuses universités ne fonctionnaient pas. A la Faculté de sciences sociales et humaines, où les cours étaient suspendus, les étudiants ont fait un piquet en portant une pancarte avec le mot « grève » en portugais, en anglais, en grec, en italien et en espagnol. A l'Université de Coimbra, la paralysie était forte, et il y avait un piquet de grève où des dizaines d'étudiants se sont réunis et ont ensuite rejoint la manifestation convoquée par les syndicats.

Transport : les arrimeurs à l'avant-garde

Comme d'habitude, c'est dans le secteur des transports que l'adhésion à la grève était plus grande. Le métro de Lisbonne était complètement à l'arrêt et les trains interurbains circulaient seulement avec un service minimum. A Setúbal, les freins des trains ont été coupés pendant la nuit, empêchant la mise en circulation de ceux-ci. A Porto, il y avait aussi une adhésion totale des chauffeurs de bus à la grève, en dépit de la répression policière sur les piquets. A Almada, Coimbra, Braga et Aveiro, l'adhésion dans les transports publics était totale ou très élevée. A Lisbonne, l'adhésion à la grève était telle que le fonctionnement de 50 %, prévu comme service minimum, n'a pas été garanti. Beaucoup de conducteurs en service minimum travaillaient avec un autocollant qui disait qu'ils étaient en grève. Dans le transport aérien, la TAP a dû annuler environ 200 vols .

Dans les ports, la grève générale s'encadrait dans la lutte des arrimeurs,

Cette édition en langue française est la traduction de *Correo Internacional*, la publication centrale de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (www.litci.org).

4 €

Ed. resp. selon la législation belge : J.Talpe - rue de l'Elan 73 - 1170 Bxl.



qui se déroule depuis le 14 août. En plus de paralyser les ports pendant trois jours, ceux-ci ont déclaré un nouveau préavis de grève jusqu'en décembre, et ils préparent une manifestation internationale du secteur pour le 29 novembre. Ce secteur fut un exemple pour la grève : ensemble avec les nouveaux mouvements sociaux, il a appelé à une manifestation qui rejoignit celle de la CGTP, mais qui se distingua par sa force et sa radicalisation. La lutte de ce secteur commence à avoir un effet sur la situation portugaise similaire à celui de la lutte des mineurs en Espagne. Les arrimeurs promettent de ne pas cesser le combat, aussi longtemps que le gouvernement menace de réquisitionner des civils dans les ports.

Le MAS

Quelques jours avant la grève, les militants du MAS (Mouvement d'Alternative Socialiste) ont distribué, dans les entreprises et dans la rue, des milliers d'exemplaires d'un bulletin qui appelait à la grève et exigeait la démission du gouvernement. Plus que jamais, le MAS était à l'intérieur de la grève,dans le secteur bancaire, dans les écoles, parmi les fonctionnaires, dans les universités, dans les entreprises de transport. C'est à partir des lieux de travail et d'étude que les militants du MAS sont intervenus. En outre, ils ont renforcé les piquets de grève à plusieurs endroits et ils ont mobilisé des centaines de personnes pour les manifestations. A Lisbonne, les militants du MAS ont organisé, ensemble avec les arrimeurs, la colonne la plus forte de l'après-midi. Devant le parlement, les slogans scandés par le bloc du MAS ont donné le ton à la radicalisation, et ne furent réduits au silence que par la répression policière qui a atteint plusieurs de nos membres. Cependant, ce n'est que la fin « chaude » de juste une bataille : la guerre sociale continue et les émissaires de l'austérité et de la répression auront à faire avec un MAS de plus en plus fort et dynamique. La mobilisation ne s'arrête pas là : les jours du gouvernement sont comptés !

De grandes manifestations

Dans plusieurs villes, des manifestations ont été organisées ce 14 novembre. Les plus importantes étaient celles de Porto et de Lisbonne, avec 3 000 et 12 000 personnes respectivement. Il est à noter que la CGTP n'a rien fait pour mobiliser les gens : la participation populaire était essentiellement spontanée.

A Lisbonne, des milliers de gens se sont concentrés devant le Parlement et y sont restés, même après que la CGTP avait quitté les lieux. La radicalisation était manifeste dans les rues, montrant que, dans les grèves générales aussi, le Portugal commence à se rapprocher de la Grèce.

La violence policière

Après la répression brutale contre les arrimeurs, qui avaient protesté à Lisbonne, la veille, lors d'un forum avec des représentants du Port de Lisbonne, un travailleur des piquets des bus de la société Carris a été arrêté dans la ville. A Coimbra, les militaires de la Garde Nationale Républicaine ont essayé, pistolet à la main, de dissoudre un piquet de grève à la gare.

Toutefois, l'épisode qui a laissé son empreinte sur la grève fut la charge brutale contre les manifestants devant le Parlement.

Avec l'excuse de « mettre fin à la pluie de pierres » d'un secteur de manifestants qui, pendant une heure, ont fustigé la police, celle-ci a refoulé des milliers de travailleurs qui protestaient pacifiquement, y compris des enfants et des personnes âgées. Elle a blessé et arrêté au hasard des dizaines de travailleurs et de jeunes (dont certains ne se trouvaient même pas dans la manifestation !).

Un régime prêt à tout pour imposer le pillage aux travailleurs était ainsi mis à nu.

Et plus honteux encore était le rôle de la CGTP, du BE (Bloc de gauche) et du PCP, qui ont refusé de condamner la répression.

Belgique

A l'approche du 14N, les appels à la grève générale, à des manifestations et à des rassemblements se sont multipliés de la part de plusieurs Régionales, Centrales, secteurs syndicaux et mouvements sociaux en Wallonie et à Bruxelles. Ces appels exprimaient la colère des travailleurs et des jeunes face aux dizaines de milliers de licenciements survenus en octobre, aux menaces de blocage des salaires et aux coupes dans les allocations sociales et les services publics. Malgré cela, les directions fédérales des trois syndicats du pays (FGTB, CSC et CGSLB), qui se concertent actuellement avec le patronat dans l'élaboration du budget 2013, se sont limitées à organiser des « actions symboliques », avec des quotas de militants, devant la Commission européenne et diverses ambassades, dans une volonté de dévier le mouvement des mesures d'austérité prises par le gouvernement...

Le 14N, en Wallonie, les travailleurs du transport public se sont largement mis en grève et des rassemblements massifs ont eu lieu à Liège et à La Louvière, deux régions fortement touchées par les pertes d'emploi du secteur métallurgique. Des arrêts complets de production ont été menés dans une quinzaine de grandes entreprises industrielles de Liège et de Charleroi. A 22 h de la veille et jusqu'au lendemain 15 h, les cheminots ont paralysé le trafic dans presque tout le pays. Ils n'ont pas hésité à occuper les voies lorsqu'ils ont constaté que des trains roulaient encore. Les militants de la LCT, avec d'autres, ont mis tout leur effort à renforcer et faire converger ces actions combatives. Les fonctionnaires administratifs en grève et les jeunesses syndicales se sont ralliés aux piquets des cheminots. Nombre d'entre eux ont ensuite rejoint la manifestation unitaire convoquée par le syndicat des employés de la CSC, qui rassembla plus d'un millier de personnes. Le mouvement a malheureusement eu très peu de répercussions en Flandres. En réponse à la fermeture de Ford Genk qui laissa plus de 10 000 travailleurs sans emploi, les bureaucraties syndicales organisèrent une manifestation qui rassembla entre 20 et 30 mille personnes, mais qui eu lieu trois jours plus tôt, en marge des appels pour le 14N. Ces processus de mobilisations inégaux et dispersés sont le fruit des freins posés par les sommets et reflètent les tiraillements à l'intérieur des syndicats, en particulier du syndicat socialiste.

Ce mouvement du 14N, ce sont les bases qui l'ont construit dans une volonté claire d'en découdre avec le gouvernement et l'Union européenne. Dans l'action, des liens ont été renoués entre secteurs et centrales. Tout l'enjeu est de pousser les secteurs combatifs à se coordonner dans l'action, par la base, du Nord au Sud du pays, et à lancer sans attendre la mobilisation contre les mesures d'austérité du prochain budget fédéral, vers une grève générale en Belgique et en Europe !



Italie

Les manifestations vont au-delà des intentions de la bureaucratie

Fabiana Stefanoni



Malgré le frein imposé par la bureaucratie syndicale, les travailleurs et les étudiants italiens ont fait de grandes manifestations.

Ce n'est qu'au début de novembre que la bureaucratie du syndicat italien majoritaire, la CGIL, a décidé d'appeler à une grève générale le 14 novembre, et encore seulement pour 4 heures. Initialement, des manifestations sans grève étaient prévues.

La FIOM – le syndicat des métallos le plus important, membre de la CGIL, avec des positions un peu plus radicales que celles de la plupart des centrales – avait, pour sa part, appelé à une grève générale des métallos pour le 19 novembre. Plusieurs collectifs d'étudiants avaient annoncé une journée d'action qui devait coïncider avec cette grève. En parallèle avec cela, les syndicats et de l'enseignement et de la santé avaient appelé à une grève pour le 24 novembre, en raison des coupes très dures du gouvernement Monti dans le budget du secteur.

Depuis l'annonce de la journée du 14 novembre, une campagne pour appeler à une grève générale en Italie pour ce jour-là s'est développée avec une rapidité étonnante. Notre parti, le PdAC, a été une des premières organisations qui ont promu la campagne pour la « grève générale européenne », appelant les syndicats et les étudiants à unifier les manifestations avec celles de l'Espagne, la Grèce et le Portugal.

Sous la pression de sa base, la CGIL a décidé d'appeler à une grève de quatre heures (huit dans le secteur public). La FIOM a reporté sa grève à décembre et a refusé d'appeler à une grève de huit heures pour le 14 novembre. Elle a appelé à une grève de seulement quatre heures, comme la CGIL, ce qui a causé le mécontentement dans sa base.

Le syndicalisme alternatif

Les syndicats alternatifs ont réagi différemment. Le syndicalisme de lutte en Italie se présente, malheureusement, en ordre très dispersé, dominé par des attitudes sectaires. Cobas a appelé à une grève de huit heures.
La Cub (Confédération unitaire de base) a décidé d'appeler à une grève pour le 30 novembre. Il y eut toutefois, dans ce syndicat, beaucoup de positions en faveur de la grève générale le 14 novembre, grâce à la bataille menée par le PdAC. La Cub *Scuola* a convoqué, de fait, à une grève générale des enseignants pour le 14 novembre, et suite à notre appel, la Cub de Vicenze (secteur public) et la Cub flambant neuve de l'usine Ferrari à Maranello ont fait de même. Dans le commerce, la Cub a appelé à une grève de huit heures. La direction d'USB (un syndicat dirigé par une organisation stalinienne, le « réseau des communistes ») a refusé d'appeler à la grève, adoptant la position sectaire de « ne pas participer à une grève de la CES ». Dans ce cas aussi, il y a eu des phénomènes de « dissidence » interne. Quant aux étudiants, ils ont décidé d'avancer la grève étudiante pour 14 novembre, promouvant ainsi pour ce jour une journée de lutte nationale.

Un impact fort

Dans le cadre du retard de la lutte en Italie par rapport à d'autres pays européens, le résultat de la journée d'action européenne du 14 novembre a été extraordinaire, malgré le boycott des bureaucraties de la CGIL. Il suffit de penser que, dans de nombreuses villes, la CGIL a appelé à la grève dans l'éducation pour le 14, mais n'en a pas parlé lors des réunions, où elle invitait à faire grève le 24 ! Les bureaucraties ont décidé encore une fois de diviser les luttes et de ne pas appeler à une grande manifestation nationale ou régionale. Toutefois, en dépit de cela, des centaines de milliers d'étudiants et de travailleurs ont fait entendre leur voix et sont descendus en masse dans la rue.

Il y a lieu de souligner, en particulier, la présence combative des étudiants qui, dans de nombreuses villes, ont promu des colonnes ou des blocs alternatifs à la bureaucratie, ce qui a donné lieu à des moments de lutte intense contre les symboles du pouvoir économique et politique. Il y avait aussi des moments de confrontation avec l'appareil répressif de l'Etat : la police a attaqué les étudiants non armés, faisant des dizaines de blessés. Dans les assemblées organisées pour préparer le 14 novembre, les étudiants ont décidé de poursuivre la mobilisation, avec un programme d'occupation d'écoles et d'universités. Dans les écoles, la mobilisation des enseignants pour se défendre contre les coupes dans le budget de l'école publique du gouvernement Monti était également très dynamique.

Le sentiment qui prédominait dans les rues des villes italiennes, le 14 novembre, est que « quelque chose est en train de changer ». Et la mobilisation de masses qui déferle dans les rues de l'Espagne, la Grèce et le Portugal, commence à toucher aussi l'Italie, malgré le frein au développement des luttes, toujours encore appliqué par les énormes appareils bureaucratiques (en particulier celui de la CGIL).

Après avoir contribué à la réussite de la journée du 14 novembre, par son intervention dans les syndicats et les collectifs d'étudiants, le Parti d'Alternative Communiste (PdAC) est descendu dans la rue pour diffuser la déclaration des sections européennes la LIT-QI.

Après le 14N, la tâche la plus urgente est de garantir la continuité de la mobilisation et de créer une coordination nationale des luttes, pour contrer l'action de la bureaucratie syndicale, qui cherche à les diviser et les fragmenter.



Etat espagnol

La grève générale a été très forte

Il faut la continuité, pour se débarrasser de Rajoy et de la Troïka et ne pas payer la dette !

Mariúcha Fontana et Felipe Alegría



La grève générale du 14 novembre était plus forte que celle du 29 mai dernier. C'est pourquoi les médias, en particulier la télévision, ont fait une campagne honteuse en disant que « la grève est inutile » comme instrument de lutte. Ils savent que la grève était de grande envergure et qu'elle fut accompagnée par des manifestations de masses. Ils savent qu'elle met le pouvoir politique en question et qu'elle peut, objectivement, mettre le renversement du gouvernement à l'ordre du jour, ainsi qu'une crise sans précédent du régime, si le mouvement se poursuit et se radicalise.

La grève était plus forte que celle du 29 mai, tout d'abord, parce qu'elle était internationale, ce qui affaiblit les gouvernements, la Troïka, l'Union européenne et les multinationales. Deuxièmement, elle était plus forte à l'intérieur du pays, parce que davantage de secteurs y ont adhéré, avec beaucoup plus de poids, comme ce fut le cas pour les services publics, notamment de la santé et de l'éducation, qui avaient eu une participation plus faible le 29 mai.

Il y a lieu toutefois de signaler un fait regrettable, une erreur très grave dans cette grève qui était beaucoup plus forte dans presque tout l'Etat espagnol : les syndicats nationalistes basques ont refusé de la soutenir, se mettant ainsi à dos une grande partie des travailleurs et des mouvements sociaux qui ne comprenaient pas comment une vision étroitement nationaliste pouvait empêcher le Pays basque à se joindre décidément à la première grève européenne de l'histoire.

Non seulement la grève était plus grande. Les manifestations aussi étaient de masses, dans tout l'Etat espagnol. Elles répétaient en nombre, voire dépassaient, celles du 29 mai et du 29 juin.

Tout cela met la classe ouvrière, le peuple et les jeunes dans de meilleures conditions. Ils sortent plus forts de cette lutte, et le gouvernement et le régime plus usés. C'est-à-dire que la crise du gouvernement et du régime s'aggrave, même si elle n'est pas encore suffisante pour faire tomber ceux-ci et vaincre leurs plans de surexploitation. Cette action a également fait monter d'un cran les besoins de lutte et la conscience des gens.

L'exigence du non-paiement de la dette aux banquiers et le mot d'ordre « Rajoy, dégage » avancent et s'étendent dans les masses, bien que ces gains ne soient pas linéaires et aient de nombreuses contradictions, dont la plus importante est que les gens ne trouvent pas encore une vraie « alternative de ceux d'en bas » à ce gouvernement de la Troïka. Dans ce contexte, il y a le fait que les bureaucraties syndicales soient toujours là, alors que la construction d'une référence alternative à elles, avec poids de masses, est tout juste en train de naître.

Tout cela arrive au milieu d'une crise sans précédent, de plus en plus profonde. La guerre sociale contre les travailleurs et le peuple ne connaît pas de trêve, car ceux d'en haut essayent de décharger la crise du système sur le dos des travailleurs, qui sont surpris par la vitesse et la profondeur des attaques sur leurs droits, leurs acquis et leurs conditions de vie. Les données les plus récentes ne reflètent pas seulement une crise, mais une catastrophe sociale.

La crise économique, sociale et politique avance, ainsi que les luttes et la réorganisation. Mais la force dont le gouvernement dispose encore réside dans la faiblesse de « l'alternative d'en bas ». Ceux d'en bas doivent terminer de renverser les bureaucraties et d'en balayer des débris et les obstacles pour faire valoir leur propre alternative.

La crise économique et la guerre sociale

La toile de fond qui a poussé à la grève générale est toujours là : la guerre sociale contre les travailleurs et le peuple. En juillet, le gouvernement a éliminé la prime de Noël des fonctionnaires, ce qui s'ajoute à la hausse de la TVA et des prix de l'électricité, du gaz et du transport. Il a maintenant présenté le budget de 2013 : la plupart des recettes servent à payer les dettes, et il impose des coupes de 17,2 % dans l'éducation, 22,6 % dans la santé et 6,3 % dans les allocations de chômage. En outre, il y a 43 « réformes » de lois qui élimineront des droits. Le salaire des fonctionnaires est gelé pour la troisième année consécutive, ce qui signifie une perte de pouvoir d'achat de 25 %. Et les licenciements se comptent par centaines de milliers. En matière de santé, suivant l'exemple de la Catalogne, la Communauté de Madrid privatise six des dix principaux hôpitaux, ce qui se traduit par des milliers de mises à pied. En outre, ces hôpitaux deviennent des entreprises, un coup dur pour le service universel, public et gratuit des soins de santé, qui laisse les plus nécessiteux et vulnérables à l'abandon.

Le gouvernement a présenté ce budget sur la base d'une prévision de chute du PIB de 0,5 % l'an prochain, et en plein débat sur la question concernant un éventuel nouveau « sauvetage » par l'UE et son calendrier. Le FMI et la



Commission européenne ont désavoué les comptes publics, en disant qu'ils sont « fictifs », car ils prévoient une récession plus que double, ce qui nécessitera encore davantage de coupes pour assurer le fameux « excédent primaire » des comptes publics, destiné également à être transféré aux banques.

La bourgeoisie est divisée concernant l'opportunité de demander un secours immédiat l'UE en échange de nouveaux assauts contre le peuple. Le fait est que le système financier espagnol veut maintenir ou négocier le maintien d'une place d'associé mineur au sein du système financier impérialiste. Botín, le propriétaire de la Banque Santander, est un défenseur de première ligne de l'euro et de l'UE. C'est sans surprise, l'euro étant la monnaie qui permet à Santander d'exploiter l'Amérique latine et d'étendre son activité à d'autres places financières à travers le monde.

Quelques données de la catastrophe sociale

Les données de la situation sociale reflètent déjà une catastrophe sociale. Près de 26 % des travailleurs sont sans emploi. Beaucoup sont choqués par la virulence et la vitesse de l'appauvrissement et de l'abaissement du niveau de vie. Une étude de techniciens des Finances indique que 43,7 % des Espagnols se trouve dans une situation précaire.

Il y a plus de 517 expulsions par jour. Les familles perdent leur maison et se retrouvent dans la rue, faute de pouvoir payer l'hypothèque et parfois même le loyer. Ce drame attire l'attention parce qu'il est, en outre, la motivation d'un grand nombre de suicides. Le 9 novembre, une semaine avant la grève générale, le suicide de Amaia Egaña, 53 ans, a causé un bouleversement social et a rassemblé des milliers de gens dans la rue. Dans les manifestations, les gens scandaient : « ce n'est pas un suicide, c'est un homicide » ; ou encore : « à eux l'argent, à nous les morts ! »

Le gouvernement est mis contre le mur dans ces cas, où même les juges et les policiers deviennent insubordonnés. Le décret récent – de retarder de deux ans les expulsions dans les cas extrêmes – a des limites si ridicules qu'il va stimuler le mouvement contre les expulsions et promouvoir les occupations.

La surexploitation et le manque d'avenir pour les jeunes vont de pair. Les patrons tirent profit de la crise et la réforme du travail, et abusent d'une main-d'œuvre jeune et hautement qualifiée, payant des salaires indignes. Qui plus est, ils expulsent maintenant les jeunes travailleurs de l'université, en haussant les taux d'inscription qui deviennent impayables. Dans les manifestations, les étudiants crient : « Quelle horreur, quelle horreur, plus d'étude pour le fils du travailleur ! »

Crise du gouvernement et du régime

La grève générale aggrave la crise politique du gouvernement, ainsi que celle du régime issu de la *Transition* postfranquiste de la deuxième moitié des années 1970.

Les faits les plus importants sont l'usure du gouvernement Rajoy – y compris la division croissante de son parti, le PP – et le discrédit de la monarchie.

La « question nationale » est un facteur qui accentue sensiblement la crise du régime. Elle apparaît au grand jour dans la manifestation d'un million et demi de personnes à Barcelone, pour l'indépendance de la Catalogne. Ce fait, ainsi que la dynamique qu'il a déclenchée, met en question tout le montage de « l'autonomie », de la Constitution de 1978 qui a refusé l'autodétermination aux nationalités historiques (la Catalogne, le Pays basque et la Galice) et a maintenu l'oppression nationale sur eux. A tout cela s'ajoute la terrible crise du bipartisme – le système de l'alternance au pouvoir du PP et du PSOE –, qui a soutenu le régime ces derniers 30 ans.

Le PP a perdu plus de 135 000 voix, mais il a gagné les dernières élections en Galice, grâce à la distorsion causée par la loi électorale et, en outre, parce que le PSOE s'est effondré encore davantage, avec une défaite cuisante dans cette Région (une perte de 44 % de ses voix). Ensuite, quelque chose de semblable est arrivé au Pays basque. Et dans les élections catalanes toutes proches, les sondages indiquent une chute historique du PP, dont le nombre de députés peut tomber de 28 en 2010 à 19. (Il en avait 37 en 2006.) Cela remet en question le bipartisme et ouvre une énorme crise dans le PSOE, qui craint de suivre le chemin du PASOK grec. (Celui-ci s'est réduit à 10 %, après avoir gouverné pendant des années.) Le naufrage du PSOE confirme que la chute de l'Etat providence est le « mur de Berlin » de la social-démocratie.

D'autres données concernent les éléments de crise dans la police. Dernièrement, plus de 5 000 policiers ont manifesté à Madrid. La polarisation sociale et politique augmente. Face au discrédit croissant, le gouvernement fait appel à la répression et au bonapartisme, il modifie le Code pénal, il augmente la répression, comme ce fut le cas le 25 septembre, quand les gens ont assiégé le Parlement, ou comme il a essayé de le faire dans diverses manifestations. L'aile droite du PP appelle à plus de répression et déclare que « les grèves générales devraient être interdites ». Il y a aussi des brouts de fascisme. Ce n'est pas par hasard qu'*Aurore Dorée* de la Grèce a déclaré qu'elle viendrait à l'Etat espagnol pour essayer d'y organiser ses pairs. D'autre part, les gens se radicalisent davantage et sont plus disposés à se battre.



La grève générale, la bureaucratie et la réorganisation

La bureaucratie, de CCOO et de l'UGT, a tardé à appeler à une grève générale et ne s'est décidée qu'après que le mouvement est sorti de son encadrement et a assiégé le Parlement le 25 septembre,



et que l'exigence de grève était criée dans toutes les manifestations. Elle a aussi appelé à la grève afin de chercher à en prendre les rênes et à reprendre le contrôle du mouvement, sachant, d'autre part, que le gouvernement de Rajoy et les exigences de la Troïka ne lui laissaient plus aucune marge pour concilier quoi que ce soit. Autrement dit, la politique du PP ne consiste pas à rechercher des accords concernant les coupes, mais à imposer celles-ci.

Candido Mendez, le secrétaire général de l'UGT, a déclaré au quotidien *El Pais* : « *J'espère que ce sera un grand rassemblement d'affirmation démocratique. Et il serait souhaitable que le gouvernement considère l'impact comme une caution face à Bruxelles pour s'opposer aux coupes.* » Toxo, de CCOO, y a ajouté : « *C'est un pari pour un modèle social, où il faudrait signer un pacte social européen et forcer les institutions à accepter un changement d'orientation et un dialogue* (...) ». Et il a poursuivi : « *Il est imprudent de dire que l'on ne va pas obtenir quoi que ce soit. En Espagne, nous avons déjà obtenu quelque chose, non du gouvernement, mais du principal parti d'opposition, qui a une position sans équivoque sur la réforme du travail : d'abord le recours de constitutionnalité et ensuite l'engagement de changements, quand il sera au gouvernement.* » CCOO et UGT continuent donc, comme d'habitude, à chercher à imposer un accord au gouvernement et à essayer d'agir en unisson avec la social-démocratie européenne. Les gens se sont mis en grève pour leurs revendications, mais la bureaucratie ne voulait pas et ne veut pas aller au-delà des simples protestations, et elle continue avec la position de faire pression sur le gouvernement avec un projet de référendum pour savoir si les gens sont pour ou contre les coupes.

La force de la grève et des manifestations a donné un peu d'oxygène à la bureaucratie qui y a appelé, mais elle l'empêche aussi – à cause de sa propre stratégie de pactes impossibles – de surmonter l'usure et la méfiance et de reprendre le contrôle sur le mouvement ouvrier et de masses qu'elle avait dans le passé.

Le syndicalisme alternatif

D'autre part, les manifestations convoquées par le syndicalisme alternatif étaient très grandes dans tout l'Etat espagnol. Elles ont rassemblé 25 000 personnes dans les Asturies, 50 000 à Barcelone, 20 000 en Séville. A Madrid, l'appel unitaire à la *Manifestation alternative*, par le mouvement *Hay que Pararles los Pies* (il faut les barrer la route – un bloc où participent le syndicat Co.Bas et *Corriente Roja*) et le *Bloco Unitario* (un bloc unitaire, formé par la CGT, la CNT et une partie du mouvement 15M), ainsi qu'une partie significative des mouvements sociaux, représente un tournant dans le processus de réorganisation. Ce fut un événement historique : faire une manifestation dans laquelle participent plus de 60 000 personnes (selon l'évaluation de Co.Bas et de *Corriente Roja*. D'autres organisations syndicales participantes avancent le nombre de 100 000 personnes, ce qui n'est pas absurde.)



Cet évènement boycotté par tous les médias – beaucoup de gens ne savaient pas qu'il y avait plus d'une manifestation – n'était pas une simple somme de la base sociale des organisations qui l'avaient convoqué. Au contraire, l'unité a eu un effet multiplicateur et sa composition sociale – plus ouvrière et plus populaire que la manifestation de soutien à la grève des mineurs – indique qu'un secteur de masses, encore minoritaire, mais de masses, s'est aligné à cet appel.

Le syndicalisme alternatif voulait que la grève ait des revendications et des objectifs clairs : la révocation de tous les décrets de coupes et de réforme du travail ; la fin des expulsions ; non au pacte social ; le non-paiement de la dette. Il défendait également la continuité de la mobilisation.

Co.Bas et *Corriente Roja* ont joué un rôle important dans la défense et la construction de cette unité. Ange Luis Parras, de Co.Bas et de *Corriente Roja*, était un des quatre porte-parole dans le rassemblement final de la manifestation. Il a dit : « *Quant à nous, nous n'avons pas fait une grève pour cautionner Rajoy en quoi que ce soit. Après une grève générale comme celle d'aujourd'hui, nous, les travailleurs, nous n'avons qu'un seul message que nous pouvons et nous devons envoyer au gouvernement : ou bien il met fin à ses plans, ou bien les travailleurs mettront fin au gouvernement. La seule main que nous tendons à Rajoy est celle d'un poing fermé, accompagné d'un cri sans équivoque : ''Qu'ils dégagent !''* » Il a terminé en disant qu'il y avait deux tâches, « *une tâche plus immédiate, celle de continuer à descendre dans la rue, sans trêve* [...]. *L'autre tâche est plus stratégique : maintenir et renforcer cette unité du syndicalisme de classe et alternatif et des mouvements sociaux, pour construire par la base, démocratiquement, une alternative de classe à ce gouvernement, ainsi qu'aux syndicats et aux partis qui sont complices et otages de ce système.* »La *Manifestation alternative* a montré la possibilité objective, l'espace pour l'affirmation d'une référence alternative de lutte et de classe, une référence alternative aux bureaucraties syndicales et aux partis qui les soutiennent, quelque chose qui peut être une référence et un point d'appui pour développer l'autoorganisation – par la base, démocratiquement – des travailleurs et du peuple, contre le gouvernement, le régime et les capitalistes, ainsi que contre leurs laquais bureaucratiques. Mais c'est un combat. Le front unique doit être une tâche assumée par tous ceux qui sont prêts à se battre, car il faut comprendre qu'il y a des unités qui non seulement s'additionnent, mais se multiplient. Autrement dit, il y a plus de force dans l'unité que dans chaque organisation séparément.

Corriente Roja mène cette bataille, d'abord en étant toujours soudée à la base dans les luttes, mais aussi ensemble avec des coordinations, des comités d'entreprise, des organisations du syndicalisme alternatif et de classe, des mouvements sociaux, et même ensemble avec des secteurs de base de CCOO et UGT. Il s'agit de faire de plus en plus de pression de la base vers cela et d'obtenir davantage d'alliés pour livrer ensemble cette bataille, sans oublier l'affirmation d'un programme alternatif de classe pour l'Etat.



La guerre civile en Syrie

L'avenir de la Révolution

Ronald León

Cela fait un an et demi que la lutte de classes en Syrie parle le langage des tirs de fusil, des coups de canon, du combat acharné de maison à maison pour avancer sur les positions de l'ennemi. La guerre civile y fait rage.

Nous sommes témoins de la plus grande confrontation actuelle entre la révolution et la contre-révolution à l'échelle mondiale, et le résultat de cette lutte aura un impact profond sur le cours de la situation internationale, en particulier sur l'orientation des révolutions qui se déroulent en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Au fil des mois, la situation est de plus en plus dramatique et sanglante. Le régime dictatorial de Bachar Al Assad, qui a promis de « vivre et mourir en Syrie », est en train de commettre un génocide contre le peuple syrien qui a pris les armes pour le renverser. Jour après jour, nous sommes témoins de la mise en œuvre de méthodes horribles d'extermination de masse contre les rebelles armés et la population en général. Nous sommes en présence d'actes de caractère clairement nazi-fasciste : des frappes aériennes et d'artillerie lourde pour détruire des villes entières ; des attaques aériennes sélectives contre des boulangeries ou des stations d'essence, à un moment où une foule désespérée de civils y fait la queue ; l'utilisation systématique de bandes de voyous – les *Shabihas* – armés et payés par la dictature et qui s'aventurent dans les quartiers disputés ou contrôlés par les rebelles, pour torturer, assassiner et violer les femmes et les enfants sans limites.

Le chiffre des crimes d'Al Assad est effrayant. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), depuis le 15 mars 2011, quand la révolution a commencé, jusqu'à la fin d'octobre 2012, 38 000 personnes ont trouvé la mort, dont 3110 enfants. Dans les seuls mois d'août à octobre de l'année en cours, 15 152 personnes sont mortes, et la moyenne est passée à 165 décès par jour. Au milieu de ce bain de sang, plus de 360 000 personnes ont fui le pays pour trouver refuge en Jordanie, en Turquie, au Liban et en Irak, où elles vivent dans des conditions inhumaines. Selon le *Centre pour la documentation des violations en Syrie*, 32 478 prisonniers politiques croupissent dans les prisons d'Al Assad, dont 806 enfants.[1] Le drame des enfants est reconnu par l'ONU elle-même, qui cite, dans un rapport récent, « des cas d'enfants à qui l'on refuse l'admission à l'hôpital, d'enfants tués dans le bombardement de leur quartier ou soumis à la torture, y compris la violence sexuelle ».

L'économie syrienne est dévastée

Avant d'entrer dans l'analyse du cours de la guerre civile et de sa dynamique, il convient de regarder un peu la situation économique actuelle en Syrie, 20 mois après le début de la révolution.

Le quotidien libanais *The Daily Star* a rapporté, le 4 août dernier, que, selon l'*Institut de Finances internationales*, une chute de 14 % est annoncée pour le PIB de la Syrie en 2012, après une contraction de 6 % en 2011. Le journal a également averti que cette baisse pourrait dépasser les 20 % à la fin de l'année en cours, si la guerre civile continue, ce qui est hautement probable.

Les principaux indicateurs économiques sont en baisse. Les recettes touristiques ont chuté de 11 % du PIB en 2010 à 4 % en 2011. Et elles ne représentent plus que 0,6 % de l'économie syrienne en 2012. L'investissement étranger direct passera de 1,5 milliard de dollars en 2010 à 100 millions de dollars en 2012. Le total de la fuite de capitaux, de mars 2011 à juillet 2012, représente





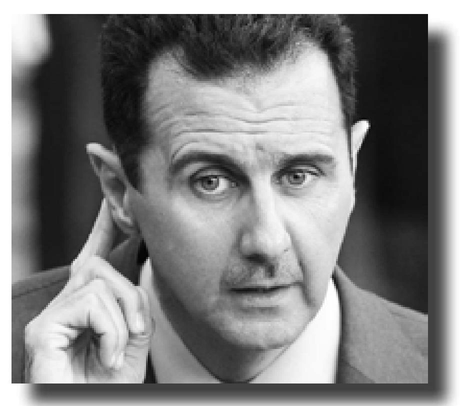
21 % du PIB. Il y a une pénurie de tous les types de biens alimentaires et de consommation, en raison de la stagnation économique, des sanctions internationales et de la chute drastique de la production agricole. L'inflation moyenne en 2012 est de 17 %, alors qu'elle était de 5,2 % en 2011.

Le déficit budgétaire est de 14 % du PIB, soit près du double de celui de 2011, quand il était de 8 %. En raison de la guerre civile, les dépenses du gouvernement ont flambé hors de tout contrôle et les recettes fiscales ont pratiquement disparu. C'est le cas, par exemple, des recettes provenant des exportations de pétrole, qui représentaient jusqu'à 30 % des recettes du gouvernement. On prévoit que les exportations de pétrole tomberont de 130 000 barils par jour en 2011 à 100 000 en 2012. Les exportations de marchandises en général ont reculé de 12 % en 2011 et devraient chuter de 20 % cette année. Les importations ont également diminué de 21,5 %, après une contraction de 14,2 % en 2011.

Les réserves de change de la dictature d'Al Assad ont chuté, passant de 19,5 milliards de dollars en 2010 (l'équivalent de 7,6 mois d'importations de biens et de services) à 10,8 milliards de dollars en 2011 (l'équivalent de 4,4 mois d'importations). A la fin de 2012, on estime que ces réserves ne seront plus que de 1,1 milliard de dollars, un montant équivalent à 18 jours d'importations.

Le quotidien *Syria Today* a annoncé que, selon les statistiques officielles, le chômage atteint 25 %. D'autres sources parlent de plus de 30 %, sans compter le sous-emploi. Le taux officiel de pauvreté est de 13 %, mais le chiffre est, sans doute, plus élevé. L'industrie syrienne, qui représentait 23,7 % du PIB en 2010, est détruite ou paralysée. Les entrepreneurs eux-mêmes se plaignent que la capacité de la production industrielle a chuté de plus de 60 %. A Alep, la capitale économique du pays, plus de la moitié des usines de textile ont été fermées, parce que les marchés européens sont pratiquement fermés à cause des sanctions internationales.

C'est dans ce cadre économique que se situe la guerre civile. D'une part, le conflit armé augmente toutes les contradictions sociales, ainsi que les pénuries des masses qui luttent pour renverser Assad et conquérir des



Bachar Al Assad, le dictateur syrien, semble ne pas entendre la voix de son peuple.

libertés démocratiques, dans la perspective de l'amélioration de leur qualité de vie qui est de plus en plus détériorée par la tragédie sociale, une tragédie encore aggravée par la guerre civile. D'autre part, il est clair que la dictature est à court d'oxygène pour continuer à soutenir l'indépendance économique de sa campagne militaire contre les masses syriennes. Avec une production en chute libre, la plupart des marchés fermés, les recettes fiscales en voie de disparition et les réserves financières presque épuisées, la situation d'Al Assad est dramatique. Tout cela l'affaiblit militairement et fait chanceler sa base sociale et politique, au point que de plus en plus de secteurs bourgeois commencent à abandonner le navire de son régime. Le régime syrien n'aurait aucun moyen de se maintenir debout et de poursuivre ses attaques génocidaires, si ce n'était par l'aide économique et militaire qu'il reçoit des quelques alliés qui lui restent encore : la Russie, la Chine, l'Iran, le Venezuela et Cuba.

Le cours de la guerre civile

La victoire militaire du camp rebelle est conditionnée par un problème évident d'armement et de direction politico-militaire. Le régime d'Assad dispose toujours d'une puissance de feu supérieure, malgré tous les progrès des milices rebelles et de l'Armée Syrie Libre (ASL). Al Assad dispose d'une armée qui, en dépit des désertions, maintient une chaîne de commandement, ainsi qu'une artillerie lourde et une force aérienne qui s'impose. Il est important de savoir que l'armée syrienne a toujours été une des plus fortes au Moyen-Orient et qu'elle est équipée directement par l'Iran et la Russie.

Pour empêcher les désertions, Al Assad utilise ses unités d'élite, telles que la terrible Division IV mécanisée, commandée par son frère, Maher Al-Assad, et bien sûr, les mercenaires et les criminels *shabihas*. En outre, ces derniers mois, ses actions militaires sont soutenues en grande partie par les frappes aériennes. Cela provoque une forte mortalité parmi les civils et empêche l'avancement des rebelles, qui doivent même abandonner certaines positions, en raison du manque d'armement antichar ou antiaérien.

Dans toute guerre civile, le problème de l'armement est un problème politique de première importance. Les rebelles, qui sont plus en plus nombreux, n'ont pas les armes nécessaires pour maintenir leurs positions et avancer de manière décisive. « *Nous n'avons pas besoin de plus d'hommes, nous avons besoin de plus d'armes* », a déclaré le commandant Ahmed Abu Ali, qui dirige une *katiba* (bataillon) d'une centaine de miliciens qui se battent dans le quartier de Saladin, à Alep. Il poursuit : « *La chose la plus difficile à laquelle nous faisons face sont les chars T-82, contre lesquels nos RPG sont impuissants.* » Et il ajoute : « *sans parler des chasseurs MiG et Sukhoi, ainsi que des tireurs d'élite* ». Abu Ali déplore également « *ne pas avoir des fusils de précision pour les snipers dont nous disposons* ». Et il déclare : « *Nous ne pouvons pas contrôler Alep si nous n'avons pas d'armes lourdes.* [...] *Sans davantage d'armes, nous ne pouvons même pas imaginer l'avenir*. »[2]

Jusqu'à présent, aucun gouvernement n'a décidé d'envoyer des armes lourdes aux mains des rebelles. Toutes les puissances impérialistes et les gouvernements comme ceux de l'Egypte et la Libye s'y opposent. Barack Obama a clairement indiqué la raison : « *Il est très risqué d'employer des moyens militaires étasuniens en Syrie. Nous ne pouvons pas mettre des armes dans les mains de personnes qui peuvent ensuite les utiliser contre nous.* »[3] L'impérialisme sait très bien qu'en envoyant des armes aux rebelles, il arme ceux qui poursuivent cette révolution en cours. Le « soutien matériel » à ASL par les puissances impérialistes se limite à fournir des armes légères ou des services de renseignement pour certaines opérations rebelles. Cela se fait principalement via le Qatar et la Turquie. Cependant, les armes ou toute autre aide militaire n'arrivent qu'au compte-gouttes, et uniquement pour les groupes ou les



La lutte contre la dictature a commencé par des manifestations de masses.

secteurs qui se prêtent le plus aux intérêts de l'impérialisme, ou dont ce dernier pense qu'ils peuvent dévier la révolution de l'intérieur, comme les groupes djihadistes.

Entre-temps, le régime d'Assad continue à recevoir des livraisons d'armes lourdes en provenance de la Russie et de l'Iran. La Russie a une base navale en Syrie et des intérêts commerciaux importants. Et rien que pour l'année 2011, elle a vendu des armes au gouvernement syrien pour un milliard de dollars. Ceci est ouvertement admis par le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, qui dit cyniquement que cela se fait « *dans le cadre de la coopération technique et militaire entre la Russie et la Syrie, l'objectif étant de soutenir les capacités de défense de la Syrie contre les menaces politiques externes, et non de soutenir Bachar Al Assad* ».[4]

Un autre élément favorable au régime syrien est le soutien politique et militaire du Hezbollah, qui occupe une place importante dans le gouvernement du Liban. Dans ce pays, la guerre civile syrienne a commencé à avoir des répercussions, suite à des affrontements importants entre partisans et adversaires d'Al-Assad. Il faut savoir que le Hezbollah contrôle des régions entières sur la frontière libano-syrienne, et qu'il s'agit de l'organisation armée la mieux formée et avec le plus de prestige politique et de puissance militaire, du Moyen-Orient, surtout après sa victoire sur Israël en 2006.

En outre, l'activité des groupes islamistes salafistes ou djihadistes (les secteurs les plus fondamentalistes de l'islam) constitue un problème grave. C'est le cas de la milice appelée *Al Nushra*, qui ne fait pas partie de l'ASL et qui se lance dans une série d'actions isolées, dans le but d'imprimer à la guerre civile un caractère sectaire et religieux, en prêchant que le conflit serait entre sunnites et chiites-alaouites (la branche de l'islam à laquelle appartient la famille Assad). Ils s'appliquent donc à réaliser des attaques terroristes sans aucun lien avec les actions militaires de l'ASL, et parfois contre la population alaouite ou d'autres confessions. L'action de ces groupes, tout en contribuant à l'effort militaire pour renverser la dictature syrienne, favorise la division et affaiblit le camp des rebelles, car ces actions sectaires ont tendance à éloigner des secteurs entiers de la population syrienne (les alaouites, les chrétiens, etc.) de la lutte pour renverser le régime et pour faire avancer la révolution.

A cela, s'ajoutent les problèmes dans le camp rebelle lui-même, à commencer par les directions politique et militaire, bourgeoises et pro-impérialistes, du Conseil national syrien (CNS) et du sommet de l'ASL, qui ont déclaré à plusieurs reprises qu'elles soutiendraient une intervention militaire impérialiste. Et certains secteurs ont annoncé leur volonté de discuter d'un « gouvernement de transition », sans Al Assad, mais qui pourrait inclure son vice-président ou un autre personnage de son régime.

Cependant, bien que le régime d'Al Assad continue à détenir la suprématie militaire, depuis mi-juillet, on peut observer une offensive des rebelles armés avec d'importantes avancées militaires.

Cela a lieu dans le contexte d'un durcissement de la guerre civile. Depuis deux ou trois mois, les combats s'intensifient dans les deux principales villes de la Syrie, Damas et Alep.

A Damas, la capitale millénaire du pays, les combats se concentrent principalement dans la banlieue, mais il y a également eu des combats brefs et intenses dans le centre-même de la ville. Le régime ne parvient pas à écraser le harcèlement des rebelles à Damas, au point qu'il a dû commencer des frappes aériennes dans plusieurs quartiers de la capitale.

A Alep, le combat avance et recule par centimètres. L'ASL affirme qu'elle contrôle 60 % de la ville, mais elle n'a pas encore été en mesure d'occuper le centre. Au milieu des décombres d'une ville en ruines par les bombardements incessants, les rebelles défendent leurs positions. La conquête d'Alep a une importance stratégique en raison de son poids économique et géopolitique, car cela permettrait d'ouvrir une ligne de ravitaillement reliée directement à la frontière turque.

Début novembre, les rebelles ont conquis deux autres points stratégiques : Maaret al Numan et Saraqeb, deux villes de la province d'Idlib, où



le gouvernement a perdu tous ses points de contrôle, excepté trois. Les deux endroits sont d'une importance vitale pour les deux camps, pour le contrôle de la route menant de Damas à Alep et reliant Alep à la ville côtière de Lattaquié dans le Nord. C'est la voie par laquelle le régime transporte ses troupes de remplacement pour attaquer Alep.

Les combats se sont intensifiés aussi dans la base militaire de Taftanaz, d'où le régime lance ses attaques sur toute la région d'Idlib. A Deir Ezzor, dans l'Est, les rebelles ont affirmé avoir pris le champ pétrolier d'Al Ward. A Hama, le 5 novembre dernier, une voiture piégée a tué plus de 50 soldats et politiciens liés à Al-Assad. D'autres combats et des bombardements aveugles du régime ont lieu à Daraa, Homs et Lattaquié.

Les actions des milices de l'ASL assènent des coups importants au régime syrien, mais elles n'ont toujours pas la force nécessaire pour une offensive radicale et décisive. Cependant, la profondeur de la révolution est telle qu'une situation claire de double pouvoir s'est établie dans le pays, dont les territoires libérés par les milices sont l'expression la plus éloquente.

Deux pouvoirs en Syrie

Actuellement, il y a deux pouvoirs en Syrie. D'une part, le gouvernement et le régime d'Al Assad conservent le contrôle de l'appareil d'Etat et des forces armées. D'autre part, dans le cadre de l'offensive militaire rebelle, il y a des territoires entiers qui ne sont plus contrôlés par le dictateur.

L'un des premiers territoires libérés se situe dans une partie importante de la ville de Homs, où un « conseil militaire révolutionnaire » a été installé, qui assume les tâches propres au pouvoir politique, comme le ravitaillement en nourriture, le nettoyage, les soins de santé, la sécurité et l'administration de la justice. Deir Ezzor, avec d'importantes industries et des champs pétroliers, est une autre ville du pays presque entièrement contrôlée par des milices rebelles. Il y a aussi des zones libérées contrôlées par des conseils de milices (connus sous le nom de Tansiqiyyat) à Hama, à Daraa et dans une grande partie de Idlib. Dans toute la partie d'Alep contrôlée par les rebelles armés, les milices assument des tâches telles que l'approvisionnement minimum et la sécurité des boulangeries, l'évacuation de la population, etc. Dans ces petites villes, comme dans Taftanaz, le Tansiqiyyat local publie des journaux et d'autres matériaux (voir la carte).

A Saraqeb, une sorte de conseil des « forces de la sécurité révolutionnaire » a également été mis en place sur le terrain. Son président, Abou Hague, a expliqué comment fonctionne cet organisme et quelles sont ses premières tâches : « [...] *Nous avons ouvert une liste de volontaires pour former des forces de la sécurité révolutionnaire et nous œuvrons pour la création de groupes de civils qui organisent la circulation, contrôlent la sécurité et assurent la coordination des services tels que les travaux municipaux, y compris le nettoyage des rues et le ramassage des ordures.* »[5] Il y a aussi des systèmes similaires d'administration dans les régions rurales, telles que Kajarjanaz, Binnish, Atma et Tal'ada. Il y a des rapports qui font état de la formation – de manière inégale – de « réseaux » entre ces conseils de milices.

En Syrie, l'existence, même embryonnaire et précaire, de zones libérées et d'innombrables Tansiqiyyat qui semblent avoir un certain degré de coordination entre eux, est un fait très progressiste. Ils sont l'expression la plus claire de la force de la révolution syrienne. C'est pourquoi le régime met en œuvre des bombardements pour détruire ces zones. Ce fut le cas, par exemple, de la ville de Kafarnubol, libérée le 1er avril 2011 et impitoyablement bombardée par l'aviation d'Al Assad le 5 novembre 2012.

Le rôle néfaste du castro-chavisme

Depuis le début de la révolution syrienne, la majorité de la gauche mondiale – en particulier le castro-chavisme – s'est prononcée contre l'insurrection des masses et en défense de la dictature sanglante d'Al Assad, comme elle avait d'ailleurs soutenu Kadhafi politiquement et militairement en Libye. Pour ces secteurs, ce qui existe en Syrie n'est pas une révolution, mais une contre-révolution, où des « mercenaires » ou des « troupes impérialistes » seraient en train d'essayer de renverser Al Assad, un dirigeant présumé anti-impérialiste et antisioniste.

Hugo Chavez, récemment réélu président du Venezuela, a déclaré peu



Les zones contrôlées par les forces rebelles comprennent des régions autour des villes les plus importantes comme Alep, Hama et d'autres.

après les élections : « *Comment ne pas soutenir le gouvernement de Bachar Al Assad, puisqu'il est le gouvernement légitime de la Syrie ? Allons-nous soutenir les terroristes ?* »[6] Après avoir dit cela, il a confirmé son « soutien à 100 % » au dictateur syrien et il a déclaré : « *J'aimerais bien faire davantage, mais que peut faire un pays comme le Venezuela ?* » En réalité, Chávez soutient le génocidaire Al Assad, et pas seulement dans les discours. Son pays est parmi ceux qui fournissent le carburant qui est ensuite utilisé dans les chars et les avions qui assassinent le peuple syrien.

Il faut appeler un chat un chat : le castro-chavisme est complice des actions de génocide d'Al Assad. Il utilise son poids et son prestige dans le mouvement social et dans la gauche pour les mobiliser contre une révolution et du côté d'une dictature sanguinaire et pro-impérialiste. En outre, il capitule ouvertement à l'impérialisme qu'il prétend combattre, car il lui offre en cadeau la bannière du combat pour les libertés démocratiques. Il aide ainsi Obama, l'Union européenne et la Ligue arabe – avec le Qatar et l'Arabie saoudite à sa tête – à se présenter cyniquement comme les grands défenseurs de la « démocratie » et des « droits de l'homme » en Syrie.

La politique de l'impérialisme et du CNS

Faute de conditions politiques pour intervenir militairement, l'impérialisme manœuvre dans tous les sens pour contrôler et mettre en échec la révolution syrienne. Il y a un temps déjà qu'Al Assad – que l'impérialisme a soutenu jusqu'à la limite du possible – a montré qu'il était incapable de s'acquitter de cette tâche, ce qui explique pourquoi il n'a plus la bénédiction de Washington.

L'exigence, de la part de l'impérialisme, de la démission d'Al Assad est au service d'un recentrage pour contrôler, vaincre et faire avorter la révolution. L'impérialisme a été assez habile pour abandonner un bateau qui coule, et sa principale préoccupation est maintenant de savoir comment et avec qui il peut gérer le développement de la guerre civile en cours et une chute possible d'Al Assad, de sorte que ses intérêts soient en sécurité.

En ce sens, les Etats-Unis et tout l'impérialisme européen et les bourgeoisies nationales arabes essayent une manœuvre politique, qui consiste à évincer Al Assad du pouvoir, mais en conservant les fondements essentiels de son régime. C'est en ce sens qu'ils ont proposé, à plusieurs reprises, diverses formules de « gouvernements de transition » qui incluent l'opposition et des membres de la dictature actuelle.

Cependant, les divisions politiques au sein de l'opposition syrienne, à commencer par l'énorme fossé entre le CNS – composé essentiellement des Frères musulmans et des libéraux exilés à l'étranger – et les milices combattantes sur le terrain, posent problème pour l'objectif impérialiste de maîtriser le processus. Il faut se rendre compte que le CNS a de moins en moins de poids et d'autorité politique, parce que ses principaux dirigeants se trouvent hors du pays et acceptent, dans leurs déclarations, de conclure des accords avec des personnages du régime. Pour l'ASL, c'est l'inverse. On lui fait largement confiance parce qu'elle est l'organisation qui coordonne les actions militaires à l'intérieur de la Syrie. Mais, même au sein de l'ASL, il faut comprendre que le sommet, composé d'anciens hauts gradés du régime et dirigé par le colonel Ryad Musa Al Assad depuis la Turquie, n'a pas une autorité incontestée sur les centaines de milices et de conseils populaires qui sont répartis dans toute la Syrie. L'ASL n'est pas une armée entièrement centralisée, avec une chaîne de commandement unifiée, mais une sorte de front uni et large qui abrite toutes les milices qui prétendent faire partie de l'ASL, mais n'agissent pas nécessairement sur ordre de son sommet.

Dans ce cadre, l'impérialisme a besoin d'avoir toutes les garanties en ce qui concerne l'autorité et la politique du CNS. Hillary Clinton a donc récemment fait plusieurs critiques au CNS, en disant que « *le CNS ne peut plus être considéré comme la direction la plus visible de l'opposition* » et demandant qu'il soit étendu et essaye de réunir en son sein la plupart des différents groupes d'opposition, depuis les Comités locaux de coordination, passant par les milices et jusqu'aux administrations dans les zones libérées. Son objectif est clair : créer de meilleures conditions pour coopter tous les dirigeants rebelles et faire avorter la révolution.

Reçu cinq sur cinq ! Afin d'obtempérer aux desiderata de Washington, le CNS a convoqué une réunion à Doha (Qatar), où il a élargi sa composition et a consacré comme nouveau président George Sabra, un ancien dirigeant du Parti communiste, actuellement le Parti populaire démocratique syrien. Afin de former un gouvernement de transition qui jouit de la confiance de l'impérialisme, un peu comme dans le cas du *Conseil national de transition* libyen, on a profité de l'occasion pour former une nouvelle instance de rassemblement, appelée *Coalition nationale des forces de l'opposition et des rebelles* (CNFORS), et qui dépasse le cadre du CNS.

La nouvelle coalition a aussi incorporé des secteurs kurdes, chrétiens et alaouites dans le



Les femmes participent activement aux manifestations contre le régime.

front politique, et le militant et religieux musulman Moaz al-Khatib a été élu comme président. Dans ses premières déclarations, il a demandé le soutien politique de l'impérialisme, et la France lui a déjà déclaré son soutien. Le CNS maintient un poids significatif au sein du CNFORS, où il dispose de 14 sièges.

La note positive est que le réseau des militants sur le terrain – constitué par les Comités de coordination locale (CCL) – a annoncé son retrait du CNS, en critiquant le CNS d'avoir été, lors de cette réunion au Qatar, « *incapable d'adopter un plan de réforme globale visant à développer un bon rôle de la représentation politique de la révolution du peuple syrien* ».[7]

Une politique révolutionnaire pour la Syrie

Notre position, notre politique pour la révolution syrienne, commence par le soutien inconditionnel au soulèvement des masses contre la dictature d'Al Assad. Par conséquent, dans cette guerre civile, nous sommes dans le camp militaire des rebelles armés (le camp de la révolution), contre les troupes du régime syrien (le camp de la contre-révolution), indépendamment du fait que la direction politique de ce camp militaire rebelle soit bourgeois ou pro-impérialiste.

Il faut définir où se trouvent la révolution et la contre-révolution. Ce n'est que sur la base de cette définition, et de la lutte conséquente aux côtés du peuple syrien contre le tyran Al Assad – en gardant toujours l'indépendance politique la plus absolue – qu'il sera possible de disputer, au sein de cette ample unité militaire, la direction politique de ce camp militaire aux directions bourgeoises et pro-impérialistes.

Dans la lutte militaire, nous ne sommes pas neutres, car n'importe quel type de neutralité, ouverte ou déguisée, est directement équivalent à la négation de la révolution et à l'octroi d'un soutien objectif à la permanence d'Al Assad. La position neutre est celle du PTS-FT et d'autres organisations qui se disent trotskystes : ni Al Assad, ni le camp des rebelles. Ils font valoir que la direction rebelle est bourgeoise et pro-impérialiste et que, par conséquent, la « rébellion » – ils n'envisagent même pas que ce qui se passe en Syrie soit une révolution – a été séquestrée d'avance. Au milieu d'un génocide brutal et d'une puissante révolution, ces



L'affiche demande le renversement d'Al Assad, une exigence majoritaire du peuple syrien en lutte contre sa dictature sanguinaire.

« révolutionnaires » se plaisent à faire des commentaires qui confondent la réalité avec leurs pieuses aspirations, et à exiger des « garanties » au processus lui-même, sans quoi ils ne le soutiennent pas, laissant la voie libre pour les dirigeants traîtres et l'impérialisme. Cette position, que l'on essaye de présenter comme « d'indépendance de classe », est criminelle au milieu d'une guerre civile, en dépit de toute la phraséologie « gauchiste » dont on essaye de l'habiller, car, appliquée à la réalité, elle ne fait que favoriser la permanence d'Al Assad. Ces gens se retrouvent finalement dans la même position que le castro-chavisme, par d'autres voies.

Certains de ces secteurs exigent, comme condition pour soutenir la révolution, que celle-ci soit dirigée par le mouvement ouvrier et un parti révolutionnaire. L'exigence de cette condition montre qu'ils ne comprennent pas que le principal grand obstacle objectif pour le développement du mouvement ouvrier et la construction d'un parti révolutionnaire est précisément l'existence même de la dictature. Avec cette position, ils emboîtent aussi le pas au stalinisme, qui soutient Al Assad au nom du « danger » de ce qui viendrait ensuite.

La lutte pour la construction d'une direction politique révolutionnaire pour le camp militaire rebelle est essentielle, mais cela ne peut se faire que si nous faisons partie de la lutte pour renverser la dictature meurtrière d'Al Assad. Aussi longtemps que la classe ouvrière n'a pas la conscience et la force suffisantes pour se débarrasser de ces directions, nous devons nécessairement disputer la direction dans le cadre d'une unité militaire (et non politique) de grande envergure, qui lutte du côté du peuple et oriente le tir contre le génocidaire Al Assad.

Notre politique vise la chute immédiate et la destruction complète du régime d'Al Assad, et la mise en place d'un gouvernement des classes exploitées syriennes. Nous pouvons formuler cette position dans les mots d'ordre : A bas Assad ! NON à l'intervention impérialiste !

Travailler pour la politique d'un gouvernement des classes exploitées syriennes, cela signifie, concrètement aujourd'hui, lutter pour le renforcement et la centralisation de tous les Comités de coordination locaux et les Conseils du peuple ou Tansiqiyyat qui contrôlent les zones libérées par la lutte armée. Nous sommes pour l'élargissement, le renforcement et la création de Tansiqiyyat dans tous les territoires conquis par les milices rebelles et libérés du pouvoir de la dictature ! Nous sommes pour l'élection de délégués représentants, élus démocratiquement dans les quartiers, les villes, les provinces, les usines et les régiments, pour former les conseils populaires qui administrent les zones libérées ! Ce sont eux les embryons du pouvoir ouvrier et populaire ! Nous sommes pour la réalisation de Congrès régionaux et nationaux de ces Conseils populaires pour coordonner la lutte militaire sur le terrain et répondre aux défis de la gestion des zones libérées ! La lutte doit être pour davantage de zones libérées et contrôlées par les Tansiqiyyat, jusqu'au renversement d'Al Assad, la prise du pouvoir et l'établissement du pouvoir ouvrier et socialiste. Ce sont toutes des activités d'une même œuvre : la révolution socialiste.

Ce n'est qu'en luttant pour le renforcement et la centralisation des Tansiqiyyat, les considérant comme de véritables embryons de pouvoir ouvrier et populaire, que la guerre civile pourra changer de direction politique et militaire. Mais tout cela, nous insistons, ne peut être fait qu'à partir de l'unité militaire avec tous les secteurs prêts à renverser Al Assad et à prendre les armes pour cela. Toute position « neutre » nous transforme non seulement en propagandistes abstraits et stériles, mais aussi en défaitistes réactionnaires qui



fournissent des services inestimables à Al Assad, à l'intérieur de la « gauche ».

Les directions bourgeoisies – telles que la direction du CNS, le haut commandement de l'ASL, les Frères musulmans, et tous les groupes islamiques djihadistes – sont intrinsèquement pro-impérialistes et ennemis irréconciliables des intérêts du peuple et du socialisme. Et la dénonciation et la lutte permanente contre elles font partie de cette lutte pour que la révolution renverse Al Assad et avance vers un gouvernement ouvrier, paysan et populaire en Syrie. Mais cette dénonciation ne peut pas être abstraite ; nous la faisons à partir de la lutte révolutionnaire pour renverser le régime d'Al Assad.

La gauche est confrontée à une épreuve de vérité. Il faut choisir son camp dans cette guerre civile, et toute organisation qui se prétend révolutionnaire doit se poser la question : Sommes-nous, oui ou non, pour la victoire militaire des masses, pour renverser la dictature génocidaire et pro-impérialiste d'Al Assad ? Sommes-nous, oui ou non, dans le camp militaire des masses qui tirent contre Al Assad – indépendamment de qui les dirige, en gardant notre indépendance politique pour disputer la direction aux bourgeois du CNS et au haut commandement de l'ASL et à l'impérialisme ? Cela est essentiel pour déterminer si une organisation de gauche est en faveur de l'avancée de la révolution ou, au contraire, de la contre-révolution.

Notre réponse à ces questions est oui. Nous demandons donc instamment à tous les militants syndicaux, sociaux, des droits de l'homme, et à la gauche révolutionnaire, à resserrer les rangs autour du soutien inconditionnel à la révolution syrienne, en réalisant toutes sortes d'actions de solidarité avec le peuple syrien en armes, depuis des rassemblements jusqu'à des campagnes financières pour obtenir n'importe quel type d'aide matérielle. Il est également essentiel d'exiger, de tous les gouvernements, la rupture immédiate des relations diplomatiques et commerciales avec le dictateur Al-Assad et l'envoi d'armes lourdes, de nourriture et de médicaments aux instances contrôlées par les milices rebelles.

Il est évident que toute action de solidarité avec la lutte du peuple syrien se fera contre le castro-chavisme et ses relais « gauchistes », mais il faut démontrer qu'il existe une gauche révolutionnaire et socialiste qui soutient la révolution syrienne, et le faire savoir aux combattants syriens.

---

1 http://www.vdc-sy.org/
2 *El País*, 11/08/2012
3 *El País*
4 *Reuters*, 5/11/2012
5 YARA, Nseir : Siria: los civiles en las "zonas liberadas" dirigen sus asuntos bajo la supervisión de los "militares", publié le 18/08/2012 sur le site web « Traductions de la révolution syrienne ».
6 *La Nación*, 10/10/2012
7 *EFE*, 9/11/2012

Une militante de la révolution syrienne en tournée de débats au Brésil

La camarade Sara Al-Suri, militante révolutionnaire syrienne, est en tournée au Brésil, invitée par la Centrale Syndicale et Populaire – CSP-Conlutas. A cette occasion, une série d'activités sont organisées en solidarité avec la révolution syrienne. Au cours des débats, la camarade expose la situation dramatique du peuple syrien dans sa lutte contre la dictature meurtrière de Bachar Al Assad, et elle montre la nécessité d'une plus large solidarité internationale – politique et matérielle – pour mettre fin au régime actuel et poursuivre la lutte révolutionnaire des peuples arabes et de l'Afrique du Nord.

Le 8 novembre, elle était à Rio de Janeiro, où elle a visité plusieurs syndicats, ainsi qu'une communauté qui se trouve sous l'occupation d'une UPP (Unité de la Police de Pacification). Le soir, elle a animé une action de solidarité avec la révolution, dans le Syndicat des Travailleurs de la Prévision, Sinsprev-RJ.

Plusieurs syndicats et courants syndicaux d'opposition, affiliés à la CSP-Conlutas, ainsi que des militants du mouvement étudiant de l'enseignement universitaire et secondaire ont participé à l'activité. La présentation a été suivie avec beaucoup d'enthousiasme par plus de 300 militants, qui se sont engagés, après l'intervention passionnante de la camarade, à mener la campagne de solidarité avec la révolution syrienne dans leurs syndicats et leurs lieux de travail.

En fin de soirée, on a « passé le chapeau » pour le soutien matériel à la révolution et on a récolté l'équivalent d'environ 180 €, et les dirigeants présents ont assumé par écrit un engagement à développer la campagne de solidarité dans leurs organisations. Cette levée de fonds a eu lieu dans toutes les activités : il s'agit d'exprimer et de matérialiser le besoin d'un soutien matériel à la révolution syrienne.

Le vendredi 9 novembre, Sara était à l'UFMG (Université Fédérale de Minas Gerais), à Belo Horizonte. Le samedi 10, elle a participé à la séance plénière de CSP-Conlutas à São Paulo. Le 12, elle a animé un débat à l'USP (Université de São Paulo), organisé par ANEL (Assemblée nationale d'Etudiants – Libre) et par Sintusp (Syndicat des travailleurs de l'Université de São Paulo).

La tournée s'est poursuivie à São José dos Campos, et, au moment d'écrire ces lignes, des activités sont encore prévues à Maceió (Alagoas) et dans d'autres villes du Nord-Est du Brésil, à Brasilia, à Florianopolis et à Curitiba.

Sara participera aussi au Forum social mondial *Free Palestine*, qui se tiendra à partir du 29 novembre, à Porto Alegre.





Panama

La rébellion triomphe à Colón

Bernardo Cerdeira

Pendant dix jours, la ville de Colón, la deuxième du pays, a été en feu et en flammes suite à une révolte populaire contre la Loi 72, proposée par le gouvernement du président Martinelli et approuvée par le parlement. Cette Loi 72 autorisait la vente de terrains dans la zone franche de Colón.



Ce fut une lutte héroïque, avec des manifestations quotidiennes, cinq jours de grève générale dans toute la ville et des affrontements dans la rue contre la répression brutale de la police. Les policiers ont tiré, tuant quatre personnes, y compris un enfant de 9 ans. Il y a eu des centaines de blessés par balle et plus de deux cents arrestations.

Cependant, la répression n'est pas parvenue à freiner la lutte du peuple de Colón. Au contraire, la mobilisation, et la répression brutale de la police ont choqué le pays tout entier. Les grèves et les manifestations de solidarité se sont étendues à plusieurs villes, culminant le vendredi 26 octobre avec une journée de grève générale décrétée par SUNTRACS, le syndicat des travailleurs de la construction, le principal du pays. La grève a également été réprimée violemment par la police, principalement dans la ville de Panama, provoquant des affrontements, des pillages et l'arrêt des transports, et générant un chaos qui a paralysé la capitale du pays.

Deux jours plus tard, le parlement a abrogé la Loi 72 et le gouvernement Martinelli a sanctionné cette abrogation. C'est un triomphe incontestable de la mobilisation populaire. Mais la situation qui était à l'origine de cette rébellion se maintient, et il faut bien la comprendre pour aider les travailleurs et le peuple à mener leur combat jusqu'au bout.

Le dessous des cartes

Colón est situé au nord du Panama, à l'extrémité atlantique du canal. C'est la deuxième ville la plus grande du pays et la capitale de la province homonyme. Elle concentre 81 % de la population totale de la province, qui abrite 241 000 habitants selon le recensement de 2010. C'est à cet endroit stratégique que se situe une zone franche, la deuxième dans le monde après Hongkong.

Depuis sa fondation en 1948 jusqu'à ce jour, les terrains de la zone franche appartiennent à l'Etat et sont loués aux commerçants opérant dans ce grand entrepôt. L'un des objectifs du gouvernement, avec la vente des terrains, était d'obtenir jusqu'à 2 milliards de dollars pour l'Etat panamien au cours des 20 prochaines années, ce qui permettrait d'alléger la lourde dette financière, qui est d'environ 4,45 milliards. L'autre objectif, non explicite, était de générer une activité lucrative pour les « amis » du gouvernement, dans l'un des secteurs les plus convoités du pays.

L'activité de la zone franche représente 7,5 % du PIB du Panama. Elle est le second générateur de richesse pour le pays, après le canal. Le mouvement commercial dans la zone représente 30 milliards de dollars par an. Cependant, le peuple de Colón ne reçoit rien de toute cette richesse. Seulement 30 millions de dollars d'impôts sont destinés à Colón. Il y a 30 000 travailleurs, dont une petite minorité est originaire de Colón.

C'est précisément le contraste entre cette richesse et la situation du peuple qui a provoqué la rébellion. Jour après jour, les habitants de Colón sont soumis à des conditions de vie d'extrême pauvreté – les eaux usées dans les rues, 50 % des maisons insalubres, plusieurs zones de la province sans eau potable, et un taux de chômage de 24 % – ce qui génère la grande marginalisation, la frustration et la violence. En outre, un élément important de la situation de Colón est la discrimination raciale contre les personnes d'ascendance africaine, la majorité absolue de la population. Le racisme se manifeste, par exemple, dans la répression policière permanente contre les Noirs. Voilà



La ville de Panama a également adhéré à la grève générale du 26 octobre.

pourquoi la révolte était si forte, et elle a fait prendre conscience des problèmes beaucoup plus profonds.

Un pays mis sous tension par le capital impérialiste

La situation de Colón est la plus critique du Panama, mais le pays tout entier est le théâtre d'une grande contradiction. D'une part, il y a de grands investissements de capital impérialiste, pour l'élargissement du canal, la construction du nouveau centre d'affaires et des centres commerciaux à l'aéroport de Tocumen, les ports, les chantiers navals, etc. Les grands édifices du centre financier de la ville de Panama ont reçu le surnom de « Manhattan de l'Amérique centrale ». L'économie du Panama est en croissance à un rythme « asiatique », avec des taux allant jusqu'à 10 % par an.

D'autre part, d'importants secteurs de la population panamienne restent dans la pauvreté. Cela est évident à Colón, mais on peut s'en rendre compte aussi dans d'autres secteurs, tels que celui des travailleurs de la construction, des populations autochtones, des fonctionnaires, et dans les secteurs populaires en général. Alors que dans les huit dernières années, l'économie nationale a augmenté considérablement, le pouvoir d'achat des travailleurs a chuté de 24 %, selon une étude réalisée par le Centre national de la compétitivité. C'est cet élément qui exacerbe les luttes des travailleurs et du peuple : en dépit de l'extraordinaire croissance, l'inégalité s'accroît.

La raison de cette contradiction est que cette croissance profite surtout au grand capital étranger. La politique de la bourgeoisie du Panama et de ses partis pousse cette contradiction à l'extrême. Leur objectif est de brader l'ensemble du pays au capital impérialiste, en gardant les miettes qu'ils parviennent à recueillir de la table du banquet.

« Allez pleurer au cimetière ! »

Cette phrase railleuse adressée à l'opposition par le président du parlement, Sergio « Chello » Galvez, du parti *Changement démocratique*, au moment de l'adoption de la Loi 72, en est un exemple significatif de l'attitude du gouvernement de Ricardo Martinelli et de la bourgeoisie qui le soutient. C'est un gouvernement agent du gouvernement de l'impérialisme, corrompu et répressif, agissant dans une offensive



Les travailleurs du syndicat de la construction ont participé à la lutte contre Martinelli.

récurrente contre le mouvement de masse, et qui recule uniquement face aux violentes réactions populaires.

Plusieurs moments clefs des dernières années montrent comment la répression et la violation des libertés démocratiques et des droits de l'homme ont été constantes. Citons, par exemple, la répression de la grève des travailleurs des bananeraies à Changuinola (Bocas del Toro), en 2010, contre l'approbation de ce que le peuple appelait la « Loi saucisse » (lei chorizo - une loi qui modifiait six codes juridiques et limitait des droits du travail et syndicaux dans le pays) ; ou encore la répression et les faits liés aux protestations contre les réformes du Code minier, de la part des peuples indigènes de Ngäbe et Buglé.

En outre, dans ces cas et dans d'autres, il y avait le harcèlement des dirigeants syndicaux et des défenseurs de l'environnement, ainsi que des journalistes qui dénonçaient les violations des garanties constitutionnelles et le mépris pour les droits de l'homme de la part des fonctionnaires ou des institutions du gouvernement du Panama, en toute impunité judiciaire.

La combinaison d'une offensive gouvernementale en faveur des intérêts du grand capital impérialiste – une attitude prédatrice et servile d'un secteur majoritaire de la bourgeoisie panamienne – et de la répression contre les réactions des travailleurs et du peuple est en train d'exacerber la lutte des classes au Panama.

La tâche des masses : renverser le gouvernement Martinelli

La lutte des travailleurs et du peuple de Colón, et de tout le pays, a réussi à empêcher le bradage d'une zone de grande valeur, propriété de l'Etat panamien, un patrimoine public. Elle a également déjoué une grande affaire de Martinelli et a imposé une défaite politique majeure de ce gouvernement traître, corrompu et antiouvrier.

Toutefois, l'attitude du président, après l'abrogation de la loi par le parlement, met en évidence que le travail est loin d'être terminé avec le triomphe populaire du peuple de Colón. Martinelli s'est adressé à la nation dans un discours télévisé, où il affirma cyniquement qu'en sanctionnant l'abrogation de la loi, « il cherchait la paix et le dialogue », et où il accusa les manifestants d'actes de violence qui auraient causé le pillage et la mort, et promit de les amener devant les tribunaux.

Son discours avait pour but de décharger le gouvernement de toute responsabilité d'avoir ordonné la répression du peuple de Colón, puis de l'ensemble du pays. Mais il ne peut pas cacher le fait que la police ait tiré sur les manifestants et était la seule responsable des morts et des centaines de blessés par balles et chevrotines.

Cyniquement, il parlait comme si ce n'était pas le gouvernement qui avait pris l'initiative et avait fait le maximum de pression sur le parlement pour l'adoption de la Loi 72. Ou comme si ce n'était pas lui qui avait voyagé en Asie, pendant plus d'une semaine, en espérant qu'en son absence, la police et le détachement de SENAFRONT (le corps militarisé des frontières) auraient fait le sale boulot d'écraser les protestations.

C'était pareil dans d'autres occasions où le gouvernement avait été obligé de reculer, comme dans le cas de la « Loi Chorizo ». C'est pourquoi le gouvernement, poussé par le capital impérialiste et par la bourgeoisie laquais, va inévitablement lancer de nouvelles offensives contre le peuple.

La seule façon d'éviter que cela ne se répète est que le peuple continue à se mobiliser pour renverser définitivement Martinelli. Les travailleurs, en particulier, avec leur méthode de grèves et d'insurrections, et organisés de manière indépendante, doivent continuer la mobilisation, pour faire face aux problèmes de fond du pays et mettre fin au système actuel d'exploitation.



La LTS appelle à continuer la lutte jusqu'au renversement de Martinelli

La Ligue des Travailleurs vers le Socialisme (LTS), la section sympathisante de la LIT-QI au Panama, a participé activement à la mobilisation populaire à Colón. La ligue fut fondée dans cette ville, il y a à peine trois ans. Cependant, en dépit de ce temps assez bref, elle a établi des liens solides avec les syndicats et les organisations populaires du pays, en particulier à Colón. Après le triomphe de la lutte populaire, elle a publié un communiqué, appelant les organisations ouvrières et populaires à continuer la lutte, maintenant contre le gouvernement de Martinelli.

« *Tant que ce gouvernement pro-impérialiste et autoritaire existe, il y aura toujours davantage d'attaques contre les travailleurs et le peuple, davantage de pauvreté et de misère, davantage de corruption, de répression et de bradage du pays. Contrairement à ce que disent les partis bourgeois comme le PRD, le panamiennisme, etc., on ne peut pas donner de répit au gouvernement, ni attendre les élections de 2014. Il faut continuer dans la rue, exiger la libération des prisonniers, ainsi que l'enquête et le châtiment pour les agents de la répression responsables des morts. L'Etat doit assumer la responsabilité pour les dommages matériels et procéder à l'indemnisation des victimes de la répression. Mais le plus important est que le principal responsable de toute cette situation dégage : A bas Martinelli !* »

En outre, la section de la LIT au Panama propose, dans sa déclaration, un programme qui répond aux besoins des travailleurs et du peuple panamien, un programme qui s'intéresse aux principaux problèmes fondamentaux du pays :

« *Les organisations de travailleurs et des secteurs populaires doivent s'unir dans la lutte pour que toute la richesse générée dans le pays, telle que les bénéfices de la zone franche et du canal, soit contrôlée par les travailleurs et utilisée dans un plan de travaux publics et d'investissements sociaux qui profitent à la population. [...]*

Ce n'est pas un hasard si Martinelli a pu agir arbitrairement, sans que les partis politiques bourgeois l'arrêtent. Le fait est que tout le système politique au Panama est caractérisé par l'autoritarisme, la corruption et les pratiques antidémocratiques. Pour les partis ouvriers et populaires, on dresse toutes sortes d'obstacles pour leur légalisation et leur participation aux élections. Il faut donc changer radicalement toute la Constitution du pays par le biais d'une Assemblée constituante originaire.

La Ligue des Travailleurs vers le Socialisme sonne l'alerte : les organisations du mouvement ouvrier et des secteurs populaires ne peuvent pas faire confiance aux nouvelles politiques de négociation de Martinelli. Il faut maintenir la mobilisation et l'organisation indépendante pour continuer la lutte pour nos revendications. A cet effet, nous proposons d'organiser une Rencontre nationale syndicale et populaire, où l'on pourra discuter et approuver un programme et un plan de lutte pour les droits économiques et politiques des travailleurs et du peuple. »

Enfin, la LTS soulève la nécessité pour les travailleurs du Panama de chercher la voie de l'indépendance de classe, par rapport à la bourgeoisie et l'impérialisme, en construisant son instrument politique, un parti ouvrier et socialiste.

« *Les événements qui ont secoué notre pays ont démontré pleinement l'urgente nécessité pour la classe ouvrière et les secteurs populaires de construire leur instrument politique, c'est-à-dire un parti de classe, socialiste et révolutionnaire, qui puisse donner cohérence à un programme contenant les intérêts immédiats et historiques la classe ouvrière. La LTS travaille dans ce sens et nous appelons tous les combattants conscients d'unir leurs efforts dans cette grande tâche.* »



¡A LUCHAR!

LIGA DE TRABAJADORES HACIA EL SOCIALISMO(LTS)

Periódico N° 40, la LTS es la Sección Panameña de la Liga Internacional de los Trabajadores (LIT-CI)

CON EL GOBIERNO CAPITALISTA DE MARTINELLI Y SU PARTIDO DE TRANSFUGAS, OPORTUNISTAS Y EMPRESARIOS (CD)...

LO PEOR ESTA POR VENIR

Necesitamos un Plan de lucha unificado para enfrentar las arbitrariedades del Gobierno y poner a Martinelli y a sus secuaces en la Cárcel. ¡Viva la Clase Trabajadora!

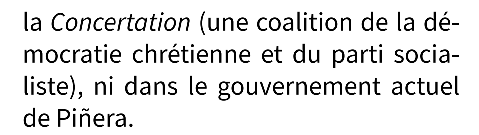
El Gobierno de Martinelli expresa los intereses de dominación absoluta del sector mas primitivo de la clase dominante. La burguesía aliada del imperialismo, no puede cumplir con las normas elementales de la Democracia o la convivencia pacifica. Para seguir con el despojo de nuestras riquezas nacionales y continuar con el proceso de súper explotación de la clase trabajadora panameña necesitan imponer sus leyes, corrompiéndolo todo, destruir lo que haya que destruir y así apropiarse las extraordinarias riquezas. Es necesario que la clase trabajadora y en especial la juventud panameña despierte a la lucha. Solamente los trabajadores políticamente organizados pueden moverle el piso a estos burgueses asaltadores de camino. Todas las luchas que realicemos como trabajadores debe estar enmarcada en la construcción del Instrumento Político de la clase trabajadora, es decir, el Partido de los Trabajadores. ***EL PARTIDO DE LOS TRABAJADORES***, es una necesidad puesto que una vez mas se confirma que los actuales partidos, con sus diversos nombres y apellidos, representan los intereses de la burguesía y de toda clase de maleantes que se trepan en la Asamblea de Diputados, en la Presidencia de la República y en la Corte Suprema de Justicia para servir a las fuerzas de la Codicia.

Journal de la LTS. Sur la couverture, le président panamien, Ricardo Martinelli, un laquais de l'impérialisme.



Chili

Le mouvement étudiant fait face au modèle éducatif



Raúl Devia

A partir du coup d'Etat de 1973, le Chili a subi de grands changements dans toutes les sphères de l'activité humaine, que ce soit l'économique, la civile, la politique, la culturelle ou la sociale.

Le changement de modèle fut imposé à feu et à sang, mettant fin au dit « Etat providence » pour établir un projet socio-économique libéral sans concessions, développé aux Etats-Unis par Milton Friedman et mis en œuvre au Chili par ce que l'on appelle les « Chicago boys ». Ce changement de modèle fut institutionnalisé, sept ans après le putsch, avec l'imposition de la Constitution de 1980, inspirée par ces principes néolibéraux et donnant la base au dit « Etat subsidiaire »[1]. Le démantèlement de l'appareil d'Etat a ainsi été entamé par la « désétatisation » : la dictature met la grande majorité des industries et des entreprises publiques aux enchères à prix de rebut. Dans le cadre de ce processus, l'Etat se débarrasse aussi de ses fonctions de base comme la santé et l'éducation publiques.

Les changements structurels dans l'éducation

L'éducation au Chili comporte trois niveaux : préscolaire, scolaire (primaire et secondaire) et professionnel (technique ou universitaire). Avant le putsch, l'éducation était offerte dans les trois niveaux par un système mixte. L'enseignement public, offert gratuitement par l'Etat et géré directement par le ministère de l'Education, était suivi par 93 % de la population. Les établissements d'enseignement privés, généralement religieux et qui ne recevaient pas de fonds publics, étaient l'apanage de seulement 7 % de la population, l'élite du pays.

La dictature a provoqué un changement radical. D'une part, l'Etat instaure la « municipalisation », laissant aux communes la charge de l'éducation. Chaque municipalité reçoit de l'Etat une certaine somme d'argent par élève, un montant insuffisant pour assurer une bonne éducation. C'est ainsi que l'enseignement public va être détruit progressivement.

D'autre part, il y a un deuxième secteur, le « privé subventionné », qui reçoit aussi de l'argent de l'Etat, mais qui, en plus, demande un supplément aux parents. Il reçoit donc aussi de l'argent de la famille. C'est actuellement le système majoritaire au Chili, celui des « fournisseurs privés » de services éducatifs, animés par l'appât du gain. Et dans l'enseignement public (municipalisé) ne restent que les secteurs les plus vulnérables et de moindres ressources économiques de la population. Puis il y a toujours le troisième secteur, celui de l'enseignement entièrement privé, pour l'élite du pays.

Au niveau universitaire, il n'y a pas de gratuité de l'enseignement, bien qu'il y ait des universités de l'Etat et des universités privées. Les carrières universitaires sont toutes payantes et certaines d'entre elles coûtent au total autant qu'une maison. Les étudiants qui n'obtiennent pas de bourse d'études (disponibles en nombre insuffisant pour chaque carrière) étudient moyennant un prêt bancaire qui les laisse endettés pendant de nombreuses années. Mais la somme à payer pour la carrière n'est pas la seule limitation économique. Pour avoir accès à l'université, les élèves du secondaire doivent passer une épreuve de sélection universitaire (la PSU[2]), qui nécessite la préparation dans des instituts dits « préuniversitaires », tous payants, et certains d'entre eux, les meilleurs, à un coût très élevé.

Cette destruction de l'éducation au Chili a commencé avec la dictature de Pinochet, mais rien n'a changé au cours des 20 ans de gouvernements de la *Concertation* (une coalition de la démocratie chrétienne et du parti socialiste), ni dans le gouvernement actuel de Piñera.

Les élèves du secondaire à l'avant-garde dans la lutte pour l'éducation

Ce sont les élèves du secondaire qui ont mis en question ce système éducatif discriminatoire, qui considère l'éducation comme une marchandise. Ce sont eux qui ont commencé à mettre en question les deux piliers de ce modèle : la municipalisation et le privé subventionné. Dans le gouvernement de Michel Bachelet, en 2006, la « révolution des pingouins »[3] met en question ce modèle – formalisé par la Loi organique constitutionnelle de l'éducation, la LOCE – et cherche à y mettre fin. Des milliers d'élèves descendent dans la rue, occupent leurs écoles et exigent des transformations profondes. Mais après des mois de lutte des étudiants, impliquant leurs familles et leurs enseignants, le gouvernement parvient à faire accepter une « commission de réforme de l'éducation ». Celle-ci sonne le glas de la LOCE et installe la LEGE (Loi générale de l'éducation), qui ne conduit à aucune modification substantielle. Le tout n'est qu'un maquillage du modèle, approuvé par le gouvernement, le parlement et les partis politiques, sans tenir compte des élèves qui, à l'époque, étaient démobilisés et de retour aux salles de classe, attendant des changements promis qui ne sont jamais venus.

2011, l'année de la mobilisation

Malgré la frustration, la révolution des pingouins a laissé de nombreux enseignements. En 2011, les élèves du secondaire revinrent au combat, sachant que leurs camarades qui ont cru aux promesses du gouvernement de



la Concertation ont été trahis en 2006, et qu'actuellement, il ne faut plus donner confiance à des commissions, ni au gouvernement, ni aux partis politiques traditionnels, et que seule la lutte constante et déterminée peut conduire à des résultats significatifs. C'est donc par milliers qu'ils sont descendus dans la rue, qu'ils ont maintenu l'occupation de leurs écoles durant la plupart de l'année scolaire, sachant que cela pourrait entraîner la perte de l'année. En 2011, les élèves du secondaire n'étaient pas seuls. Les universitaires les ont rejoints avec force, arborant le drapeau du « Non au profit, éducation de l'Etat et gratuite », et ils ont gagné le soutien de la majorité de la population.

Les conquêtes ont été minimes pour les étudiants universitaires et nulles pour les secondaires. Mais ils ont obtenu un grand triomphe politique : ils ont mis à l'ordre du jour le thème de l'éducation et la mise en question du modèle, et ils ont servi d'exemple pour les travailleurs et les autres secteurs exploités. Beaucoup ont commencé à dire qu'il faut faire comme les étudiants, qu'il faut descendre dans la rue pour se faire entendre. Sans aucun doute, la mobilisation étudiante a été une cause majeure du discrédit du gouvernement et de tous les partis traditionnels, comme on a pu le voir très clairement dans les élections municipales en octobre de cette année.

2012 : l'année de la réflexion et de l'organisation ?

En 2012, il y a eu des marches étudiantes très importantes à travers le pays, mais les directions des étudiants universitaires ont démobilisé ceux-ci, en canalisant tout vers la pression sur parlement. Ce sont encore une fois les élèves du secondaire qui ont occupé le devant de la scène, avec les occupations, les « grèves de réflexion»et les barrages routiers en juillet et en août, qui ont d'ailleurs été fortement réprimés.

Pour diverses raisons – le rôle des directions, le poids de la perte de l'année scolaire en 2011, la répression, les élections municipales – les manifestations de 2012 ont été d'une intensité beaucoup plus faible que celles de l'année précédente. Mais il n'y a nulle part un sentiment de défaite. Au contraire, on voit la conviction qu'il faut continuer à se battre pour des transformations profondes, telles que la fin de la municipalisation et de l'appât du gain dans l'éducation, ainsi que pour les exigences minimales de la vie quotidienne. Ce que disent les dirigeants du secondaire de Valdivia, que nous avons interviewé, c'est que l'on aperçoit également une plus grande prise de conscience chez les élèves, et qui s'exprime dans une plus grande organisation et la recherche de nouvelles orientations. Cette conscientisation accrue se manifeste également dans la recherche de l'unité entre étudiants et travailleurs, une unité qui commence à devenir réalité dans des actions unitaires concrètes. Il y a, par exemple, la solidarité avec les dockers de Valparaiso, les campagnes conjointes pour la renationalisation du cuivre et la mise en œuvre de coordinations entre syndicats et étudiants, telles que celle développée à Valdivia.

Les objectifs n'ont pas été atteints, mais les étudiants n'ont pas été vaincus, loin de là : ils ont remporté un grand soutien parmi les travailleurs et un grand espace politique. La lutte est toujours ouverte...

---

1 Un Etat qui n'intervient que dans les initiatives ou les activités laissées de côté par les particuliers, ou qui ne les intéressent pas, n'étant pas rentables.

2 Actuellement, ce système de sélection est utilisé dans les 25 universités qui composent le Conseil des Recteurs (le Cruch), mieux connues comme les « universités traditionnelles », et depuis 2012, dans huit universités privées non « traditionnelles » (Universidad Diego Portales, Universidad Mayor, Universidad Finis Terrae, Universidad Andrés Bello, Universidad Adolfo Ibáñez, Universidad de los Andes, Universidad del Desarrollo, Universidad Alberto Hurtado).

3 Les élèves du secondaire ont le sobriquet de « pingouins » à cause de la couleur de leur uniforme.





« Nous devons avancer vers une seule organisation des élèves du secondaire à l'échelle nationale »

Nous avons parlé avec Camilo Pinto et Felipe Baez, dirigeants de la Fédération des élèves du secondaire de Valdivia (FEESVA) et avec Karen Riquelme, du Liceo Comercial de Valdivia.

CI : Quelle différence voyez-vous dans la situation du mouvement étudiant entre 2011 et 2012 ?

Camilo : L'année dernière, la rébellion a été d'envergure nationale... Cette année, les mobilisations n'ont pas été aussi grandes, mais elles ont apporté une structure et une meilleure organisation ou, en tout cas, la recherche d'une meilleure organisation. Cette année, si les élèves votaient pour l'occupation, pour sortir en manif ou pour lancer une pétition, ils le faisaient en conscience de cause, puisqu'ils avaient davantage d'informations et de matériaux pour savoir ce qu'ils allaient voter. Auparavant, ce n'était pas toujours le cas.

On le voit bien à Valdivia. Quand nous avons assumé la direction de la FEESVA, nous avons réalisé une *Première journée de réflexion* pour discuter avec les élèves de base sur ce qu'était un Centre d'élèves, comment le structurer, quelles étaient les postes dans la FEESVA, ainsi que sur les organisations nationales comme CONES (Coordination Nationale d'Etudiants du Secondaire) ou ACES (Assemblée de Coordination d'Etudiants du Secondaire). Maintenant, on peut faire un bilan, car on sait quelles sont les fonctions de chaque poste. Autrement dit, les étudiants font maintenant partie de l'organisation et y participent.

Karen : L'acte même de voter les rendait membres actifs. L'année dernière, les dirigeants de la Fédération n'étaient pas élus de la même façon, et cela représente une avancée. Bien que nous ayons eu du retard, cette année, dans l'élection de la Fédération, elle a eu lieu au suffrage universel.

CI : Comment les dirigeants étaient-ils élus auparavant ?

Camilo : La direction était élue par les présidents des Centres d'élèves. Le président était le porte-parole de toute l'école. Souvent, on n'informait même pas dans les Conseils de cours (les Codecus) pour qui le Centre votait. La FEESVA de 2011 avait des dirigeants élus avec 4 voix.

Felipe : Cette année, c'était bien différent. Le Comité exécutif de la FEESVA a été élu avec environ 2 500 voix, car on avait obtenu que le vote soit au suffrage universel.

CI : Voyez-vous aussi un plus grand degré d'organisation et de participation de la base des élèves en dehors de Valdivia ?

Felipe : Dans les Fédérations de Copiapó et de Concepción, on vote également avec ce système. Malheureusement, ce n'est pas le cas dans d'autres régions, et il y a des villes très importantes, comme Santiago, où il n'existe pas de fédération. Mais les étudiants sont à la recherche de façons de participer. Nous savons qu'à Santiago, dans la plupart des écoles, les occupations ont toutes été votées en assemblées et les écoles ont cherché à se coordonner. Ainsi naquit le Cordon Agustina qui coordonnait l'occupation dans plusieurs écoles.

Camilo : Nous croyons que cela devrait être assumé par les directions des élèves et que des organisations comme la CONES (où la FEESVA participe) devraient également avoir des dirigeants nationaux élus par le suffrage universel, surtout maintenant, quand nous disposons de médias de masse comme Facebook, Twitter, YouTube... On pourrait faire des vidéos, comme nous l'avons fait au niveau local, pour présenter les campagnes et les listes à l'échelle nationale, et structurer ainsi une organisation à l'échelle nationale, qui aurait beaucoup plus d'incidence, étant beaucoup plus représentative.

Felipe : Nous aurions alors des étudiants réellement représentés par des gens pour qui ils ont voté. Et si mon candidat n'est pas élu, au moins je sais qu'il a perdu démocratiquement.

Karen : Il faut dépasser la division qui existe aujourd'hui dans le secondaire à l'échelle nationale. Certains sont avec CONES, d'autres avec ACES et d'autres encore avec ni l'une ni l'autre. Nous devons avancer vers une organisation unique des élèves du secondaire à l'échelle nationale, avec des élections au suffrage universel, et qui fonctionne avec consultation de la base. Nous devons aussi progresser dans l'unité entre ouvriers et étudiants, car les étudiants ne pourront pas à eux seuls résoudre les problèmes de fond.

CI : Nous savons que vous avez participé à des activités internationales. Que pouvez-vous nous dire à ce sujet ?

Camilo : Oui, j'ai participé au Congrès de la CSP-Conlutas et à la rencontre d'Anel. C'était impressionnant de voir des travailleurs et des étudiants du monde entier, d'entendre parler de leurs luttes, de leurs problèmes, de voir que nous avons tous le même ennemi. Car il ne faut pas se tromper : notre modèle éducatif a été imposé par Pinochet, et les gouvernements qui l'ont suivi l'ont maintenu. Mais il a été mis au point par la Banque mondiale, qui veut l'imposer dans le monde entier. C'est de cela que nous avons parlé avec les camarades de Neuquén, en Argentine. Nous y sommes allés avec Karen et avec Marcela, une camarade institutrice, pour participer à une activité organisée par les camarades du PSTU (A), et nous avons vu comment eux aussi mènent le combat pour défendre l'éducation publique. Ils voient avec beaucoup d'intérêt la situation au Chili, car c'est à cela que l'on veut les mener. Ce serait formidable si nous pouvions coordonner toutes ces luttes en défense de l'éducation publique, qui ont lieu dans le monde entier. Nous avons besoin d'une organisation qui peut faire cela.



Canada

Le Printemps du Québec



Clara Saraiva et Vinícius Zaparoli (PSTU-Brésil) [1]

Le 17 mars 2011, Jean Charest, alors Premier ministre du Québec,[2] annonça l'ajustement des frais d'inscription dans les universités de la province. La proposition du gouvernement était d'augmenter les frais annuels d'US$ 2 168 à US$ 3 793 en cinq ans, autrement dit, une augmentation de 75 %.

La décision du gouvernement du Parti libéral du Québec provoqua une série de mobilisations qui ont abouti à la grève étudiante historique, initiée le 13 février 2012. Selon les données de la police de Montréal (la capitale du Québec), il y a eu 170 manifestations dans la ville depuis le début de la lutte, avec des marches de plusieurs dizaines de milliers d'étudiants tous les mois.

Le mouvement étudiant a conquis le soutien et l'adhésion de la majorité de la population, et leur lutte est devenue la plus grande mobilisation populaire dans le pays depuis la Seconde Guerre mondiale. Les libéraux au pouvoir ont essayé de faire taire les étudiants et de les démobiliser, par la répression. La Loi 12, adoptée par l'Assemblée nationale du Québec, prévoyait des restrictions au droit à la mobilisation et à l'organisation politique, ainsi que des amendes pour les étudiants grévistes.

L'impact de la grève aboutit à la chute vertigineuse de la popularité de Charest, qui appela à des élections législatives provinciales anticipées pour le 4 septembre, avec l'intention de renouveler son mandat. Cependant, l'arroseur fut arrosé, et l'opposition, le Parti Québécois, d'orientation séparatiste, remporta les élections.

Quand Pauline Marois, la nouvelle Première ministre, prit ses fonctions, elle ordonna le gel des frais d'inscription et elle annula la plus grande partie de la Loi 12, sous la pression de la force du mouvement. C'est une grande victoire pour les étudiants et le peuple du Québec qui sont parvenus ensemble à mettre un terme à cette attaque de grande envergure contre la jeunesse de la province, après des mois de classes à l'arrêt, de protestations radicales et d'affrontements avec la police.

Pourquoi les étudiants québécois se sont-ils battus ?

Le Québec, qui compte plus de sept millions d'habitants, est la province la plus riche et la plus peuplée du Canada. 80 % de ses citoyens sont francophones et le Québec est la seule province canadienne avec une majorité d'ascendance française, avec une tradition conservatrice et catholique. Pour avoir une idée, jusqu'à la fin des années 1950, l'Eglise contrôlait tout le système éducatif, où moins de 3 % des jeunes francophones avaient accès à l'enseignement supérieur.

Après plusieurs années de domination régionale du parti conservateur *Union Nationale* (1930 – 1959), l'arrivée au pouvoir du Parti Libéral du Québec, en 1960, déclencha une vague de réformes économiques et sociales de caractère progressiste et nationaliste. Cette période est connue sous le nom de « Révolution tranquille », quand les mesures de contrôle de l'économie par l'Etat furent renforcées, notamment par la nationalisation de la production et de la distribution de l'électricité.

Dans ces années, les gouvernements libéraux favorisaient une démocratisation relative de l'accès à l'enseignement supérieur, avec l'intention de produire une élite culturelle et intellectuelle francophone. Les mesures principales appliquées dans l'éducation étaient le gel des frais d'inscription, la création des Collèges d'enseignement général et professionnel, et la formation d'un réseau d'établissements d'enseignement supérieur à partir de l'Université du Québec. Malgré toutes les attaques, jusqu'à maintenant, les frais d'inscription pour l'université dans la province sont toujours inférieurs à la moitié de la moyenne nationale.

A l'heure actuelle, plus de 80 % des jeunes entre 15 et 24 ans sont aux études à temps plein. Dans le cas de l'enseignement supérieur, 45 % des étudiants universitaires sont « de première génération », aucun de leurs parents n'ayant fait des études universitaires.

Cependant, l'enseignement supérieur est constamment attaqué depuis des décennies, sous le commandement de ces mêmes hommes politiques libéraux. Les frais d'inscription augmentent progressivement, principalement à travers des taxes concernant l'ensemble des frais administratifs et les droits d'accès des étudiants aux centres sportifs et culturels des universités. En 2007, le gouvernement Charest lui-même avait déjà augmenté la valeur des frais annuels d'inscription d'US$ 500, l'élevant à son niveau actuel d'US$ 2 168.

Selon *Statistique Canada*, le coût des études a augmenté de 200 % entre 1995 et 2005, ce qui augmente la proportion des étudiants secondaires qui se désistent de l'accès à l'enseignement supérieur. Les deux tiers des étudiants universitaires du Québec ne vivent plus avec leurs parents, 40 % ne reçoivent pas de soutien financier de la famille et 80 % cumulent l'étude avec le travail. Cette situation conduit à l'endettement de milliers d'étudiants, près de 60 %, qui ont besoin de prêts pour payer leurs études.

L'augmentation des frais d'inscription proposée par l'ancien Premier ministre, au début de 2011, aurait aggravé qualitativement la réalité de l'enseignement supérieur au Québec. Selon le ministère de l'Education, le réajustement des frais d'inscription bloquerait l'accès à l'enseignement supérieur pour 7 000 étudiants.

Une génération en lutte pour la justice sociale

Cependant, il n'y a pas que l'éducation qui est menacée au Québec. Les services publics sont de plus en plus payants, les tarifs d'électricité sont à la hausse, et la logique de la concurrence



et a été introduite dans la gestion des organismes publics.

De toute évidence, les motivations de la lutte des étudiants québécois allaient au-delà de l'augmentation des frais d'inscription. Le conflit étudiant ne peut être compris que comme faisant partie de la résistance à l'ensemble des attaques subies dans les services publics du Québec. Il y a un processus permanent de démantèlement des avantages sociaux acquis par la population de la province au cours des années 1960, un processus accentué encore par l'évolution de la crise économique internationale.

Ce processus politique dans son ensemble explique l'unité réalisée par les élèves avec des secteurs importants de la classe ouvrière, les syndicats, les organisations de parents et d'enseignants, et divers mouvements sociaux.

Les jeunes grévistes pouvaient compter avec l'aide de la famille, d'artistes et d'athlètes. Les organisations étudiantes appelèrent toute la population à participer à des marches et des manifestations massives, surtout après l'adoption de la Loi 12, lorsque les marches s'étaient radicalisées, avec des affrontements violents avec la police.

La grève eut une orientation claire de lutte contre la hausse des frais d'inscription, mais elle représenta également une résistance globale aux politiques du gouvernement Charest. C'est pourquoi le mouvement a unifié d'autres secteurs sociaux, en mettant l'avenir de la lutte entre les mains du peuple, qui est descendu dans la rue tous les soirs avec des casseroles, pour protester contre la Loi 12 et d'autres mesures gouvernementales.

Même le mouvement ouvrier s'est mobilisé en solidarité avec les étudiants. Les ouvriers de l'usine d'aluminium Rio Tinto Alcan, à Alma, sont allés jusqu'à rejoindre à la grève des étudiants. Dans un entretien avec *Le Journal de Montréal*, un dirigeant syndical déclara : « Quant à nous, nous manifestons contre les agissements de Charest. Il est temps de faire écouter la voix du peuple. Nous voulons dénoncer les ventes de l'électricité d'Etat à Hydro-Québec, mais nous voulons aussi être solidaires avec les étudiants. Le conflit est un conflit de la société contre le gouvernement. » Les étudiants se sont battus, non seulement contre la mercantilisation de l'éducation et pour le droit à la connaissance, mais aussi pour la justice sociale. La grande grève étudiante qui a polarisé la société était un élément clef de politisation de toute une génération.

La Coalition Ample qui a dirigé la grève

« *Alors que partout fleurissent de nouveaux espaces démocratiques, il faut les utiliser pour penser constamment un monde nouveau. Nous n'allons pas répondre avec des déclarations de principes, mais avec des actions : si nous appelons aujourd'hui à une grève sociale, c'est pour retrouver demain toute la population du Québec dans la rue. Ensemble, nous allons construire le nouveau. C'est nous qui sommes l'avenir*. » Ainsi se termine le manifeste de la Coalition Large de l'Association pour la Solidarité Etudiante (CLASE), la direction principale de la mobilisation étudiante.

Le manifeste reflète une organisation étudiante forgée dans le feu de la lutte, forte et représentative, essentielle pour donner au mouvement un caractère démocratique et totalement indépendant du gouvernement provincial. La CLASE est un commandement élargi de la grève, mené par l'Association pour la Solidarité Syndicale Etudiante (ASSE), et qui a permis aux étudiants de déterminer les orientations fondamentales de leur lutte par le biais de la démocratie directe du mouvement étudiant, moyennant des assemblées générales et des congrès.

ASSE fut la seule organisation étudiante à boycotter la « *Rencontre de l'éducation* » qui a préparé les attaques de l'ancien gouvernement libéral. Cette Rencontre fut un véritable espace de cooptation du mouvement, avec des représentants de l'administration des universités, de l'initiative privée, du mouvement syndical et du mouvement étudiant.

Une grande conquête

La constitution d'un organisme pour diriger la grève, fondé sur une conception de mouvement étudiant combatif, indépendant et démocratique, est une grande conquête des étudiants du Québec, d'autant plus parce qu'il y a une particularité dans le mouvement étudiant provincial.

Depuis les années 1980, les entités étudiantes sont encadrées par la loi comme des « associations d'élèves et d'étudiants ». C'est pourquoi elles fonctionnent avec une logique similaire à celle des syndicats de travailleurs. Chaque élève doit obligatoirement appartenir à une association et y contribuer financièrement, et celle-ci doit appartenir à un syndicat. Tous les étudiants sont supposés avoir le droit de vote dans les assemblées, qui fonctionnent à la majorité simple.

Les associations étudiantes sont donc très fortes, représentatives et bien organisées, en plus d'avoir de bonnes finances, sûres et régulières. De telles conditions matérielles privilégiées et stables poussent les associations étudiantes à se distancier de la base et à rechercher constamment une politique de conciliation avec les gouvernements.

Cependant, la puissante mobilisation étudiante a remis en question cette politique de conciliation de la plupart des directions du mouvement et a promu la croissance de directions alternatives, principalement la CLASE, qui est organisée selon la structure suivante : « *Le fonctionnement de la CLASE est basé sur ses congrès, où les grandes orientations du mouvement sont décidées collectivement. Au sein du Congrès de la CLASE, toutes les associations étudiantes ont des droits de vote*

Le Parti Québécois capitalisa électoralement le mécontentement des étudiants.



équivalents, qu'ils soient membres ou non de l'ASSE. [...] *Le fonctionnement de la CLASE est basé sur la démocratie directe : ce sont les étudiants qui prennent position sur des questions importantes, à travers leurs assemblées générales. Ensuite, les décisions sont débattues au Congrès avec toutes les associations membres*. »

La lutte continue

La grève a pris fin avec l'entrée en fonction du nouveau gouvernement et l'octroi des principales revendications de la grève. Cependant, la lutte continue et tend à s'étendre, principalement parce que la Première ministre, Pauline Marois, cherche à lier la valeur des frais d'inscription au taux d'inflation.

Entre-temps, le mouvement étudiant se prépare et se réorganise pour continuer à défendre ses drapeaux historiques, accumulés depuis les années 1960 : **l'enseignement supérieur gratuit, libéré de tout type de taxes et de l'influence des sociétés économiques privées.** C'est le seul programme qui peut garantir le droit à l'enseignement universitaire pour tous.

En ce moment, le gouvernement actuel est en train d'appeler à un Sommet de l'éducation, pour discuter de l'avenir des universités du Québec, composé pour un tiers par des étudiants, pour un tiers par des représentants du gouvernement et pour un tiers par des organisations de la « société civile » . Cette « société civile » n'est rien d'autre que les hommes d'affaires et les représentants du secteur privé.

Un des porte-parole de la CLASE, Jérémie Bérdard-Wien, explique la façon dont les élèves doivent voir cette initiative du gouvernement : « *Nous devons tout d'abord veiller à ce que le Sommet ne soit pas faussé, ne soit pas façonnée par les administrateurs des universités et du secteur privé. Ce sont eux que le ministre de l'Education, Pierre Duchesne, va inviter au Sommet. Nous devons également prendre contact avec d'autres participants pour discuter de leurs plans à eux, et nous mettre ensemble hardiment sous la bannière de l'éducation libre et gratuite.* »



Partout dans le monde, les jeunes défendent l'éducation

L'approfondissement de la crise économique internationale affecte principalement les jeunes. En Europe, les plans d'austérité et les attaques contre les droits sociaux excluent toute possibilité pour les générations actuelles de jouir du même niveau de vie que leurs parents.

Les révolutions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient continuent à évoluer. Actuellement, le Printemps arabe se trouve en territoire syrien. Même avec le dur massacre que le gouvernement d'Assad est en train de perpétrer, avec des dizaines de milliers de morts, les rebelles commencent à prendre la ville d'Alep.

Même dans les pays où il y a une croissance économique, des signes de ralentissement commencent à émerger. Afin de se préparer pour les futures difficultés économiques, les gouvernements commencent à mettre en œuvre des mesures anti-crise, en réduisant les dépenses publiques et en attaquant les secteurs sociaux, notamment l'éducation.

Tous ces processus économiques et sociaux sont essentiellement politiques. Ils se développent dans le domaine de la lutte de classes selon les formes les plus variées, comme des grèves générales, des marches, des révolutions démocratiques et même des guerres civiles. Cependant, il y a un élément commun à tous : le rôle de la jeunesse en première ligne. Des mouvements de jeunesse émergent à tout moment en réponse à la bureaucratisation des organisations traditionnelles, exprimant le mécontentement de millions d'étudiants et de jeunes travailleurs.

Le Printemps du Québec est un chapitre de plus de cette résistance. Les étudiants de cette province sympathisent avec les jeunes en lutte de l'Europe et du reste du monde. La référence est claire et visible pour tous dans les pancartes, les chansons et les méthodes de lutte.

La grève des étudiants du Québec est donc une synthèse qui combine des éléments des mouvements amples de jeunes tels que *Occupy Wall Street* et les *Indignados* espagnols, avec des éléments des luttes traditionnelles des étudiants contre la mercantilisation de l'éducation, comme les mobilisations des étudiants au Chili et la grève actuelle des universités fédérales au Brésil.

Pour la LIT, la plus grande leçon de ce processus est la capacité de l'unité concrète – basée sur un programme de revendications communes et sur la démocratie populaire – entre les étudiants et les travailleurs. L'expérience du Québec doit être étudiée par des militants du monde entier et doit servir d'exemple.

La fusion de la nature explosive et créative des protestations des étudiants avec les méthodes de lutte et l'énergie du prolétariat peut polariser l'opinion publique, sensibiliser la classe moyenne et mettre en péril le pouvoir de la bourgeoisie. Cet apprentissage sera sans aucun doute crucial pour les prochains affrontements contre les conséquences de la crise économique internationale.

---

1 Article rédigé en collaboration avec Thame Gomes Ferreira et Guilherme Rodrigues

2 Le Québec est la seule province de langue française du Canada. Avec près de 8 millions d'habitants, elle représente 24 % de la population canadienne. Un sentiment indépendantiste y a existé tout au long de l'histoire. Par son caractère particulier, elle a un statut spécial dans la structure du pays, avec une grande autonomie et le droit d'avoir son propre gouvernement et parlement. En parallèle avec l'expression locale des partis canadiens (comme le Parti Libéral), il y existe un parti nationaliste fort, le Parti Québécois.

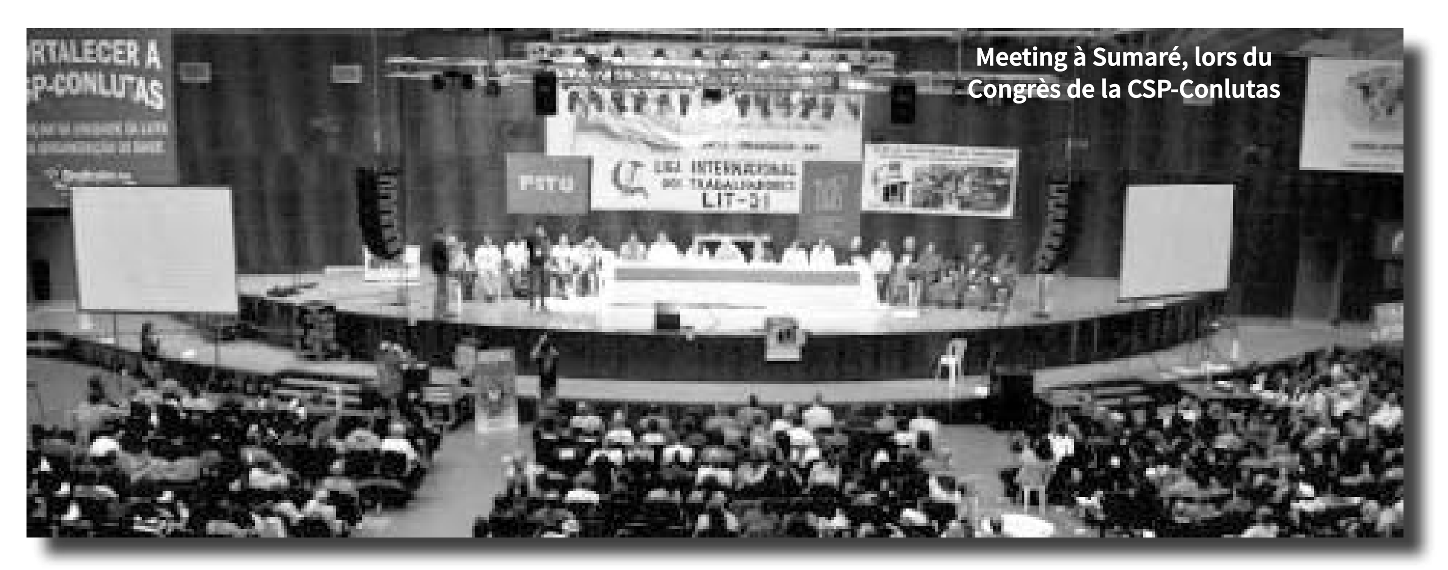




Quatrième Internationale

Campagne

Le 1er décembre, avec la célébration du meeting principal à Buenos Aires, en Argentine, la campagne réalise son événement central.



Meeting à Sumaré, lors du Congrès de la CSP-Conlutas

Le meeting aura lieu à 16 heures dans la salle de *Unione e Benevolenza* (à l'adresse *calle Juan Domingo Peron 1362*), dans la capitale de l'Argentine.

Les principaux orateurs seront : Eduardo Barragan, pour la direction du PSTU (Argentine) ; Eduardo Almeida, pour le PSTU (Brésil) ; Vera Lúcia du PSTU (Brésil), au nom des femmes de la LIT-QI ; et Angel Luis Parras (Corriente Roja - Espagne), au nom de la direction de l'Internationale. D'autres camarades apporteront également des salutations : Demián Romero, enseignant et militant du PSTU (A), qui vient d'être élu secrétaire adjoint du Syndicat des travailleurs de l'éducation de la province de Neuquén (ATEN) ; Zé Maria de Almeida, président du PSTU (B) et un important dirigeant ouvrier dans ce pays ; et Pinto Camilo, militant de *Izquierda Comunista* et dirigeant des élèves du secondaire à Valdivia (Chili).

Le choix de Buenos Aires pour la réalisation du meeting central de la LIT ne fut pas fortuit. C'est dans cette ville, dans le quartier de *Villa Crespo*, que Nahuel Moreno et un groupe de jeunes travailleurs ont fondé le GOM (Groupe ouvrier marxiste) en 1944. Peu de temps après, ils ont déménagé à *Villa Pobladora*, dans la banlieue de Buenos Aires, alors la plus grande concentration industrielle en Argentine, pour commencer leur expérience de la construction d'une organisation révolutionnaire dans la classe ouvrière, rompant définitivement avec la tradition intellectuelle et dilettante qui prédominait dans le trotskysme argentin.

C'est également en Argentine que le courant moréniste et la LIT-QI ont atteint leur plus grand développement, après un long parcours – avec des organisations aux noms divers – sur lequel nous revenons dans ce numéro. Dans les années 1980 et le début des années 1990, le MAS (Mouvement vers le socialisme) est arrivé à être l'organisation de gauche la plus importante dans le pays et le parti trotskiste le plus fort dans le monde. Le PSTU (A) est l'héritier de ce parcours, intervenant activement dans le processus de la lutte de classes dans ce pays. Nous y revenons également dans ce numéro.

Mais le meeting ne se limitera pas à rappeler la riche histoire du morenisme en Argentine ou les différentes interventions dans de nombreux processus dans d'autres pays. Tout cela sera certainement présent dans la revendication d'un parcours national et international qui, avec ses erreurs et ses réussites, nous a laissé des enseignements et les fondements théoriques et programmatiques du trotskysme orthodoxe que nous croyons pleinement d'actualité.

Parallèlement à cette revendication, il y aura la présence d'une LIT-QI débordante de vie et en pleine croissance, consacrée à la tâche essentielle de la construction de directions révolutionnaires nationales et d'une organisation révolutionnaire internationale. Cela se manifestera par le biais des orateurs eux-mêmes – dont plusieurs sont impliqués dans divers processus politiques et de la lutte des classes dans divers pays – et des délégations présentes. A part les militants et les sympathisants argentins, il y aura des délégations des pays voisins, comme le Paraguay et l'Uruguay, et en particulier celles du Chili (20 camarades) et du Brésil (environ 200). Il y aura aussi des représentants de la Colombie, du Costa Rica, de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal, du Pérou et du Venezuela.

Ce sera, sans aucun doute, un grand meeting !



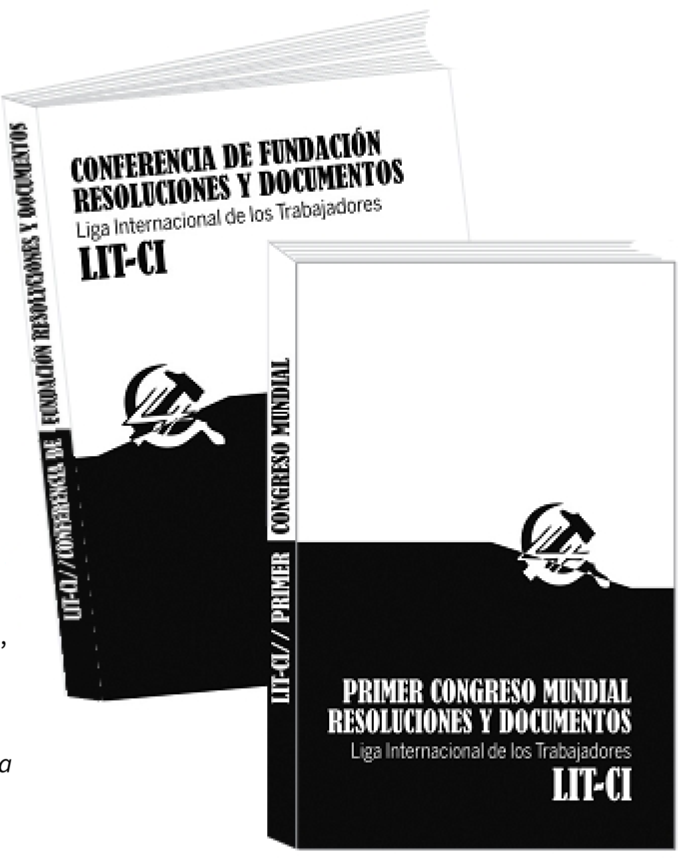
« La LIT a trente ans »

Recueils concernant la fondation de la LIT

A l'occasion du 30e anniversaire de la fondation de la LIT-QI, les éditions *Marxismo Vivo* publient deux nouveaux livres de la collection « Congrès de la LIT ».[1] Ils reviennent sur la fondation de la LIT. Le premier contient les documents et les résolutions de la Conférence de fondation, tenue à Bogota, en Colombie, en 1982. Le second contient les documents et les résolutions du premier Congrès de la LIT, tenu à Buenos Aires, en Argentine, en 1985.

Contrairement aux livres précédents de cette série, ces nouveaux volumes incluent la transcription de rapports et d'interventions, en particulier ceux du fondateur de notre courant, le camarade Nahuel Moreno, décédé en 1987.

[1] Ces livres sont en espagnol. Une partie de l'œuvre de Moreno est accessible en français. Voir le site de la section belge de la LIT, www.lct-cwb.be, section *Théorie*. On y trouve, en particulier, une intervention de Nahuel Moreno, lors du Congrès de Fondation (1982), sous le titre « *L'existence d'une tendance trotskyste orthodoxe est un fait* », et une autre, lors du premier Congrès de la LIT (1985), sous le titre « *Pourquoi la Quatrième Internationale ?* ». [NdT]



D'autres meetings

En plus du meeting de Buenos Aires, il y a eu de nombreuses autres activités dans le cadre de la campagne. Nous avons déjà signalé de nombreuses conférences et meetings dans différentes villes du Brésil, dont le point culminant a été le meeting qui s'est tenu lors du Congrès de la CSP-Conlutas, à Sumaré (San Pablo), en avril dernier, avec la participation d'environ 1 200 personnes.



Le 27 octobre, à Bogota (Colombie), le PST a commémoré simultanément les 30 ans de la LIT et le 35e anniversaire de la fondation du parti en Colombie, avec la présence d'environ 150 personnes.

Au moment d'écrire ces lignes, la célébration d'un meeting en Espagne, le 15 décembre à Madrid, a été confirmée. Et à la même date, le PT (Parti des Travailleurs) du Costa Rica tiendra un meeting dans le cadre de la campagne de la LIT, pour célébrer l'obtention de sa légalité.

Meeting à Bogota, Colombie



Le kirchnerisme ébranlé par la crise

Gabriel Massa

Le développement économique, social et politique de l'Argentine a été ébranlé par l'arrivée de la crise mondiale, ce qui donne lieu à des ajustements ainsi qu'à des protestations ouvrières et populaires de diverses formes, comme réponse à la situation.

Le gouvernement de Cristina Kirchner, dont le prestige est le principal pilier du régime et de la stabilité bourgeois, est en proie à l'usure. Le début d'un processus de rupture des travailleurs et de la jeunesse avec le gouvernement soulève d'énormes questions quant à l'avenir de la bourgeoisie. Une opposition de secteurs de la classe moyenne fait également son apparition, avec des manifestations promues par l'opposition de droite, mais qui ne sont pas encore capitalisées au niveau électoral par ces forces politiques.

Le cadre est celui de l'étape ouverte par ce que l'on appelle l'*Argentinazo*, une insurrection populaire de décembre 2001 qui renversa le gouvernement de Fernando de la Rua. Depuis lors, il y a eu des moments de renforcement du gouvernement et du régime et de recul de la mobilisation, mais les travailleurs et le peuple n'ont pas pour autant dans leur ensemble subi une défaite et la bourgeoisie, pour sa part, n'a pas réussi à stabiliser complètement le régime politique.

Un élément très important est la division croissante de la bureaucratie syndicale, repartie en cinq centrales, ce qui entraîne un important affaiblissement de son contrôle sur les travailleurs. Le gouvernement et la bourgeoisie essayent, tout en appliquant leurs ajustements, de canaliser tout le processus vers des élections législatives en octobre 2013. La majorité régnante sera alors mise en jeu au Parlement. Mais aucune force ne semble en mesure d'agir comme alternative à l'équipe en place. Le régime bourgeois ne dispose que du kirchnerisme comme force capable de contrôler les masses et de veiller à ses intérêts. Aucune des forces de l'opposition ne dispose de plus de 20 % de l'électorat.

Le problème est aggravé par le fait que Cristina Kirchner en est à son deuxième mandat, le maximum autorisé par la loi. Les partis au pouvoir ne disposent pas des deux tiers au parlement pour ratifier une modification de la Constitution qui permettrait une nouvelle élection de Cristina. Et l'usure, provoquée par l'ajustement et la résistance ouvrière et populaire, rend fort peu probable l'obtention de cette majorité lors des prochaines élections.

D'autre part, l'absence d'une alternative ouvrière indépendante avec influence de masses est le principal obstacle pour que les travailleurs puissent imposer une solution à la crise favorable à leurs intérêts.

L'étape ouverte en 2001 a mis à l'ordre du jour la possibilité de construire un grand parti ouvrier et de gauche. Les politiques des principales organisations qui se disent trotskystes – électoralistes dans le contenu et sectaires dans la forme – ont jusqu'ici classé cette possibilité sans suite. La nouvelle situation qui s'ouvre pose, une fois de plus, cette nécessité et cette possibilité.

Le kirchnerisme comme réponse patronale à l'« Argentinazo »

Depuis son arrivée au pouvoir, le kirchnerisme a gouverné en s'appuyant sur la CGT – dirigée par le dirigeant des chauffeurs de camion, Hugo Moyano – et la CTA – dirigée par l'enseignant Hugo Yasky – en faisant des concessions salariales et démocratiques aux masses, parmi lesquels le gel des tarifs des services publics et du transport, les allocations de chômage, etc.

Il a développé en même temps une politique de cooptation des principales directions indépendantes et de la gauche issue des luttes : Hebe de Bonafini et les Mères de la Plaza de Mayo ; d'importantes forces des « piqueteros » ; et beaucoup de directions syndicales apparues ces dernières années dans les conflits avec la bureaucratie, comme les dirigeants des travailleurs du métro de Buenos Aires.

La « rébellion des riches »

En 2007, le président Nestor Kirchner a préféré ne pas briguer un second mandat, et promouvoir la candidature de Cristina Fernandez, son épouse. Avec les premiers coups assénés par la crise, en 2008, celle-ci a été confrontée à un lock-out très dur et à la mobilisation des grands patrons de l'agriculture, depuis les organisations traditionnelles de la haute bourgeoisie agraire (la *Sociedad Rural* et *Carbap*) jusqu'aux agriculteurs moyens de la *Federación Agraria Argentina*. Cette « rébellion des riches » (surtout des producteurs de soja) était accompagnée en masse par les classes moyenne et supérieure urbaines et des villes agraires, qui exigeaient une baisse des taxes à l'exportation agricole et d'élevage et la fin de la politique de subventions aux services publics et de concessions populistes. Le gouvernement a subi une importante défaite au parlement, lorsque sa proposition a été rejetée, avec le vote contraire de son propre vice-président, passé à l'opposition de droite.

Cette offensive des riches s'est manifestée aussi dans les élections législatives de 2009, lorsque la liste des députés du parti au pouvoir, tirée par Nestor Kirchner lui-même, a été battue par des candidats de droite dans la province de Buenos Aires. Ce fut aussi une année marquée par d'importantes luttes ouvrières contre des fermetures d'usines, comme *Paraná Metal* ou la papeterie Massuh.

La reprise rapide de l'économie et des bénéfices des entreprises, grâce à la nouvelle hausse des prix internationaux du soja et d'autres produits agricoles, ainsi que l'augmentation des exportations de voitures au Brésil, a permis au gouvernement d'affronter la tempête et d'inverser temporairement la crise.

La victoire électorale en 2011... et l'ajustement

La mort de Nestor Kirchner, en 2010, a généré une immense vague de sympathie pour Cristina, qui a su en tirer profit lors des élections d'octobre 2011, où elle fut réélue avec un score impressionnant de 54 %.

Cela reflète le soutien encore massif des travailleurs et des secteurs populaires, qui comparaient la situation dans le pays – avec le maintien de l'emploi, des salaires et du revenu de la classe moyenne – avec à la situation des travailleurs et des peuples dans le reste du monde, en particulier en Europe, touchés par la crise et le chômage. Bien que l'emploi ait été de mauvaise qualité et que les lois de la flexibilité du travail de Menem soient restées en vigueur, la situation était meilleure.

A cela s'ajoute l'impact des politiques populistes sur le terrain démocratique, comme la promotion des jugements contre la dictature génocidaire de 1976-1982 et d'autres concessions telles que le mariage homosexuel. En outre, à cause de la dispersion de l'opposition et de l'absence d'un pôle alternatif de droite ou de gauche, aucune force d'opposition ne parvenait à se rapprocher de 20 % des voix.

Toutefois, depuis la victoire électorale de Cristina, le climat politique et social a changé. Il y a une récession industrielle (depuis septembre 2011), principalement avec la baisse de la production automobile (par la baisse de la demande au Brésil) ; une sécheresse dans de nombreuses régions agraires ; des échéances de la dette extérieure d'environ 12 milliards en 2012 ; un déficit énergétique qui nécessite une dépense annuelle sur les importations d'encore 12 milliards de dollars ; et une inflation élevée (entre 25 % et 30 % par an). Dans ce cadre, le



gouvernement et la bourgeoisie ont adopté des mesures d'ajustement pour réduire les dépenses publiques et sauver les profits des patrons.

Dans le secteur privé, cela a entraîné des chômages temporaires en janvier-février 2012, en particulier dans la sidérurgie et l'industrie automobile et des pièces d'automobile. 50 000 travailleurs étaient concernés (sur un total de 1,5 million de travailleurs de l'industrie). Puis la demande a commencé à remonter au Brésil, ce qui a mis fin au chômage temporaire.

La chute de prestige du gouvernement s'est approfondie avec un accident ferroviaire qui a fait 50 morts et des centaines de blessés dans une grande gare. L'accident a mis à nu un réseau de complicités de corruption : des subventions de l'Etat pour l'entretien de la voie ferrée étaient détournées par des sous-traitants, des bureaucrates syndicaux et des hauts fonctionnaires du gouvernement.

Parallèlement à cela, dans les négociations salariales annuelles de la première moitié de 2012, la dynamique de ces dernières années a été brisée. Les grands syndicats avaient pu récupérer, bien que tardivement, la perte due à l'inflation de l'année antérieure. Mais cette fois, le gouvernement et les patrons ont réussi, avec la complicité de la bureaucratie syndicale, à imposer un plafond aux augmentations salariales inférieur à l'inflation.

Cependant, le plus inquiétant pour tous les travailleurs et les secteurs populaires fut l'annonce que les subventions aux tarifs d'électricité, de gaz, d'eau, de téléphone et de transport ne seraient pas renouvelées, ce qui représente une augmentation considérable du coût de la vie. La réaction de la colère populaire à ces annonces était telle que le gouvernement a décidé de reporter la suppression des subventions, sa mise en œuvre étant appliquée dans l'immédiat uniquement pour les utilisateurs les plus riches.

En même temps, pour faire face à la nécessité d'honorer en devises étrangères les échéances de la dette et les paiements pour les importations d'énergie, sans drainer trop les réserves de la Banque centrale, le gouvernement a commencé à mettre des obstacles croissants au libre achat de dollars par les entreprises et les particuliers. Cela a en partie ralenti la vaste fuite de capitaux, en cours depuis des années au sein de la bourgeoisie. Mais la limitation de l'achat de dollars (le « piège du change ») a privé la classe moyenne de son outil principal pour protéger ses économies contre l'inflation intérieure galopante, et a agi comme un élément récessif dans le marché immobilier et de la construction.

Les travailleurs font face à l'ajustement

Au cours des neuf années de gouvernement des Kirchner, il y a eu des vagues de luttes ouvrières et populaires qui ont fait émerger une génération de militants. Dans la plupart des cas, ces processus ont été canalisés par des concessions économiques. Une grande partie des militants ont été cooptés par les organisations proches du gouvernement ou par la bureaucratie syndicale elle-même.

Le gouvernement national parvenait à apparaître comme « médiateur » dans les conflits, et non comme l'ennemi à vaincre. Mais à partir de l'ajustement lancé par Cristina, cela commence à changer de façon cruciale. Le gouvernement ne parvient déjà plus à figurer comme médiateur. Il est de plus en plus vu par des millions de travailleurs et des milliers de militants comme le responsable de l'ajustement, comme l'ennemi à affronter et à vaincre.

Afin de ne pas apparaître si ouvertement comme l'exécuteur direct de l'ajustement, le gouvernement national a décidé de réduire en partie son déficit en réduisant le transfert de fonds aux gouvernements provinciaux. Les gouverneurs, souvent proches des Kirchner, ont été contraints d'exécuter l'ajustement : avec des coupes et des retards de paiement pour les salaires des fonctionnaires et les pensions publiques de retraite ; le gel de l'embauche ; le non-renouvellement des contrats temporaires ; le blocage des travaux publics ; etc.

Traditionnellement, les travailleurs reçoivent chaque année un salaire supplémentaire, une « prime » (*aguinaldo*), payée en deux versements, au milieu de l'année et à la fin. En juin, Daniel Scioli, le gouverneur de la province de Buenos Aires (où vit plus d'un tiers de la population nationale) a annoncé que la demi-prime due en juillet serait payée aux fonctionnaires et aux enseignants en quatre versements mensuels.

Il y eut immédiatement des réunions dans les départements et les écoles, où les travailleurs réclamaient le paiement intégral de la demi-prime. Et ils s'unissaient, passant par-dessus les divisions artificielles imposées par les syndicats adhérents à des centrales différentes. La pression d'en bas était si forte que les diverses directions bureaucratiques durent appeler à la grève contre la mesure. Elles cherchèrent encore à diviser le mouvement, en appelant à la grève à des dates différentes. Mais le seul résultat fut que les travailleurs profitèrent de chaque appel pour s'unir dans leurs assemblées, avec leurs délégués de base, et faire toutes les grèves ensemble.

Le gouverneur Scioli a dû faire marche arrière et a finalement payé la demi-prime en deux versements. Le principal résultat est que la grande majorité des travailleurs s'est rendu compte que Cristina et le gouvernement national, qui refusaient le financement, étaient les principaux responsables de l'ajustement. La popularité du gouverneur a toutefois également chuté.

Presque simultanément, le gouverneur de la province de Córdoba, José Manuel de la Sota – un candidat de la droite péroniste, pour la construction d'une alternative d'opposition au kirchnerisme – a imposé dans le parlement provincial le vote d'une loi controversée. Les pensions de retraite sont indexées légalement deux fois par an, et la loi du gouverneur ordonnait que le paiement de toute augmentation décrétée au niveau national pour les pensions soit retardé de six mois. Des dizaines de syndicats ont appelé à la grève et la mobilisation a mené à une concentration d'environ 10 000 personnes dans la capitale provinciale.

Ce ne sont que deux exemples des nombreuses grèves et mobilisations qui continuent à se propager à travers le pays, en réponse à l'ajustement de Cristina et des gouverneurs.

Les provinces pétrolières de la Patagonie ont été secouées par d'interminables conflits – dont les travailleurs du pétrole étaient les protagonistes – en quête de hausses salariales pour couvrir l'augmentation du coût de la vie qui, dans la région, est trois fois supérieur à celui de Buenos Aires.

En juin, le syndicat des camionneurs – dirigé par Moyano, dirigeant de la CGT dans l'opposition – a mené une grève de la branche du carburant, qui impliquait le blocage des grandes raffineries et menaçait l'approvisionnement en carburant dans le pays. La revendication centrale était l'élévation du seuil salarial à partir duquel un impôt régressif s'applique aux « hauts salaires » (plus de 7 000 pesos, environ 1 200 € au taux officiel). Ce montant est le coût réel du panier de produits de base pour une famille type, qui concerne un million et demi de travailleurs. Une autre exigence, très ressentie par les salariés, était également incluse : la généralisation à tous les travailleurs de l'allocation officielle par enfant. Le blocage des raffineries a rapidement été levé, mais le conflit s'est terminé avec un appel lancé par la CGT oppositionnelle à une concentration ouvrière de masses sur la Plaza de Mayo, devant le siège du gouvernement.

Dans la capitale, en août, une grève du métro de dix jours exigeait la fin de dix-huit mois de gel des salaires. Les travailleurs du métro sont affiliés, pour la plupart, à un nouveau syndicat dirigé par des militants de gauche, dont la direction a été cooptée par le gouvernement. Le conflit avait la particularité de faire face à la fois au gouvernement national et à la municipalité de la ville, sur laquelle règne Mauricio Macri, de droite. Celui-ci et Cristina ont chacun essayé de faire payer le coût politique du refus de l'augmentation par l'autre. La grève a causé le chaos dans les transports urbains et le résultat fut une usure importante de la popularité des deux.

Il faut ajouter à cela, comme un fait contradictoire, mais progressiste, la grève des gendarmes et des préfets en octobre dernier (voir l'encadré).



Les concerts de casseroles : la droite revient sur la scène

Dans ce cadre de difficultés économiques croissantes, d'ajustements et de réponse des travailleurs, le mécontentement de la classe moyenne augmente également, et c'est là que les forces de l'opposition de droite de la bourgeoisie mettent leur nez. Le 13 septembre dernier, le pays a été sous le choc des concerts de casseroles, les « *cacerolazos* », auxquels participaient des centaines de milliers de personnes.

Voici l'analyse du phénomène dans *Avanzada Socialista* – la publication du PSTU (A) – du 26.09.2012.

« *Le cacerolazo du 13 septembre a été organisé de manière diffuse par l'Eglise, le macrisme*[1]*, la Coalition civique et d'autres secteurs patronaux. Des secteurs de la classe moyenne supérieure et basse y ont participé. Beaucoup avaient des revendications légitimes et une partie non négligeable des manifestants ont sûrement voté pour Cristina.* [...]

Les cacerolazos précédents avaient été faibles, mais dans ce cas-ci, l'initiative a réussi à mobiliser un secteur de la classe moyenne inférieure, des jeunes, et même des travailleurs qui y ont participé avec leur colère et quelques justes revendications. [...]

Cette présence ne peut toutefois pas nous faire oublier que l'action a eu un contenu réactionnaire. Elle a mélangé des mots d'ordre contre la corruption et l'insécurité et contre l'inflation avec d'autres contre ''les Montoneros qui nous gouvernent'' et qui ''veulent nous imposer un nouveau Cuba'', dans un cocktail dont le résultat final est la défense de la Constitution réactionnaire de 1994, la revendication de l'unité de l'opposition patronale, et la ''main de fer'' pour l'insécurité. Et les revendications de la classe ouvrière étaient totalement absentes. »

Le 8 novembre, un nouveau cacerolazo a eu lieu, promu par l'Eglise et la droite. Il était encore plus grand que le précédent et il montrait l'insatisfaction croissante de ce secteur. Selon les sondages, l'opposition de droite n'est pas parvenue à capitaliser le processus en termes d'intentions de vote, malgré qu'elle soit à l'origine de l'action.

Les centrales de l'opposition : soutien aux alternatives électorales des patrons

La nécessité pour les travailleurs de s'unir pour faire face à l'ajustement est si pressante, que les dirigeants bureaucratiques des centrales syndicales liées au gouvernement et aux différentes variantes patronales eux-mêmes sont contraints de converger dans de nombreuses exigences, afin de ne pas être tout à fait marginalisés.

Fin octobre, les cinq centrales ont par exemple été contraintes d'exiger la réouverture des négociations salariales ou, du moins, le paiement d'une prime ou d'un bonus supplémentaire avant la fin de l'année, pour compenser la hausse des prix. Tous s'accordent à exiger l'élévation du seuil salarial de l'impôt sur le revenu. Les centrales d'opposition au gouvernement (voir l'encadré) ont dû exprimer ces revendications à travers l'appel à diverses formes de mobilisation.

En octobre, la CTA, dans l'opposition, a appelé à une nouvelle mobilisation avec l'adhésion de Moyano, présentant un vaste programme de revendications progressistes. L'action s'est limitée à 20 000 personnes, à cause du manque de dynamique suscitée dans la base par les organisateurs eux-mêmes. Toutefois, les médias de l'opposition lui ont donné une large couverture, comme un fait politique important. Les mêmes forces ont promu, ce mois-ci, une mobilisation au parlement pour rejeter un projet de loi régressif du gouvernement, qui réglemente la sécurité et l'hygiène au travail.

Mais l'objectif central de la bureaucratie, y compris lorsqu'elle organise des grèves et des mobilisations, est de détourner la combativité ouvrière vers les élections de l'année prochaine. Par exemple, après avoir obtenu le versement de la prime annuelle dans la province de Buenos Aires, le dirigeant du syndicat des fonctionnaires, Hugo Godoy, a réuni sans tarder les délégués dans une grande séance plénière pour leur dire qu'à partir de ce moment, la grande tâche n'était

Grève de la gendarmerie et de la préfecture

La grève de la troupe et des sous-officiers de la gendarmerie (en charge de la garde des frontières) et de la préfecture (en charge des ports) dans la première moitié d'octobre, fut un fait extrêmement controversé et contradictoire. Elle était motivée par la promulgation de deux décrets du gouvernement national qui impliquaient une réduction de salaire comprise entre 40 et 60 pour cent. La réponse fut une grève de fait, avec des rassemblements et des manifestations devant les bâtiments centraux des deux forces. Au cours de la lutte, la revendication d'un salaire de base de 7 000 pesos (environ 1200 € au taux officiel) s'y est ajoutée, et sur ce point, 200 sous-officiers de la marine et de l'armée de l'air, ainsi que les épouses des sous-officiers de l'armée de terre, ont rejoint la revendication

Il s'agissait d'une importante rupture dans la chaîne de commandement, au sein des deux forces les plus utilisées par le gouvernement ces dernières années pour faire le « sale boulot » répressif. Face à la crise et à la très grave corruption dans la police fédérale et les forces de police provinciales, la gendarmerie et la préfecture avaient maintes fois été utilisées par le gouvernement pour contrôler et réprimer les conflits ouvriers. Mais les gendarmes et les préfets ont eu une expérience de plusieurs années d'usure dans une fonction répressive qui n'a pas arrêté les luttes. Ces luttes ont grandi et la répression a souvent été dépassée et vaincue par l'action des grévistes, comme lors de la grève combative de milliers de travailleurs du champ pétrolier Cerro Dragon, en Chubut.

Dans leur revendication salariale, les gendarmes et les préfets utilisaient la méthode des assemblées et de la mobilisation, avec laquelle ils avaient vu réussir tant de luttes des enseignants, des fonctionnaires, des travailleurs du pétrole et de l'industrie, des chômeurs, luttes auxquelles ils avaient été envoyés pour les réprimer.

Le gouvernement essaya de mettre en œuvre la tactique utilisée par les gouvernements bolivien d'Evo Morales et équatorien de Rafael Correa face à des rébellions similaires pour des exigences salariales : il accusa les rebelles, dans ce cas avec beaucoup de précautions, d'être à la tête d'une action « de caractère putschiste ». Et l'ensemble de la bourgeoisie lui emboîta le pas.

Un fait intéressant est que deux organisations de gauche, le Parti des travailleurs pour le socialisme (PTS) et le Nouveau Mouvement vers le socialisme (MAS) se sont unis au gouvernement et au patronat pour qualifier le mouvement gréviste de « réactionnaire ».

La manœuvre du gouvernement et des patrons est entrée en collision avec une sympathie et un soutien pour l'exigence salariale des gendarmes, perceptibles dans des secteurs amples et massifs d'ouvriers industriels, de fonctionnaires et d'enseignants. La classe ouvrière et les secteurs populaires les plus pauvres percevaient correctement cette demande.

Cela gêne sérieusement l'ensemble de la bourgeoisie, qui n'a plus l'assurance que les gendarmes et les préfets répondent comme principale force de répression contre les réclamations ouvrières et populaires, à un moment où l'ajustement commence à être appliqué.

Cela se produit dans le contexte d'un processus de syndicalisation dans certains services de police provinciaux (malgré l'interdiction légale en ce sens). Il y a au moins sept syndicats provinciaux, non reconnus, mais agissants ouvertement, regroupés dans une coordination nationale. Ces syndicats ont participé avec des colonnes dans des manifestations et le SiPoB (province de Buenos Aires) est incorporé dans la CTA.



pas d'organiser la continuité de la lutte, mais de se préparer à soutenir le *Front large progressiste* dans les élections de 2013. Moyano, pour sa part, a souligné, à l'occasion du rassemblement qui clôturait la lutte des camionneurs, que l'issue consistait à préparer une alternative électorale contre le kirchnerisme dans ces élections.

Quoi qu'il en soit, ces mobilisations, bien que limitées dans leur programme et circonscrites au but ultime de la campagne électorale, commencent à devenir un point de référence pour de nombreux travailleurs et militants, qui prennent de plus en plus leur distance par rapport au gouvernement et cherchent une nouvelle alternative pour lutter. Le nouvel appel à une grève nationale pour la fin de novembre, lancé par les centrales de l'opposition, peut approfondir ce processus.

Les divisions dans les sommets bureaucratiques

Durant son second mandat, Cristina a commencé de plus en plus à prendre distance par rapport à Moyano, suite à la fin du cycle de hausse de l'économie (qui lui avait permis de faire d'importantes concessions économiques aux travailleurs). Moyano était associé à la période de plein emploi et de maintien partiel du pouvoir d'achat des salaires pour le secteur des travailleurs inscrits légalement (pas pour les précaires). Et il ne serait pas le meilleur dirigeant pour soutenir le gouvernement quand ce dernier commence à mettre en œuvre une politique dure d'ajustements.

Actuellement, Cristina a besoin de bureaucrates plus dociles concernant ses politiques. A cet effet, elle a promu une conduite de la CGT dirigée par Miguel Caló (dirigeant du syndicat des métallos, le plus puissant de l'industrie, avec 300 000 membres), entourée par les « poids lourds » (les dirigeants des grands syndicats de services) et les « indépendants » (comme le chef du syndicat de la construction, Gerardo Martinez, ancien agent des militaires dans le mouvement ouvrier).

La politique du gouvernement a mené à la division de la CGT, entre le secteur progouvernemental dirigé par Calo, et l'opposition dirigée par Moyano, de plus en plus liée à des secteurs péronistes de droite. Dans le secteur de ce dernier, il y a Momo Benegas, dirigeant des ouvriers ruraux, étroitement lié à la patronale agraire et à l'ancien président Eduardo Duhalde. La petite CGT « *Azul y Blanca* », dirigée par Luis Barrionuevo (gastronomie), est également liée à Duhalde, mais n'avance pas encore dans une unification avec Moyano.

Dans la CTA, il y a eu une rupture entre Hugo Yasky, le syndicat des travailleurs de l'éducation (CTERA), aligné avec Cristina, et le secteur dirigé par Pablo Micheli et Victor De Gennaro, l'Association des travailleurs de l'Etat (ATE), un syndicat des fonctionnaires. Ce secteur fait partie du *Front large progressiste*, dirigé par le social-démocrate Hermes Binner, ancien gouverneur de la province stratégique de Santa Fe, un proche allié de la patronale agraire et de la droite la plus récalcitrante. Il se présente toutefois comme alternative « de centre gauche ».

Une politique pour unifier la lutte ouvrière et populaire contre l'ajustement

L'absence d'une alternative ouvrière indépendante avec influence dans les masses a une incidence directe sur le besoin le plus urgent et immédiat des travailleurs et du peuple : arriver à une lutte unie capable de vaincre le plan d'austérité du gouvernement et du patronat. Les travailleurs ont répondu à chaque attaque en imposant, d'en bas dans la plupart des cas, leur unité dans la lutte, en dépit et au-delà des politiques traîtres et des divisions bureaucratiques.

Mais cette unité étant épisodique, le gouvernement et le patronat vont de l'avant avec leurs plans, même s'ils sont obligés de reculer dans l'une ou l'autre mesure partielle. Il suffit de voir que l'inflation continue à dévorer le pouvoir d'achat des salaires et que des mesures, telles que le report de l'augmentation des pensions à Cordoba, finissent par s'imposer, par manque de continuité dans la lutte menée par les syndicats dirigés par la bureaucratie.

Face à cette politique des directions bureaucratiques, il faut promouvoir la plus grande unité dans les luttes de résistance à l'ajustement et exiger en même temps des directions qu'elles appellent à un plan de bataille qui donne une continuité à la lutte et dénoncer leur vacillation et leur trahison.

Avanzada Socialista du 11 octobre résume cette approche :

« *Avec l'approfondissement de l'ajustement, nous, les travailleurs, nous devons réagir avec fermeté. Il ne suffit pas de prendre des mesures isolées, ni de nous ranger avec ceux qui nous exploitent tous les jours, derrière des projets patronaux ou de conciliation. Nous avons besoin d'un plan de bataille qui empêche de faire payer la crise par les travailleurs. Cette tâche ne peut plus attendre une minute.*

Il faut exiger de Moyano et de Micheli, et de leurs syndicats d'organiser immédiatement un plan de bataille. [...] *Une mesure de grève et de mobilisation conjointe ne peut pas attendre la fin de l'année pour voir ce qu'apportera le Père Noël. Il faut appeler dès maintenant à cette mesure pour faire face à l'ajustement. La façon de la ''mettre en chantier'' n'est pas moyennant des négociations au sommet, mais en appelant à des assemblées dans tous les lieux de travail, des centrales de tous les syndicats, y compris celles qui sont proches de Cristina, pour discuter quel est le plan de lutte et quelles sont les exigences pour lesquelles nous allons mener bataille.*

Les organisations politiques et syndicales qui se revendiquent comme étant de gauche, de classe ou de combat, doivent abandonner toute politique sectaire et d'autoproclamation et aller de l'avant dans l'unité, pour exiger et imposer le plan de lutte dont nous avons besoin. »

Parallèlement à cela, il faut avancer dans l'unification des directions et des militants qui émergent dans la lutte pour construire une nouvelle direction ouvrière indépendante. Quelques expériences importantes commencent à poindre à l'horizon : il y a la liste Violette dans le syndicat de l'alimentation, qui regroupe des commissions internes et des militants de l'opposition à la bureaucratie et qui a obtenu 38 % lors des élections du syndicat de la capitale ; il y a le triomphe du FURA, le Front unique pour récupérer ATEN, lors des élections dans ce syndicat des enseignants dans la province de Neuquén.

De toute évidence, il ne suffit pas de construire des alternatives antibureaucratiques et antipatronales dans les différents syndicats. Le PSTU (A) œuvre pour la construction d'une alternative ouvrière, socialiste et anti-impérialiste en Argentine, qui a comme orientation – tout en donnant une réponse dans les luttes, dans les élections et sur tous les terrains – la lutte pour un plan ouvrier qui donne une issue à la crise contre l'impérialisme et ses partenaires locaux et en faveur des travailleurs et des peuples, avec l'imposition d'un gouvernement ouvrier et populaire.

Les tâches imposées par le pillage croissant et la soumission du pays aux multinationales et à l'impérialisme sont un aspect fondamental. La lutte pour les revendications ouvrières va de pair avec le combat pour le non-paiement de la dette publique frauduleuse aux mains des banquiers et des spéculateurs, ainsi que pour l'expropriation des multinationales qui contrôlent les principaux leviers de l'économie, et leur nationalisation sous contrôle ouvrier. Ces ressources serviront de base pour élaborer un plan ouvrier qui assure les travaux publics, les soins de santé et l'éducation, et des emplois décents avec des salaires et des pensions de retraite qui couvrent le coût du panier du ménage et les besoins les plus urgents de la classe ouvrière et du peuple.

---

1 Le courant fondé en 2003 comme parti « *Compromiso para el Cambio* » pour soutenir la candidature de Mauricio Macri. Macri a été élu chef de gouvernement de la ville de Buenos Aires en 2007 et réélu en 2011.





De Perón et Evita à Nestor et Cristina

Le kirchnerisme et ses associations (La Cámpora, Kolina et d'autres) se présentent comme un « mouvement national et populaire », en continuité avec les aspects progressistes du péronisme. Le péronisme est né dans les années 1940, après la Seconde Guerre mondiale, alors que les Etats-Unis apparaissent comme l'impérialisme hégémonique et que les puissances européennes reculent. Dans le sud de l'Amérique latine, la Grande-Bretagne abandonne rapidement sa domination et les Etats-Unis commencent une offensive de colonisation dans des pays comme l'Argentine et le Chili.

Juan Domingo Perón représentait les contradictions d'une bourgeoisie coloniale agricole qui s'était enrichie pendant la guerre et qui, tout en couvrant les arrières du retrait britannique, aspirait maintenant à maintenir un certain degré d'autarcie face aux Etats-Unis. C'est ce qui explique la résistance à l'offensive de cette puissance.

Cela s'est traduit par des mesures telles que l'achat des chemins de fer aux Anglais, la nationalisation du service de téléphone et la création d'entités étatiques, telles que la *Junte nationale des céréales et de la viande*, afin de contrôler la commercialisation agricole.

Mais d'importants secteurs de la bourgeoisie industrielle se prononçaient en faveur de la soumission aux Etats-Unis, et Perón avait besoin d'une base sociale pour résister et négocier. Cette base était le nouveau prolétariat formé au cours des dernières années. D'une part, Perón lui accorda d'importantes concessions par le biais de lois progressistes qui garantissaient la pension de retraite, le salaire minimum, les congés, une prime annuelle, des plans de logements, d'hôpitaux et d'écoles publics, etc. Dans ce cadre, Eva Perón, la « porte-drapeau des défavorisés », se consacrait essentiellement à la charité à grande échelle et représentait le côté le plus populiste et sentimental du péronisme. En même temps, Perón imposait un contrôle bureaucratique et totalitaire de l'organisation des travailleurs, principalement dans les syndicats de la nouvelle Confédération générale du travail (CGT).

Dans un contexte international qui appartient maintenant définitivement au passé, le péronisme était un mouvement semblable à celui d'autres régimes nationalistes bourgeois dans des pays du tiers monde, comme celui dirigé par Lazaro Cardenas au Mexique, ou celui de Nasser en Egypte.

Dans les années qui ont précédé le coup d'Etat qui a renversé le péronisme en 1955, ce dernier avait déjà capitulé devant l'impérialisme étasunien sur des questions comme la politique pétrolière ou le soutien à l'intervention dans la guerre de Corée. Mais l'impérialisme et l'opposition bourgeoise ont opté pour le putsch, afin de garantir une avancée dans la colonisation du pays.

Perón a clairement montré son caractère bourgeois par rapport au putsch, quand il se rendit sans combat pour ne pas diviser l'armée et qu'il livra le peuple à la merci des nouveaux dictateurs, au lieu d'armer et de mobiliser les travailleurs dans la CGT et les syndicats.

Lorsque Perón revint dans les années 1970, l'Argentine se trouvait clairement dans l'orbite étasunienne et ce retour servit à combattre et à démanteler la puissante montée ouvrière et populaire qui avait commencé en 1969 (voir l'article). Dans son troisième gouvernement éphémère, jusqu'à sa mort en 1974, sa politique consista à appliquer les ajustements au service des multinationales, à défendre la bureaucratie syndicale et à couvrir l'aile fascisante de son mouvement, dirigée par José López Rega. Avec sa mort, la crise s'est accélérée et a mené au coup d'Etat de Videla en 1976.

Le gouvernement péroniste suivant, de Carlos Menem (1989-1999), montre clairement un profond changement : d'un mouvement nationaliste bourgeois ayant des heurts avec l'impérialisme, le péronisme devient un agent de ce dernier pour privatiser les entreprises étatiques et attaquer les acquis des travailleurs.

Les Kirchner font carrière

Les Kirchner étaient un couple de jeunes diplômés en droit à l'Université de La Plata, proches de la Jeunesse péroniste radicale. Avec la dictature, ils retournent à Santa Cruz, la province natale de Nestor. Ils s'occupent d'affaires immobilières et de la représentation de petites entreprises de services pétroliers. Après la chute de la dictature, Nestor commence une carrière politique dans le péronisme, d'abord comme maire de Rio Gallegos, puis comme gouverneur de la province, à l'époque de Carlos Menem.

Nestor sera la clef pour convaincre les autres mandataires des provinces pétrolières d'adhérer au plan de privatisation d'YPF. Il fut l'un des principaux responsables du bradage sans précédent du patrimoine national à l'impérialisme. En récompense, il reçut la gestion discrétionnaire de centaines de millions de dollars de redevances pétrolières.

Le « modèle » menemiste

Les privatisations menemistes représentent un bond en avant dans la colonisation du pays par l'impérialisme. Jusqu'alors, une forte production de produits agricoles alimentaires et un certain développement industriel privé allaient de pair avec un ensemble de sociétés étatiques qui contrôlaient les industries et les services stratégiques (pétrole, acier, chemins de fer, transport aérien, téléphonie, banques). Le secteur « national » (la grande bourgeoisie agricole, la petite et moyenne industrie nationale et les entreprises de l'Etat) représentait les deux tiers de l'économie et les multinationales le tiers restant (quoiqu'elles contrôlaient l'industrie la plus avancée et les exportations agro-industrielles, et étaient d'importants sous-traitants de l'Etat).

Menem privatisa les grandes entreprises de l'Etat dans les domaines du transport, des communications, du pétrole et de l'acier. Parallèlement, il



encouragea un changement dans la production agricole, qui s'intéressait de plus en plus au soja, au détriment d'autres productions. A la fin de son mandat, le rapport entre l'économie sous contrôle « national » et celle sous contrôle impérialiste s'était inversé.

Dans les transports, la politique de Menem avait une caractéristique particulière : les chemins de fer et le métro de Buenos Aires ont été donnés en concession à des sociétés constituées par des hommes d'affaires amis du pouvoir, de concert avec les dirigeants des syndicats du secteur. Les contrats incluaient des clauses donnant aux concessionnaires d'importantes subventions de l'Etat pour soutenir les services. Alors que les services s'effondraient, les concessionnaires, les représentants du gouvernement et les bureaucrates syndicaux faisaient de bonnes affaires.

Ce processus a entraîné le licenciement de millions de travailleurs. Pour la première fois dans l'histoire moderne du pays, le taux de chômage atteignait 30 % et le niveau de pauvreté et de misère montait en flèche.

Les Kirchner au pouvoir

Nestor Kirchner fut élu président en 2003, dans le cadre du processus révolutionnaire ouvert fin 2001. Il obtint un piètre 22 % des voix, mais son adversaire dans le ballottage, Carlos Menem, qui avait obtenu 24 %, se désista.

Son gouvernement naquit avec beaucoup de faiblesses. Mais la phase de croissance internationale initiée cette année-là mit rapidement en route une période de forte croissance de l'économie nationale, basée principalement sur les exportations agricoles, ce qui contribua à renforcer le gouvernement. L'emploi augmenta et le taux de chômage descendit rapidement.

Cela lui permit de développer une politique démagogique à plusieurs égards. D'une part, sur le terrain démocratique, il promut le jugement des anciens agents de la répression de la dernière dictature. Avec cela, il parvint à coopter plusieurs organisations des droits humains et de gauche, comme les Mères et grands-mères de la Plaza de Mayo. D'autre part, il put faire certaines concessions économiques aux masses.

Dans sa politique, l'accord avec Hugo Moyano, le dirigeant de la CGT qui lui garantit la fragmentation de la résistance ouvrière, fut un élément clef. Il y eut plusieurs vagues de luttes ouvrières et populaires, mais grâce aux concessions, à la cooptation des directions indépendantes et au rôle de Moyano, le gouvernement eu devant lui près d'une décennie sans grèves générales. Aux yeux des masses, le gouvernement semblait être beaucoup mieux que celui de Menem et d'autres plus anciens, ce qui garantit l'élection de Cristina, en 2007, et sa réélection en 2011.

Mais dans le contenu, les gouvernements de Nestor et de Cristina maintiennent l'essence des politiques de Menem, comme les privatisations et les mesures de bradage à l'impérialisme. Leurs liens avec les compagnies pétrolières, les constructeurs automobiles et la sidérurgie se complètent maintenant avec la promotion de la grande exploitation minière, contrôlée par les multinationales.

En 2008, les Kirchner entrèrent en collision avec les patrons agricoles sur la question des taxes aux exportations agricoles. Mais ils eurent le soutien de l'ensemble de la bourgeoisie à qui ils garantissaient d'énormes profits, en fonction des prix des matières premières sur le marché mondial.

Une « bourgeoisie K » commença aussi à poindre, liée aux contrats et aux subventions de l'Etat (comme les Roggio et les Cirigliano, dans le transport), aux concessionnaires du jeu légal (Christopher Lee) ou à la famille Askenazi (dans le pétrole).

YPF : la démagogie « nationale et populaire »

Le kirchnerisme affiche un discours populiste contre les « corporations ». La campagne se concentre en particulier sur le monopole des multimédias dirigé par le journal *Clarín*.

En outre, le gouvernement n'a pas hésité à se retourner contre les concessionnaires de services publics fondamentaux – certains d'origine espagnole – et à étatiser de nouveau ces services, comme Aerolíneas Argentinas. Dernièrement, des frictions ont commencé avec Repsol, à l'origine une petite entreprise pétrolière étatique espagnole qui a fait un bond en avant pour se transformer en multinationale quand elle a engrangé YPF et ses champs pétroliers et de gaz, dans les années 1990, grâce à une privatisation soutenue par la plus haute corruption.

Le sinistre système d'exploitation des ressources – qui jusqu'alors étaient la base de l'auto-approvisionnement énergétique argentin – vidait les champs et exportait le pétrole sans mesure. L'Argentine commençait à avoir un déficit énergétique de plus en plus important, couvert par des importations croissantes (atteignant un record de 12 milliards en 2011). Une partie importante de ces importations étaient effectuées par Repsol-même avec le gaz à des prix beaucoup plus élevés que ceux de la production nationale exportée.

Cela a créé un goulot d'étranglement dans les finances publiques et dans l'approvisionnement énergétique, et a mené le gouvernement à décréter, en mai, l'expropriation par l'Etat de 51 % des actions d'YPF dans les mains de Repsol. Le compromis était que cela permettrait d'augmenter la production et de réduire drastiquement les importations.

La mesure a été largement mise en avant par le gouvernement et ses partisans comme un élément central d'une politique de « récupération de la souveraineté énergétique du pays ». Il y eut des échanges de déclarations violents avec le gouvernement et les entrepreneurs impérialistes espagnols.

Quelques mois plus tard, bien que le gouvernement conservait les actions de Repsol, il y eut un projet pour livrer les gisements très importants de gaz de Vaca Muerta (Neuquén) à l'entreprise étasunienne Chevron. La démagogie « nationale et populaire » du kirchnerisme ne cherche qu'à cacher le caractère profondément pro-impérialiste de sa politique.

La structure économique internationale empêche le kirchnerisme d'avoir une politique nationaliste bourgeoise un tant soit peu consistante, comme celle de Perón dans son premier gouvernement. (C'est d'ailleurs aussi le cas pour Chavez ou Evo.) Il y a beaucoup de discours « national », mais ses quelques mesures d'un certain contenu progressiste (comme la nationalisation partielle d'YPF) n'ont pas de futur et sont tout à fait insuffisantes. Dans le même temps, la crise économique internationale, ouverte en 2007, qui commence maintenant à frapper le pays avec force, l'oblige à attaquer brutalement les travailleurs et à éliminer les concessions faites les précédentes années. Ainsi, son « masque national et populaire » tombe rapidement.





La gauche face à un nouveau défi

Les organisations de la gauche argentine se trouvent encore une fois face à une opportunité historique de faire un bond en avant dans la construction d'une nouvelle direction pour les masses. Cela se manifeste déjà dans le renforcement de diverses organisations. Toutefois, dans le même temps, de nombreux vices et erreurs apparaissent qui ont conduit à l'échec et au recul dans divers processus antérieurs.

Il ne faut pas oublier que les principales organisations, le *Parti ouvrier* (PO), le *Parti des travailleurs pour le socialisme* (PTS) et le *Mouvement socialiste des travailleurs* (MST), ensemble avec les principales forces qui organisent les chômeurs, les courants *piqueteros*,[1] ont été incapables de donner une solution révolutionnaire pour le soulèvement populaire qui a renversé le gouvernement de Fernando De la Rua en décembre 2001.

Le MST avait un grand poids dans les assemblées populaires, le PO dans le secteur piquetero, le PTS dans une aile importante des « usines récupérées ». Mais ils ne furent pas en mesure de proposer une issue alternative en dehors du régime démocratique bourgeois corrompu. Au contraire, dans la plupart des cas, ces organisations se sont révélées comme des organismes essentiellement électoralistes. Dans les faits, elles ont concentré leur action sur la participation électorale et non sur la préparation d'une nouvelle insurrection pour imposer un gouvernement des travailleurs et du peuple.

Cela a facilité, d'une part, l'apparition et la stabilisation relative du gouvernement kirchneriste et du régime bourgeois, et cela a conduit, d'autre part, à la crise, les divisions et la régression des organisations de gauche et piqueteras dans leur ensemble.

Par ailleurs, le PO et le MST, parmi d'autres, sont tombés dans un piège en devenant les « gestionnaires » des allocations pour les chômeurs qu'ils organisaient dans leurs mouvements piqueteros. Ceci a joué en faveur de la politique de la bourgeoisie, en détournant ainsi la lutte de ces organisations potentiellement révolutionnaires vers la simple exigence du maintien de ces allocations par l'Etat capitaliste.

Dans le cas du MST, une organisation qui revendique une origine moréniste, la crise l'a mené à une décomposition extrême, avec plusieurs ruptures, comme le courant petit-bourgeois *Autodétermination et Liberté*, dirigé par sa figure de proue, l'ancien député national Luis Zamora, et aujourd'hui pratiquement dissous, ou *Gauche socialiste* (IS - Izquierda Socialista). En 2008, le MST et IS ont perdu le Nord et ont soutenu la direction elle-même des patrons agricoles dans la « rébellion des riches ». IS a soutenu le *cacerolazo* de la droite du 13 septembre dernier. Le MST a rejoint aujourd'hui le Front populaire de *Projet Sud*[2], dirigé par le cinéaste et député péroniste Pino Solanas.

Toutefois, l'élection présidentielle de 2011 a donné à la gauche la possibilité de faire un bond en avant dans son influence. En raison des contraintes imposées par la loi électorale, PO, PTS et IS se sont unis et ont formé le *Front de gauche et des travailleurs* (FIT), qui a récolté plus de 600 000 voix pour leurs listes de députés nationaux.

Cependant, dans la campagne électorale et après, ces forces n'ont pas su tirer parti de cette réussite en promouvant conjointement une alternative aux directions bureaucratiques et bourgeoises, ce qui reflète les différences entre eux et leurs méthodes et politiques erronées.

Au contraire, les forces du FIT étaient divisées sur presque tout et ont été pratiquement incapables de faire des déclarations communes. Ils ont organisé séparément des réunions plénières syndicales qui réunissaient chaque fois les militants et les dirigeants qui répondent à chaque force.

Dans ce contexte, le PSTU – qui a soutenu la constitution du FIT et a fait partie des candidatures – propose une politique pour tenter de sauver le front comme un outil pour les travailleurs et le peuple. Son journal, *Avanzada Socialista*, résume cette politique de la façon suivante :

« *Nous avons besoin d'un changement, nous devons prendre un autre cours. Nous devons essayer de faire des déclarations communes sur les faits, ne fût-ce que sur des questions de base, et ouvrir ces déclarations pour que d'autres organisations et dirigeants y adhèrent.*

Nous devons préserver le FIT comme outil électoral, mais en l'élargissant. Cela permettra qu'une grande réussite ne soit pas l'otage des caprices et des virages tactiques de l'un ou l'autre parti. S'il y a des environnements de discussion communs et une participation croissante, ce sera une pression contre les tentatives de rupture. Si cela a pu se faire, dans une certaine mesure, parmi les intellectuels du FIT, comment ne pourrait-il pas se faire entre les travailleurs en général ?

Finalement, nous devons prendre les premières mesures pour la formation d'un accord syndical et nous devons tester la possibilité de former un courant. Pour cela, quelques-uns des principaux dirigeants de chaque parti peuvent faire un appel, simple et concret, avec des principes communs, et convoquer à une Rencontre de dirigeants représentatifs pour discuter de la convocation d'une conférence conjointe, avec des points fixés en discussion ouverte. Cette Rencontre ne devrait pas être limitée aux forces du FIT. Elle devrait être ouverte à d'autres dirigeants qui, bien qu'étant en désaccord avec le FIT comme outil électoral, peuvent converger sur une action syndicale commune. Comme exemple de cette possibilité, il y a la construction ample que nous sommes en train de mettre en œuvre pour les élections dans le syndicat des enseignants à Neuquén. Nous y sommes réunis dans une opposition avec la possibilité de victoire, la liste FURA, qui comprend presque toutes les forces qui sont aujourd'hui réunies dans le FIT, ensemble avec des dirigeants et des groupes ''d'autres souches'', mais qui sont d'accord sur la nécessité de balayer la bureaucratie. »

---

1 Le mouvement « piquetero » est apparu pendant le gouvernement de Menem, comme groupes d'action de gauche qui utilisaient, comme arme principale pour faire valoir leurs revendications, le blocage de la circulation (des personnes et des marchandises) avec des piquets.

2 *Movimiento Proyecto Sur* est une alliance qui se dit de centre gauche et écologiste, à laquelle participe, entre autres, le *Partido Socialista Autentico*, issu du Parti socialiste historique lors d'une scission en 1958.



Le PSTU (A)

Le *Parti socialiste des travailleurs unifié* (PSTU), la section argentine de la LIT-QI, a commencé depuis sa création en 2011 à s'organiser et à s'implanter dans l'avant-garde ouvrière et populaire, avec un programme, une politique et une méthode morénistes, exprimés dans ses publications, comme *Avanzada Socialista*, et dans ses interventions dans la lutte des classes.

Sa politique est une combinaison de la promotion de la plus ample unité d'action pour faire face à l'ajustement – centrée sur l'exigence, adressée aux directions bureaucratiques de l'opposition, de l'élaboration un plan de lutte – avec l'intervention dans les processus de regroupement de l'avant-garde antibureaucratique et antipatronale de la classe ouvrière et de l'avant-garde étudiante. A partir de là, le PSTU cherche à incorporer dans ses rangs les meilleurs combattants issus de ces processus, en les gagnant pour la construction de la LIT-QI et de son parti en Argentine.

Depuis notre création, nous avons participé à des actions de résistance à l'ajustement dans les syndicats des métallos, de l'automobile, de l'alimentation et du pétrole, ensemble avec des étudiants et des travailleurs de l'éducation, ainsi que dans le secteur de la santé publique, dans le métro de Buenos Aires, dans le syndicat des travailleurs de banque, etc.

Nous voyons que la construction d'un parti qui combine l'internationalisme, dans le cadre de la construction de la LIT-QI, avec les tâches qui nous lient à l'avant-garde ouvrière et populaire dans la lutte contre l'ajustement kirchneriste, est une nécessité urgente et incontournable pour surmonter les limites, les erreurs et les déviations de la gauche, qui l'ont empêchée de donner une solution révolutionnaire à l'insurrection de 2001. C'est la seule façon d'éviter que la montée ouvrière et populaire en croissance termine une nouvelle fois dans la frustration.

Contrairement à 2001 – quand, pour diverses raisons, notre section en Argentine n'était pas en mesure de se constituer comme une alternative – aujourd'hui, le PSTU (A) apparaît comme la possibilité de constituer dans la période immédiate une référence modeste, mais importante, pour l'avant-garde, avec la perspective de la construction, à l'avenir, d'un parti révolutionnaire avec une influence de masses, disputant la direction de la classe ouvrière pour la prise du pouvoir par les travailleurs.

En ce sens, nous donnons actuellement priorité à notre construction dans trois secteurs : le syndicat des métallos, d'une tradition majeure dans le mouvement ouvrier industriel ; le syndicat des enseignants, l'un des plus combatifs du pays ; et la jeunesse universitaire.

Chez les métallos, il n'existe pas de montée actuellement, mais un processus d'émergence de militants et de délégués de base antibureaucratiques et antipatronaux est en train de se généraliser, ce qui reflète la colère croissante contre le gouvernement kirchneriste. Parmi eux, nous avons commencé à construire le courant « *Avancée Métallurgique* » avec un bulletin qui atteint maintenant 40 usines, petites et moyennes, de la capitale et de la ceinture industrielle du Grand Buenos Aires.

Dans le syndicat de l'alimentation, nous commençons à faire une expérience avec l'usine Felfort, de 500 travailleurs. Sa Commission interne a été à la tête de grandes batailles qui ont obtenu, par exemple, le contrat à durée indéterminée pour plus d'une centaine de travailleurs précaires. Elle est maintenant en train de lancer une campagne pour obtenir que les travailleuses, qui sont majorité dans l'usine, aient une catégorie et un salaire égaux à ceux des hommes. Cette Commission interne a joué un rôle décisif pour la présentation d'une liste unitaire des directions d'usine antibureaucratiques, lors des dernières élections du syndicat. Cette liste, la Violette, a remporté 38 % des voix.

Dans le mouvement étudiant, nous avons commencé à nous insérer dans la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Buenos Aires, dans le cadre du courant *El viraje* (le virage). Nous y avons obtenu un secrétariat du centre d'étudiants, en front commun avec d'autres courants. A l'Université de Quilmes, un front avec des caractéristiques similaires, dirigé par notre courant, a remporté la présidence, partagée avec un courant maoïste. Dans l'Université de la Patagonie et dans celle de Cordoba, nous participons à des listes qui ont gagné leurs centres respectifs. A Cordoba, nous avons obtenu un secrétariat dans la direction.



C'est dans le syndicat des enseignants que nous menons l'expérience la plus avancée d'insertion dans l'avant-garde et de construction du Parti. A l'échelle nationale, nous y avons des dizaines de cadres avec un long parcours et beaucoup d'expérience. Cela nous a permis d'être l'un des principaux participants dans la construction du FURA (Front unique pour la reconstruction d'ATEN), via le front Indigo (où se trouvent les militants du PSTU). Le FURA vient de remporter une importante victoire sur la liste alignée avec la bureaucratie nationale du syndicat, lors des élections dans le syndicat des enseignants de la province de Neuquén, ATEN. Il s'agit d'une grande victoire qui récupère un syndicat de grande tradition combative et qui peut jouer un rôle central pour la promotion d'une alternative à la direction bureaucratique nationale dirigée par Hugo Yasky, qui soutient actuellement le gouvernement de Cristina Kirchner. C'est une victoire qui renforce également l'ensemble de l'avant-garde antibureaucratique du pays. Demián Romero, du PSTU, a été élu secrétaire adjoint, parmi d'autres postes que le PSTU a obtenus dans la nouvelle direction.

Tout cela nous indique que, en nous concentrant sur le recrutement et la formation de cadres capables de prendre en main et de gérer ces tâches, nous serons en mesure de construire et de consolider dans la période à venir un parti d'avant-garde solide, présent dans les principaux centres de la lutte des classes en Argentine.



Du Cordobazo (1969) jusqu'au coup d'Etat (1976)

La construction du PST

Alejandro Iturbe

Entre le Cordobazo[1] et le coup d'Etat militaire, l'Argentine a connu une période de lutte de classes très intense. Cette période a été utilisée par le courant moréniste, moyennant diverses politiques et tactiques, pour passer d'une petite organisation à la construction d'un grand parti d'avant-garde, le PST (Parti socialiste des travailleurs).

Le Cordobazo était une semi-insurrection ouvrière et étudiante dans la ville de Cordoba (la deuxième du pays) contre la dictature militaire de l'époque, dirigée par le général Juan Carlos Onganía. D'autres luttes semblables lui ont succédé dans des villes comme Rosario et Tucumán, ainsi qu'une nouvelle explosion à Córdoba, l'année suivante.

Le Cordobazo marqua un tournant dans la vie politique de l'Argentine, en tant qu'expression de la grande montée ouvrière et populaire contre la dictature par des grèves et des explosions urbaines, et aussi par les actions de nombreuses organisations de guérilla, du péronisme (FAR, FAP et Montoneros, par la suite unifiées sous ce dernier nom) et de la gauche (FAL – Front argentin de libération – et ERP – Armée révolutionnaire du peuple, issu du PRT-El Combatiente,[2] dirigé par Mario Roberto Santucho).

Cette montée menaçait la dictature militaire. En juin 1970, la bourgeoisie remplaça Onganía par un général inconnu, Roberto Levingston. Et en mars 1971, le principal dirigeant militaire, le général Alejandro Agustín Lanusse, assuma la présidence. Il lança alors un « Grand Accord national » (le GAN) avec l'opposition bourgeoise, pour réaliser une « ouverture politique » qui devrait empêcher la chute de la dictature et rechercher un accord avec le général Juan Domingo Perón, en exil depuis 17 ans. A cet effet, une période de légalité politique fut mise en œuvre, ainsi que la convocation à des élections qui devraient permettre au péronisme, et à Perón lui-même, de contrôler et de contenir la montée. Cet accord s'explique par le fait que le péronisme abandonnait ses positions relativement anti-impérialistes de son premier gouvernement (1946-1955) et devenait maintenant clairement un outil du régime.

Cette montée donnait lieu à l'apparition d'une nombreuse avant-garde de classe et antibureaucratique dans la classe ouvrière, en particulier dans le mouvement ouvrier industriel, dont la plus grande expression était SITRAC-SITRAM (le syndicat des grandes usines FIAT à Cordoba). La figure de proue de cette avant-garde était Agustín Tosco, dirigeant des électriciens de Cordoba. Dans le même temps apparaissait une nombreuse avant-garde étudiante qui, contrairement au passé, tendait maintenant à rejoindre les luttes des travailleurs.



Agustín Tosco, la principale référence de l'avant-garde avec orientation de classe à l'époque, à la tête d'une manifestation de travailleurs à Córdoba, contre la dictature d'Onganía.

Une dispute acharnée

Dans le cadre de l'intervention dans les luttes et de leur promotion, l'objectif central de l'organisation moréniste était de faire un bond en avant dans la construction du parti révolutionnaire (à l'époque le PRT-LV, le Parti révolutionnaire des travailleurs – La Verdad), en gagnant pour cela une partie de la nombreuse avant-garde émergente dans ces luttes.

La tâche n'était pas facile. D'une part, après la rupture avec le secteur de Santucho, le PRT-LV était une petite organisation avec moins de 200 membres. D'autre part, la concurrence politique et idéologique avec d'autres organisations pour conquérir cette avant-garde était très intense.

Plusieurs de ces autres organisations étaient beaucoup plus fortes. Il y avait, tout d'abord, la gauche péroniste. Des milliers de militants ouvriers et étudiants commençaient à voir les Montoneros (jusque-là un petit noyau de guérilla) comme leur direction et organisaient un courant important autour d'eux. Deuxièmement, il y avait le PCR (le Parti communiste révolutionnaire, une scission maoïste récente du PC), qui dirigeait le mouvement étudiant au moment du Cordobazo et qui, quelques années plus tard, était parvenu à diriger le syndicat des usines automobiles de Cordoba. Les organisations de guérilla guévaristes (comme le PRT-ERP) étaient également attrayantes pour des secteurs de la classe moyenne et pour beaucoup de militants et dirigeants ouvriers. Le PC, qui avait perdu beaucoup de sa base à cause de sa politique et ses alliances avec la droite péroniste, conservait encore un appareil important et disputait aussi le processus.

Enfin, il y avait d'autres groupes de moindre envergure, comme Politique ouvrière (PO, trotskyste, le prédécesseur du Parti ouvrier actuel) et Avant-garde communiste (Vanguardia Comunista – VC, maoïste).

Cette dispute se manifestait dans d'intenses batailles théoriques et politiques. Peut-on construire un courant révolutionnaire au sein du péronisme, comme le soutenaient les Montoneros ? Ou, au contraire, Perón et le péronisme venaient-ils à jouer un rôle conservateur et réactionnaire, comme le soutenaient le morénisme et d'autres secteurs de la gauche ?

Un autre grand débat était de savoir s'il fallait construire une organisation de guérilla selon le modèle de Guevara, comme disait le courant de Santucho, ou si la stratégie devait être celle de construire un « parti léniniste de combat », ouvrier et populaire, dans le cadre d'une grande montée urbaine, comme soutenait le morenisme. Ce débat était très présent dans le Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale (SU), qui abritait les deux partis issus du PRT, le PRT-EC et le PRT-LV. La direction du SU, avec Ernest Mandel en tête, soutenait depuis 1969 la stratégie de la guérilla et la politique de l'organisation de Santucho. Une minorité du SU – le



PRT-LV et le SWP étasunien – était opposée à cette politique. « *Pour la FLT*[3]*, la stratégie du trotskysme est toujours la construction de partis léninistes de combat...* »[4] Dans le bilan, réalisé lors de la Conférence de fondation de la LIT en 1982, il est dit que l'utilisation à fond de la légalité et des espaces légaux, ensemble avec l'intervention dans les processus de lutte, avait été la clef pour le bond en avant du courant moréniste en ces années dans le pays.

Une analyse et une politique correctes

L'organisation moréniste commençait à avancer rapidement, sur la base d'une analyse et une politique correctes. Sa caractérisation était bonne : le plan de la bourgeoisie, pour contenir la montée, était l'ouverture d'une période de légalité politique et la convocation à des élections. Dans ce cadre, l'organisation explora les possibilités que cette ouverture légale offrait, et elle ouvrit des centres comme Coopératives étudiantes (COE) dans le voisinage de certaines facultés, avec des activités semi-légales.

Puis elle rechercha résolument à obtenir sa légalisation en tant qu'organisation politique et, à cette fin, elle conclut un accord avec une petite fraction de la gauche du PSA (Parti socialiste argentin), dirigé par l'ancien député Juan Carlos Coral. Le PST est né de cette unification et il parvint, grâce à un grand effort des militants, à dépasser l'exigence de 40 000 membres pour être reconnu légalement comme un parti national. Ce fut un grand triomphe.

L'intervention électorale

L'un des aspects les plus importants de l'utilisation de la légalité était l'intervention dans les élections de mars et de septembre de 1973. Le PST intervint avec la tactique du Front des travailleurs, c'est-à-dire en ouvrant ses listes à tous les militants et dirigeants ouvriers avec une orientation de classe qui voulaient y participer, même sans être membre du parti. Dans les élections présidentielles en septembre, le PST proposa même le tandem Agustín Tosco – Armando Jaime (chef péroniste de gauche de la province de Salta). Bien que ces dirigeants n'acceptèrent pas la proposition, celle-ci démontrait la politique unitaire du parti, une politique appréciée dans l'avant-garde.



Juan Carlos Coral et José Francisco Paez, candidats du Parti socialiste des travailleurs lors des élections présidentielles de septembre 1973.

Dans le livre *intitulé Le Parti et la Révolution*, connu sous le nom de *Morenazo*, Moreno explique, dans un débat avec Mandel, que cette participation électorale était la clef, dans la conjoncture de l'Argentine en 1973, pour pouvoir exprimer la politique révolutionnaire : « *C'est-à-dire, si les masses ont des illusions dans les élections, si partout dans les lieux de travail on en discute, si tout cela est la réalité, la façon de formuler notre politique passe nécessairement par cette question qui retenait l'attention du mouvement de masses – même si ces élections freinent les mobilisations (comme ce fut le cas en l'Argentine), dans l'espoir qu'elles (ou le péronisme triomphant) résoudront les problèmes*. »

Notre politique et nos mots d'ordre ne changeaient pas : « *La participation aux élections est le point de départ nécessaire pour dénoncer qu'elles sont un piège, pour faire valoir que la seule voie est la mobilisation, et pour insister sur la nécessité d'un parti ouvrier indépendant de la bourgeoisie. Si nous ne participons pas en elles, notre dialogue politique avec le mouvement de masse est coupé. Nous pouvons dire exactement la même chose sans participer au processus électoral, mais les masses, embarquées dans ce processus, ne nous entendront pas*. »

C'était vraiment une école d'intervention électorale révolutionnaire. Tout d'abord, nous avons utilisé les élections pour diffuser et promouvoir les luttes et y participer. Par exemple, un candidat à la mairie de San Nicolás (un ouvrier de l'entreprise métallurgique SOMISA, la plus grande du pays) dirigea l'occupation de l'usine en conflit et fit une grande partie de sa campagne à partir de cette occupation. Ensuite, les élections furent utilisées pour dénoncer le rôle que Perón et le péronisme venaient à jouer, et pour diffuser le programme et la nécessité d'une révolution socialiste dans le pays.

L'avant-garde ouvrière et étudiante reçut diverses propositions lors de ces élections. Un secteur, à coup sûr majoritaire, soutint le péronisme. Le PC intervint par le biais de l'APR, un front avec de vieilles organisations « gorillas » (antipéronistes) qu'il camouflait avec un manteau de « gauche. La plupart des organisations étaient contre la légalisation et la participation, au motif qu'il s'agissait d'une politique « réformiste ». Le PCR et VC lancèrent le slogan « Ni putsch ni élections, révolution » ; le PRT-ERP proposa : « Ni votes, ni bottes, fusils et couilles » ; le PO appela à l'abstention ou au vote blanc. La plupart d'entre eux ont régressé ou ont eu une croissance très faible. Le PRT-ERP a poursuivi sa construction, mais avec une orientation qui l'a conduit à la catastrophe.

Le courant moréniste fut le seul à avoir la politique révolutionnaire correcte de la légalisation et de l'utilisation des élections pour gagner une portion de l'avant-garde ouvrière et étudiante (petite, mais importante) pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire. Fin 1973, il avait dépassé les 1 000 militants et il avait ouvert 40 sièges du parti dans tout le pays. Il avait également remporté une importante génération de cadres parmi les étudiants, notamment dans le secteur secondaire. Il était déjà un fort parti d'avant-garde, de renommée nationale.

Les gouvernements péronistes

A partir des élections de mars, le processus s'est accéléré à un rythme intense. Lors de ces élections, Perón resta en dehors du pays et postula des figures secondaires du mouvement : le tandem Campora – Solano Lima gagna avec 50 % des voix. Mais ce gouvernement s'avéra être bien trop faible pour contenir la montée, qui suivait son cours avec la mobilisation qui libéra les prisonniers politiques de la prison de Devoto, d'innombrables grèves et manifestations, l'occupation de facultés et d'écoles, etc.

La bourgeoisie était inquiète à cause de la dynamique de la situation et promut une révolution de palais par le biais de l'extrême droite péroniste. Celle-ci provoqua la démission du gouvernement et installa Raul Lastiri comme président temporaire. Lastiri était le



gendre de José López Rega, ministre du Bien-être et figure de proue de ce secteur. Comme nous l'avons dit, Perón et le péronisme avaient changé et étaient prêts à mettre en œuvre les plans de l'impérialisme et de la bourgeoisie. C'est pourquoi ils gardaient López Rega au sein du gouvernement et lui donnaient beaucoup d'espace. Puis Perón décida de rentrer au pays.

Lors des élections présidentielles de septembre, il se présenta en tandem avec son épouse Isabel et gagna avec un score impressionnant de 62 %.

Son gouvernement, beaucoup plus fort que le précédent, maintint le virage à droite et parvint temporairement à contenir quelque peu la montée. Dans ce cadre, il s'opposa aux Montoneros, qui furent expulsés de la structure officielle du péronisme. Mais Perón mourut un mois après, ce qui signifia un coup dur pour le gouvernement, le régime et le plan de la bourgeoisie.

Le gouvernement d'Isabel poursuivit la politique mise en œuvre par Perón, mais sans le soutien de masses dont disposait le caudillo, et dans la pratique, c'est la clique de Lopez Rega qui prit le contrôle. Ce gouvernement manquait de force pour imposer ses objectifs. Il était soumis à une double pression, celle de la montée, et celle des exigences de la bourgeoisie et de l'impérialisme pour attaquer durement le salaire et les acquis des travailleurs, dans le cadre d'une crise économique croissante.

La proposition de la Coordination

Dans ce cadre, l'orientation de classe continuait à avancer. Une liste dirigée par Alberto Piccinini remporta les élections syndicales des métallos de Villa Constitución, dans la province de Santa Fe, qui abrite un complexe d'usines avec des milliers de travailleurs. Le refus du Ministère du Travail et de la direction nationale des métallos (haut lieu de la bureaucratie syndicale nationale) de reconnaître le résultat provoqua un conflit de plus d'une semaine, avec des mobilisations dans pratiquement toute la ville, avec comme résultat l'obtention de la reconnaissance de la nouvelle direction.

Peu de temps après, une assemblée générale réunit dans cette ville des milliers de militants, représentants de toutes les structures dirigées par la gauche et l'orientation de classe (avec toutefois l'absence des Montoneros). Un secteur influencé par le PST y proposa ce qui était un des piliers de sa politique à l'époque : la formation d'une coordination nationale de ces secteurs – on estime que 10 % des plus grandes entreprises du pays étaient dirigées par des secteurs antibureaucratiques – afin de créer un pôle de direction alternative pour promouvoir les luttes contre le patronat et le gouvernement et affronter la bureaucratie syndicale péroniste.

Malheureusement, la proposition ne fut pas approuvée parce que les secteurs influencés par la guérilla et l'extrême gauche (la majorité dans l'assemblée) y étaient opposés. C'était une grosse erreur, car de cette façon, un processus qui aurait été crucial pour le cours des événements à venir était freiné et retardé.

Le Rodrigazo

Le gouvernement d'Isabel virait de plus en plus à droite. Sous sa protection, la clique de Lopez Rega lançait des bandes parapolicières connues sous le nom de « Triple A » pour attaquer et assassiner des militants ouvriers et de gauche. Dans la période allant jusqu'au coup d'Etat, 16 militants du PST y ont trouvé la mort. Les organisations de guérilla répondaient par des attaques et des opérations, dans une escalade de « mini-guerre » qui diluait de plus en plus la situation politique et qui justifiait la politique du gouvernement de militarisation croissante de la répression, même dans les zones sous contrôle de l'armée, comme la province de Tucumán.

Dans ce contexte, le gouvernement d'Isabel nomma Celestino Rodrigo (de l'entourage de Lopez Rega) comme ministre de l'Economie en juillet 1975. Sous la pression de l'impérialisme et des patrons, Rodrigo lance alors un plan économique annulant les augmentations de salaire récemment accordées lors des conventions collectives et appliquant une hausse des prix entre 200 et 300 % pour les services publics, l'énergie et les carburants.

Les travailleurs réagirent avec une grande colère et la bureaucratie syndicale (dont le poids dans la base ouvrière reposait en grande partie sur ces conventions) appela à une grève générale et une manifestation sur la Plaza de Mayo, exigeant la démission de Lopez Rega et de Rodrigo. Dans cette conjoncture, le PTS menait, d'une part, une politique de front unique ouvrier contre le gouvernement, et encouragea, d'autre part, la formation de coordinations régionales autour des grandes usines ou il dirigeait le syndicat, comme l'usine textile Grafa (5 000 ouvriers), dans le Nord de la ville de Buenos Aires. La grève fut un succès et Lopez Rega et Rodrigo démissionnèrent.

Vers le putsch

La bureaucratie de la CGT, préoccupée par l'instabilité politique croissante, cessa alors immédiatement de promouvoir les luttes et essayait dorénavant de renforcer le gouvernement. La situation nationale était chaotique. La chute du plan de Rodrigo généra une hyperinflation, ainsi qu'une vague de grèves pour le salaire à partir de la base.

La « mini-guerre d'appareils », de la Triple A et de l'armée contre les organisations de guérilla, s'intensifiait, celles-ci étant de plus en plus exsangues et affaiblies. D'autre part, ce fait générait une grande confusion dans la conscience des masses, qui en avaient mare de cette violence.

En février 1976, le gouvernement en remit une couche avec un plan similaire à celui de Rodrigo, cette fois avec Mondelli comme ministre. La réponse ne se fit pas attendre et une vague de conflits conduisait à une grève générale de fait. Mais cette fois, elle n'était pas promue par la bureaucratie, mais par les délégués et les comités d'entreprise. Les coordinations régionales se multipliaient et se renforçaient. Le PST y avait une grande influence et son nombre de militants s'approcha de 2 000.

La bureaucratie était en train de perdre la direction du mouvement ouvrier, et l'impérialisme et la bourgeoisie accélèrent alors leurs plans putschistes, soutenus par le principal leader de l'opposition bourgeoise, Ricardo Balbin, de la *Unión Cívica Radical,* qui dénonça publiquement les dirigeants de la grève comme « guérilla d'usine ». La bourgeoisie, qui avait parié sur le retour de Perón pour stabiliser le pays, voyait maintenant le gouvernement d'Isabel Perón de plus en plus affaibli et se sentait menacée, craignant que les masses puissent avancer jusqu'à mettre en question le pouvoir.

Le coup d'Etat du 24 mars 1976 et la répression sanglante – qui tua, emprisonna ou contraignit à l'exil une grande partie de l'avant-garde – finirent par mettre un terme à la montée



commencée avec le Cordobazo. Un plan fut mis en œuvre pour avancer résolument contre le mouvement ouvrier et pour augmenter d'un cran la colonisation impérialiste du pays. Les travailleurs étaient presque paralysés, entre la haine contre le gouvernement d'Isabel et le rôle néfaste de la guérilla.



Mobilisation des travailleurs de banque, en juillet 1975, lors du Rodrigazo.

Le rôle négatif de l'extrême gauche

Les organisations de la guérilla et des ultragauchistes ont joué un rôle complètement négatif dans ce processus, en accumulant la confusion et en allant à contre-courant de l'évolution naturelle de la montée.

Tout d'abord, elles ont continué la lutte armée contre des gouvernements avec lesquels les masses n'avaient pas encore fait leur expérience. Essentiellement, elles ont soutenu une « mini-guerre » d'appareils avec les bandes parapolicières et l'armée, que les masses voyaient comme d'un autre monde, et elles ont généré beaucoup de confusion. Elles opposaient cette « guerre » aux actions réelles des masses (des grèves, des manifestations). Et en outre, la guérilla servait de prétexte pour la militarisation de la répression et pour le putsch (venu à « pacifier le pays »), qui obtenait ainsi une base sociale dans des secteurs importants de la classe moyenne qui réclamaient « de l'ordre ».

Deuxièmement, comme nous l'avons vu, ces organisations se sont opposées de façon permanente à la formation des coordinations comme alternative de direction, dont la formation et le renforcement, depuis des années, auraient pu être un élément qui aurait changé la dynamique de la situation.

Mais leur politique était encore plus criminelle.

A un moment clef du processus, elles ont éloigné de l'usine leurs dirigeants ouvriers les plus importants pour les emmener à combattre dans la guérilla. Un des cas les plus connus est celui de *Siderúrgica Propulsora*, une usine importante à La Plata, dont le principal dirigeant appartenait au PRT-ERP. Ce dernier tint une assemblée pour annoncer qu'il quittait l'usine et rejoignait l'action de guérilla de son organisation. C'était une politique qui ne pouvait que démoraliser les travailleurs et leur faire perdre confiance en leurs forces, puisqu'ils ne comprenaient pas cette « mini-guerre d'appareils ».

Un bilan final

Pour conclure, il convient de jeter un coup d'œil sur le sort ultérieur de certains des courants impliqués dans le processus. Aujourd'hui, beaucoup de cadres et de dirigeants Montoneros ont rejoint le gouvernement des Kirchner. Auparavant déjà, ils avaient soutenu le champion de la soumission, le gouvernement de Menem.

Le PRT-ERP a quitté la Quatrième Internationale – Secrétariat unifié (SU) en 1974. Déjà avant le coup d'Etat, il était très affaibli par son aventure de guérilla. Quelques mois après le putsch, sa haute direction, y compris Santucho, trouva la mort lors d'une opération militaire dans la planque où ils vivaient. A la fin de sa vie, Santucho défendait le rôle de la bureaucratie stalinienne en URSS et était prêt à s'unir avec les Montoneros (en fin de compte, une organisation nationaliste bourgeoise). Le PCR, pour sa part, a réalisé depuis 1975 un accord avec la droite péroniste, un accord qui, en termes généraux, tient toujours.

Le PST a eu une activité héroïque dans la résistance contre la dictature, à un coût de près de 100 personnes portées disparues et assassinées, et plus de 300 prisonniers. D'autres militants ont quitté le pays et ont été les piliers de la fondation et la construction de la LIT-QI. Depuis 1982, ils ont jeté les fondements du MAS, qui est arrivé à être le plus grand parti trotskiste dans le monde et le plus fort de la gauche en Argentine. La construction du PST, puis du MAS, est restée comme un exemple et a attiré de précieux cadres et organisations de la Colombie, du Brésil, du Venezuela, de l'Europe. Le PST a été une référence vivante dans la lutte pour la construction d'une direction internationale trotskyste. Il est donc très important, en ce 30e anniversaire de la LIT-QI, de tirer les leçons de ce parcours, dont nous sommes fiers.

__________)

1 Ce superlatif de « Cordoba » désigne « un évènement majeur dans la lutte, concernant » cette ville. Cette construction linguistique se répète dans d'autres mots de cet article, comme Morenazo et Rodrigazo. (NdT)

2 Le PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs) était scindé en deux partis, identifiés depuis lors par leur journal respectif : *El Combatiente*, pour le parti de Santucho, qui a opté pour la guérilla, et *La Verdad*, pour le parti resté avec Moreno. (NdT)

3 La Fraction léniniste-trotskyste, une fraction au sein du SU, formée par cette minorité. (NdT)

4 Livre sur la Conférence fondatrice de la LIT, éd. Marxismo Vivo, p. 96

Notre hommage aux morts du PST

Avant le coup d'Etat, les bandes de l'extrême droite ont assassiné 16 camarades du PST : Inocencio « Indio » Fernández, Mario « Tano » Zidda, Oscar Meza, Antonio Moses Bechara, César Robles, Rubén Boussas, Juan Carlos Nievas, Lidia Agostini, Hugo Frigeiro, Ana María Guzner Lorenzo, Adriana Zaldúa, Roberto « Laucha » Loscertales, Carlos « Dicky » Povedano, Patricia Claverie, Oscar Lucatti et Carlos Scafide. Après le putsch, le PST a eu environ 100 personnes portées disparues et assassinées. A eux notre plus profond hommage.

Camarades assassinés du PST : Présents !

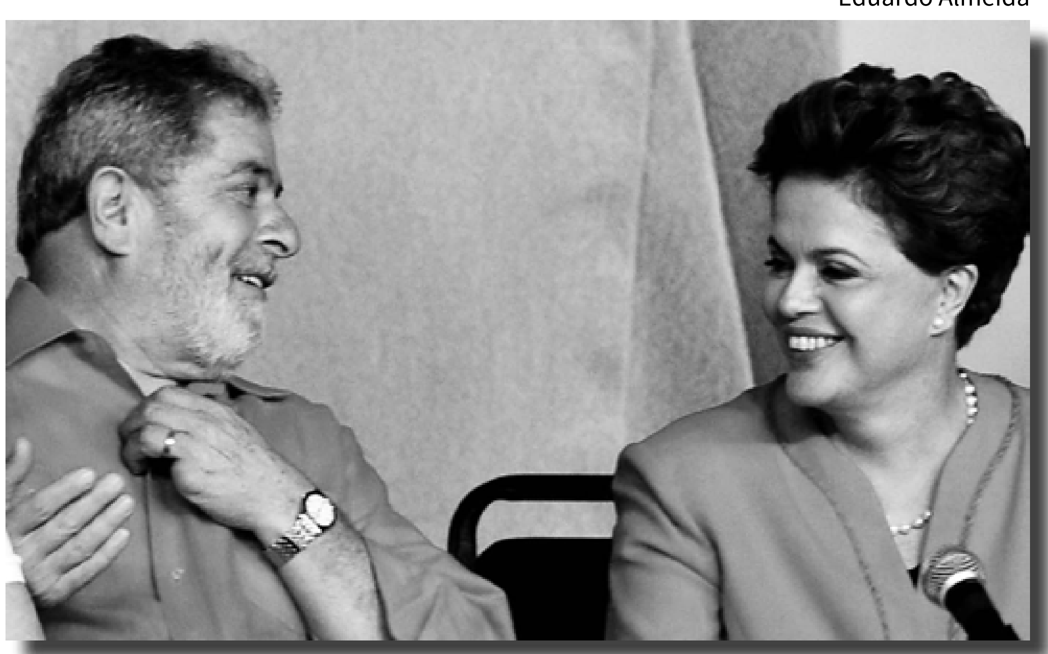


Brésil

Le PT a remporté les élections, mais l’espace de l’opposition de gauche s’élargit

Eduardo Almeida

Le bilan des élections indique une nette victoire du PT et des partis proches du pouvoir, ce qui reflète la situation de stabilité capitaliste et de popularité des gouvernements de Lula et de Dilma Rousseff.



La majorité des travailleurs et du peuple ont voté pour le PT, croyant avoir ainsi un allié au sein du gouvernement. Cette idée a été renforcée dans la campagne électorale par les candidats de ce parti qui se présentaient comme des « défenseurs des pauvres ».

L’opposition de droite a été défaite, malgré la diffusion énorme du procès du *mensalão*, le scandale d’une corruption parlementaire pour faire voter des lois, découvert en 2005 et impliquant directement le gouvernement du PT. Le procès et la condamnation de la direction historique du PT (avec des personnages comme Zé Dirceu et Genoino), en plein processus électoral et avec une énorme publicité des médias, étaient une manœuvre de l’opposition de droite pour ternir l’image électorale du gouvernement. Mais cela n’a pas empêché le PT de remporter l’élection.

La présentation de l’opposition de droite comme celle qui « lutte contre la corruption » était une grande comédie, sans résultats. La direction du PT peut bien être plus corrompue encore, que ce que le *mensalão* a dévoilé – on ne dit rien à propos de Lula, par exemple –, mais le PSDB et le DEM, deux partis de droite, font exactement la même chose.

L’autre grande comédie des élections n’a pas été démasquée : ce n’est pas vrai que le PT est « le défenseur des pauvres ». Au contraire, les gouvernements de Lula et de Dilma ont presque triplé les bénéfices des grandes entreprises au Brésil, avec le soutien direct des banques, des sous-traitants et des multinationales. Comme il y a eu une période de croissance et qu’ils utilisent la figure de Lula, du PT et de la CUT, ils peuvent apparaître comme « du côté des pauvres », même si ce sont des gouvernements qui défendent les intérêts des grandes entreprises.

Cette comédie était encore une fois présente dans ces élections. La stabilité économique et politique s’est exprimée dans une victoire de la coalition au pouvoir. Et là où le gouvernement perdit, c’était en général l’opposition de droite qui gagna.

Les résultats démontrent la victoire du PT

Le résultat de la ville de São Paulo est l’expression la plus importante de cette victoire du PT. C’est la ville la plus importante du pays, économiquement et politiquement, et c’est là que les élections reflètent le plus la situation nationale. José Sierra, le candidat vaincu du PSDB, était la figure de proue de la droite depuis la présidence de Lula, et sa défaite (à 70 ans) met probablement fin à toute dispute importante dans l’avenir. Haddad, le candidat victorieux du PT, était un défi personnel de Lula, qui a lancé un personnage presque inconnu, comme il avait déjà fait avec Dilma. C’est une victoire catégorique du PT et une défaite de l’opposition de droite.

Lors du premier tour, le PT avait déjà remporté une victoire, passant de 16,6 millions de voix en 2008 à 17,2 millions (c’était le plus grand parti du pays), et de 4 168 conseillers élus en 2008 à 5 067. Il a encore élargi sa victoire au second tour, où il a obtenu 635 mairies, contre 550 en 2008.

Il y a des capitales des Etats fédérés où le PT a été battu carrément, comme Porto Alegre, Belém et Rio de Janeiro. En d’autres capitales, il a perdu des positions importantes, gardant



toutefois un bon score. C'est le cas de Belo Horizonte et les villes voisines. Mais le résultat global du pays est une victoire indéniable du PT. Bien qu'il ait obtenu une municipalité à moins parmi ces capitales (passant de cinq à quatre), il a pris le contrôle de São Paulo, la municipalité la plus importante de toutes.

En outre, il est important de compter aussi la victoire des partis proches du pouvoir : Paes (du PMDB à Rio de Janeiro), Fortunatti (du PDT de Porto Alegre) et Fruet (du PDT de Curitiba).

La défaite de l'opposition de droite est nationale. Le PSDB est descendu au premier tour de 14,5 millions de voix (2008) à 9,5 millions, et de 5 897 conseillers élus (2008) à 5 146. Au deuxième tour, il n'a obtenu que 702 mairies (787 en 2008) ; et il a eu des défaites qualitatives, comme à São Paulo. Le DEM est descendu au premier tour de 9,4 millions (2008) de voix à 3,5 millions et de 4 801 conseillers élus (2008) à 3 209, et il n'a obtenu que 278 mairies (495 en 2008).

Bien sûr, l'opposition de droite n'est pas morte. Aécio Neves (ancien gouverneur de Minas Gerais, du PSDB) s'est renforcé et peut récupérer un espace pour les élections présidentielles de 2014, selon l'évolution de l'économie et l'usure de Dilma. Mais sa défaite dans ces élections est indéniable.



Fernando Haddad, du PT, élu maire de la ville de São Paulo

Maintenant, les attaques contre les travailleurs

Les travailleurs qui ont voté pour le PT pensaient qu'ils votaient un allié contre la droite. Ils rêvent de meilleurs salaires et d'emplois, et de continuer à élargir leur consommation. Cependant, le gouvernement de Dilma répond aux besoins des grandes entreprises nationales et multinationales opérant dans le pays.

La crise économique internationale commence à pointer son nez au Brésil, et le gouvernement de Dilma se prépare à lancer des attaques dures contre les travailleurs. L'élaboration des *Accords collectifs spéciaux* (ACE) en fait partie. Le Syndicat des métallos de l'ABC – le plus important du pays, politiquement, et le berceau de la CUT et du PT – a présenté le projet des ACE (maintenant en discussion au sein du gouvernement, pour être envoyé ensuite au parlement). Le projet légalise ce que les gouvernements de droite ont voulu réaliser sans succès : que les accords négociés entre les entreprises et les bureaucraties syndicales soient inférieurs à ce que la loi stipule. Cela peut signifier que, une fois le projet approuvé, les bureaucraties syndicales puissent conclure un accord mettant fin au treizième salaire et aux vacances, car les entreprises diront que c'est nécessaire pour « éviter une crise ».

Le fait que cette attaque très dure contre les travailleurs soit proposée par la direction du plus grand syndicat du pays indique que le plan politique du gouvernement est de le présenter comme « une proposition des travailleurs ». En effet, depuis de nombreuses années, ce syndicat représente les intérêts des grandes usines automobiles installées dans l'ABC, comme Volkswagen.

Maintenant, avec la victoire remportée par le PT lors des élections, le gouvernement pourrait décider d'entamer à fond ce combat pour imposer une réforme du travail extrêmement réactionnaire dans le pays.

Chacune des voix accordées aux candidats du PT dans cette élection renforce finalement le gouvernement de Dilma dans ses projets nationaux. La manœuvre des élections bourgeoises peut avoir comme résultat cette ironie tragique : avec la victoire du PT, le gouvernement peut se sentir renforcé pour tenter d'imposer les ACE.

L'espace de l'opposition de gauche s'est élargi

Il y avait un espace important pour l'opposition de gauche dans ces élections. Il y a eu un vote sur la gauche, même avec la pression du « vote utile », ce qui s'est manifesté un peu partout dans le pays, en particulier dans le PSOL, qui a élu le maire de Macapá (Amapá), Luís Clécio, et est entré au second tour à Belém. A part cela, il a eu d'autres résultats importants, avec Freixo (Rio de Janeiro – 28 %), Elson (Florianópolis – 14 %) et Renato Roseno (Fortaleza – 11,8 %), ainsi que l'élection de 49 conseillers. Une autre chose, très différente, est ce que fait le PSOL avec ce vote à gauche.

Le PSTU a également eu des résultats exceptionnels, avec l'élection d'un conseiller à Belém et d'une conseillère à Natal. Il a eu des scores importants pour les mairies : Vera (Aracaju – 6,6 %), Silvia (Campinas – 2,16 %), Marcos Silva (San Luis – 2,15 %) et Vanessa (Belo Horizonte – 1,5 %).

Cet espace sur la gauche est un élément nouveau dans la réalité nationale, perceptible dans tout le pays, même



dans les endroits où la pression pour le vote utile a réduit considérablement le choix. Par exemple, à São Paulo, où la gauche a obtenu peu de voix, à cause de la pression du vote « utile pour vaincre Serra », Haddad a dû virer sa campagne vers la gauche pour remplir cet espace. Une campagne qui a commencé avec le soutien de Paulo Maluf (symbole de la corruption de droite) s'est terminée avec « une candidature de pauvres et de riches contre la candidature des riches » (de Serra).

Quelle est donc l'origine de ce grand espace électoral à gauche ? Voilà un des thèmes les plus intéressants dans ce bilan des élections. Celles-ci sont un reflet déformé de la réalité politique : quelle est l'explication de ce résultat ? Serait-il l'expression de l'usure accumulée par dix ans de gouvernement de Front populaire ? Montrerait-il un certain désenchantement avec les partis majoritaires, manifesté aussi dans l'augmentation des votes nuls et blancs ? Serait-il le reflet de la crise économique dans une frange minoritaire ? Ou de la montée syndicale avec les luttes importantes qui ont eu lieu ? Ou même des dénonciations du mensalão, touchant une minorité des masses ? Un autre élément important à vérifier est sa dynamique : cet espace, aura-t-il tendance à se développer ou est-il circonstanciel ?

Si l'on combine les deux éléments les plus importants de ce bilan (la victoire du PT et l'augmentation de l'espace de l'opposition de gauche), on voit un vote plus à gauche que lors des élections précédentes, ce qui indique des changements dans la réalité politique du pays.

Il est important de constater que ces changements se produisent dans le contexte de la situation de stabilité économique et politique. Autrement dit, il n'y a pas eu un changement qualitatif dans le rapport des forces entre les classes. Mais après 10 ans, il y a une certaine usure du gouvernement du PT dans certains secteurs du mouvement de masse. Ces élections reflètent également une certaine usure du régime (usure, pas de crise), avec l'augmentation de l'abstention et les votes nuls et blancs. Même avec toute la polarisation électorale, 25 % des électeurs n'ont voté pour aucun parti. Il ne s'agit pas d'un élément de qualité, mais de croissance quantitative dans cette direction.

Le PSOL et les alliances avec la droite : un feuilleton qui ne vaut pas la peine d'être revu

La façon dont le PSOL a utilisé l'espace électoral de la gauche a transformé ses très bons résultats dans un élément de forte crise dans l'avant-garde.

A Belém, le 21 octobre, Lula soutint le candidat à la mairie du PSOL, Rodrigues Edmilson, dans la propagande électorale, revendiquant les mandats du PSOL et affirmant que « *les bonnes relations entre les municipalités et le gouvernement fédéral sont très importantes* ». Cela a choqué une bonne partie de la gauche, y compris la base même du PSOL. En effet, l'accord avec le PT avait déjà été signé la semaine précédente, et fut révélé lors d'un événement public, sans consulter les autres partis du Front de gauche. La déclaration de Lula, ce dimanche, était la cerise sur le gâteau de cette politique.

Le parti d'Edmilson signa aussi des alliances, en plus de celle avec le PT, avec le PDT et même avec un conseiller du DEM (un parti bourgeois de droite). Suite à cela, le PSTU a été contraint de rompre l'alliance électorale, signée sous l'engagement de l'indépendance de classe et par rapport au gouvernement. Le PSTU critiquait déjà publiquement le financement de la campagne du candidat du PSOL par des entreprises et la présence de PCdoB (qui participe au gouvernement de Dilma) dans le front.

Le PSOL a obtenu l'élection du maire de Macapá dans une coalition avec la droite la plus rétrograde et oligarchique, des partis tels que le DEM, le PTB et le PSDB. L'alliance, construite par le sénateur Randolfe Rodrigues (PSOL-AP) avec la famille elle-même de l'ancien président, José Sarney, a provoqué la juste indignation de courants et militants du PSOL. Qui plus est, lors du meeting pour célébrer ces alliances, Randolfe a déclaré : « *Nous ne ciblons pas seulement une alliance politique, nous ciblons une nouvelle voie politique à Amapá.* » Pour le sénateur, il ne s'agit donc pas seulement d'une coalition électorale, mais d'une nouvelle orientation dans la politique du parti.



Ivan Valente, le président du PSOL, était en faveur d'accepter des soutiens électoraux de la droite.

Dans le magazine *Veja*, Randolfe défendit cette politique d'alliances : « *Nous ne pouvons pas avoir la vocation d'être un PSTU* ». Il pense peut-être que le PSOL est destiné à être un nouveau PT, car il agit fortement pour que cela se produise.

Une partie importante des conseillers élus par le PSOL l'étaient en alliance avec des partis de droite ou avec de candidats venus récemment de partis bourgeois.

Le PSOL, où va-t-il ?

Belém et Macapa ont provoqué la répudiation véhémente de plusieurs militants et de certains courants du PSOL. Toutefois, l'actuel président du parti, le député Ivan Valente, défend toujours la « flexibilité » des alliances. Dans le magazine *Veja*, il a déclaré : « *Le second tour est différent du premier. Comment pouvons-nous refuser des soutiens ? Nous devons apporter des ressources, investir dans ces villes. Pas question d'être intransigeant.* » Cela montre un virage à droite surprenant et révèle comment serait un éventuel gouvernement du PSOL.

La vérité, cependant, est que ces deux campagnes révèlent une caractéristique regrettable du PSOL, qui emboîte rapidement le pas au PT. Cela a pris au moins deux décennies au PSOL pour s'adapter pleinement à l'établissement et pour se faire une place au soleil, comme les autres. Le PSOL, insistant sur le fait qu'en matière électorale, tous les coups sont permis, achèvera le cycle dans un délai beaucoup plus court.



Amanda Gurgel et Cléber Rabelo sont élus à Natal et à Belém

Lors de ces élections, les travailleurs, les mouvements sociaux et les combattants pour le socialisme ont gagné deux points importants de soutien. Amanda Gurgel et Cléber Rabelo ont été élus comme conseillers pour le PSTU, à Natal et à Belém respectivement, dans deux élections importantes.

L'enseignante Amanda Gurgel est devenue fameuse après qu'une vidéo, dans laquelle elle dénonce la situation dans l'éducation, a fait fureur sur internet. Elle est la conseillère qui a récolté le plus de voix dans l'histoire de la ville, près de 32 600, environ 9 % du total des voix valables et plus de 24 000 voix d'avance sur la deuxième place. Pour avoir une idée : avant elle, le conseiller municipal le plus voté de la ville avait 14 000 voix. Le vote d'Amanda a garanti deux places de plus pour le Front Large de Gauche (PSOL et PSTU).

« Je suis fière d'être du PSTU, enseignante, et femme »

Amanda Gurgel a remercié avec émotion les voix reçues, tout en insistant cependant sur le fait que le plus important de son mandat devra être la mobilisation et la lutte. « *Tous les camarades ici, du plus ancien au plus nouveau, savent que notre place est la lutte. Nous avons toujours insisté pour que ce soit clair. Nous n'avons jamais dit : ''Vous devez voter Amanda Gurgel pour obtenir l'asphaltage de votre rue.'' Chacune des 33 000 personnes qui ont voté pour nous a le devoir de construire ce mandat.* » Concernant la victoire historique, Amanda reconnut que ses caractéristiques personnelles étaient importantes, mais elle déclara : « *Cela n'aurait pas été possible, si mon parti n'était pas un parti socialiste, un parti révolutionnaire.* » Elle a donné un aperçu palpitant de son expérience avec le PSTU : « *Dans la première grève où j'ai participé, j'ai vu qui construisait la lutte, qui était avec les travailleurs, qui portait le drapeau, et ce parti était le PSTU.* »Dans le discours qu'elle a tenu devant les militants et ceux qui avaient soutenu



sa candidature, Amanda a réaffirmé, arrachant des larmes à ceux qui étaient présents et à ceux qui accompagnaient la commémoration par Internet, partout dans le pays : « *Je suis très fière d'être du PSTU, d'être une enseignante, d'être une femme, et avec beaucoup de fierté je dis que c'est une victoire pour nous tous.* »

En avant l'ouvrier, Cléber Rabelo conseiller !

L'élection du premier ouvrier de la construction civile pour le Conseil de la ville de Belém a ému beaucoup de gens dans la nuit du dimanche 28 octobre. Avec 4 691 voix, Cléber Rabelo, ouvrier de la construction, fut le troisième plus voté dans la coalition PSOL / PSTU. Il est arrivé au siège du PSTU à Belém sur les épaules de



centaines d'ouvriers, membres du parti et militants de la campagne. Aux dires de Willian Moto, de la direction du parti, « *la fête était si grande que les gens ont fermé la rue Almirante Barroso, où se trouve le siège du PSTU, l'une des rues principales de la ville* ».

Sur le seuil du local du PSTU, Cléber remercia pour l'élection ceux qui avaient apporté leurs efforts à une campagne financée par la classe ouvrière et non par les patrons. « *Je remercie les travailleurs qui m'ont voté. Ce n'est pas ma victoire, mais celle de tous les travailleurs de Belém, en particulier celle des travailleurs de la construction civile. Ce mandat sera un point de soutien pour les luttes des travailleurs, non seulement de Belém, mais de tout le Brésil,* » dit-il avec émotion.

Cléber souligna également que son mandat sera construit avec l'indépendance politique et financière par rapport aux patrons. « *Mon mandat ne sera pas de bureau. Notre bureau, ce seront les ouvriers, les quartiers où vivent les travailleurs de Belém.* »

Le conseiller ouvrier assura également que dans son mandat, il n'y aura pas de privilèges, et il annonça sa première mesure dans le conseil municipal : « *Le premier projet que nous allons présenter au Conseil sera précisément de réduire les salaires des politiciens et de mettre un terme à leurs privilèges ; nous présenterons également un projet de vérification des comptes de la mairie.* » Et il ajouta : « *Il s'agit d'un premier pas important pour la lutte des travailleurs, mais c'est aussi une occasion pour montrer comment, de fait, on construit un mandat socialiste.* » La victoire a été célébrée non seulement dans les deux capitales, mais dans tout le pays. C'était deux campagnes militantes, sans l'argent des entreprises ou des sous-traitants, sans agitateurs électoraux payés, et sans abaisser le programme socialiste, pour construire une ville pour les travailleurs.



La Colombie

Santos et les FARC négocient sous le feu

Luis García

Le 18 octobre dernier, à Oslo (Norvège), le gouvernement de Juan Manuel Santos et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont fait une présentation publique des négociations de paix qui, comme convenu dans « l'Accord général pour mettre fin au conflit et pour construire une paix stable et durable », se poursuivent à La Havane (Cuba) depuis le 15 novembre.



Par décision du gouvernement, les négociations vont se poursuivre sans la cessation des opérations militaires de part et d'autre.

La bourgeoisie et l'impérialisme mondial se sont exprimés en faveur du processus, qui a pour eux un grand intérêt, dans la mesure où il peut conduire à la cessation d'un conflit armé qui dure maintenant depuis un demi-siècle. Mais quelles sont les limites et les perspectives de ces négociations ?

Un collaborateur régulier du journal *El Socialista*, du *Parti socialiste des travailleurs* de la Colombie, apporte quelques réponses à ces questions.

De la reddition inconditionnelle à la reddition négociée

On pourrait résumer la politique de négociation de l'ancien président Alvaro Uribe – un représentant du secteur des grands propriétaires terriens de la bourgeoise, étiqueté comme le promoteur de l'organisation paramilitaire – comme une proposition de reddition inconditionnelle. Santos, par contre – proche de la grande bourgeoisie plutôt liée aux intérêts de la banque internationale et des entreprises transnationales – ne conçoit pas les relations entre exploiteurs et exploités de la même façon que le propriétaire foncier Uribe. Santos a un regard stratégique sur le pouvoir et les progrès réalisés par la bourgeoisie colombienne au cours des 50 dernières années, parfois en dépit de la guerre et d'autres fois grâce à elle. Et il a fait une évaluation minutieuse de la possibilité de faire quelques concessions, en échange du fait que les FARC mettent fin au soulèvement armé et fassent de la politique par d'autres moyens – pourvu qu'ils soient différents de ceux de la guerre – y compris des moyens que l'organisation de guérilla n'a pas été en mesure d'utiliser pendant les 50 dernières années.

L'ordre du jour et les éventuelles concessions de Santos

Voyons d'abord quelques-uns des principaux points de l'ordre du jour, et essayons d'imaginer ce que chaque partie pourrait céder dans chacun d'eux.

• *La politique de développement agraire intégral*

C'est le premier point à l'ordre du jour. Le texte de l'accord stipule que « *Le développement agricole intégral est essentiel pour la promotion de l'intégration des régions et du développement économique et social équitable du pays.* » La formulation est si générale qu'elle peut contenir n'importe quoi, et toute entente est possible.

Divers aspects sont alors détaillés dans les six sous-points : « *L'accès à la terre et son utilisation. Les terres improductives. La formalisation de la propriété. La frontière agricole et la protection des zones de réserve.* [...] *L'infrastructure et la mise en valeur des terres.* [...] *Le développement social, l'éducation, le logement...* [...] *L'encouragement à la production agricole et à l'économie solidaire et coopérative.* [...] *Les subventions...* [...] *Le crédit...* »

Du point de vue de la bourgeoisie et du gouvernement, d'amples secteurs sont intéressés par le développement agricole, car cela leur permettrait d'élargir leurs affaires. Toutefois, jusqu'à présent, ils l'ont fait sur un modèle de grande propriété terrienne, avec à la clef le pillage de la paysannerie pauvre. Mais il y a la possibilité d'apporter des ajustements au modèle, et de fait, il y a des secteurs bourgeois qui y sont favorables.

Du point de vue des besoins immédiats des communautés vivant dans les zones de colonisation ou de frontière agricole, où les FARC ont une influence notable – sans moyens de transport adéquats, sans services publics, sans possibilité de commercialiser leurs produits à des prix favorables – la marge d'éventuels accords avec un gouvernement comme celui de Santos est assez grand pour la guérilla. Il peut y avoir des compromis de plans de travaux publics, des postes d'attention sanitaire, une meilleure couverture pour l'éducation et la santé, du crédit pas cher pour quelques milliers de familles paysannes, etc. Rien de tout cela ne va générer une collision frontale avec le plan économique et social de Santos pour la campagne, ni modifier, en substance,



Álvaro Uribe, ancien président de la Colombie, s'oppose aux négociations.



la situation de la grande majorité des exploités, marginalisés et opprimés du pays.

Concernant les questions agraires, les thèmes proposés dans l'ordre du jour sont apparemment complémentaires à la politique existante développée par la *Loi des victimes et de restitution des terres*, c'est-à-dire la légalisation du pillage, sans la moindre chance de retour réel des personnes déplacées de leurs territoires. La vie de ces dernières se trouve toujours dans le collimateur de ce qu'on appelle maintenant « les armées contre la restitution », qui abondent dans tout le territoire national et agissent chaque jour avec plus de violence contre les revendications des communautés qui exigent le respect de la loi.

Les proclamations révolutionnaires des FARC, telles que la Loi 001 de « réforme agraire révolutionnaire », adoptée lors de sa septième Conférence, le 14 mai 1982, sont reléguées bien loin dans le passé. Dans son Article 2, cette Loi stipulait : « *Tous les propriétés ou concepts (sic) d'entreprises étrangères – dans les domaines du pétrole, de l'exploitation minière, de la banane, du bois, etc. – sont abolis à compter de la promulgation de la présente loi et passent sous le contrôle des Forces armées révolutionnaires de Colombie/Armée populaire (FARC-EP). Toutes les propriétés personnelles des latifundistes ou celles prises en charge par les sociétés anonymes, limitées, en commandite ou de fait, sont également supprimées et passent sous le contrôle des Forces armées révolutionnaires de Colombie/Armée populaire (FARC-EP). Celles-ci les remettront en usufruit aux paysans sans terre, en conformité avec le programme agraire de la guérilla, sur la base d'unités économiques définies par le Comité national pour la réforme agraire.* » Entre cette formulation et celle qui pourrait éventuellement faire l'objet d'un accord avec un gouvernement comme celui de Santos, il y aura certainement une grande distance.

Il est intéressant de rappeler, en marge de l'ordre du jour accepté par les FARC, que celui-ci ne contient pas la moindre phrase concernant le plus gros problème de tout le pays, un problème qui affecte et affectera des millions d'habitants des villes, grandes, moyennes et petites, et qui a déjà produit d'énormes affrontements sociaux et continuera à en produire. Nous nous référons à l'exploitation minière à grande échelle par les multinationales, promue par Santos, qui offre en concession la quasi-totalité du territoire national pour l'exploitation impitoyable des ressources naturelles. Nous avons sous les yeux la lutte contre le projet aurifère de Santurbán dans le nord-est du pays (menaçant l'approvisionnement en eau à Bucaramanga, l'une des principales villes de la Colombie), ou la lutte dans le département de Tolima contre le projet de La Colosa, qui ruinerait les cours d'eau et la pêche dans la région. Cet « oubli » ne serait-il pas la plus grande concession des FARC au gouvernement de Santos et à son plan économique ?

• La participation politique

La participation politique est le second élément majeur de l'agenda. On y mentionne plus en détail : « *Des droits et des garanties pour l'exercice de l'activité politique, en général, et pour les nouveaux mouvements qui émergent après la signature de l'Accord final, en particulier. L'accès aux médias.* [...] *Des mécanismes démocratiques de la participation citoyenne...* [...] *Des mesures efficaces pour promouvoir une plus grande participation à la vie politique nationale, régionale et locale...* [...] *L'égalité de conditions avec garanties de sécurité.* »

La marge et les possibilités de faire des concessions aux FARC dans ce domaine sont suffisamment larges pour que l'équipe de négociation du gouvernement puisse montrer une certaine générosité. C'était déjà le cas, il y a deux décennies, avec d'autres mouvements de guérilla plus petits comme le M-19. De toute évidence, ce point de l'ordre du jour sera le principal terrain de possibles concessions gouvernementales pour obtenir que les FARC poursuivent dorénavant leur politique par d'autres moyens que ceux de la guerre.

• La fin du conflit

La fin du conflit est un point majeur du programme, le troisième. Il comprend : « *Le cessez-le-feu et la fin des*


Combattants des FARC

hostilités, de façon bilatérale et définitive. La déposition des armes. La réincorporation des FARC-EP à la vie civile – sur le terrain économique, social et politique – [...] *La révision de la situation des personnes privées de liberté, jugées et condamnées.* [...] *Des garanties de sécurité.* »

Tout ceci n'est, en dernière instance, qu'opérationnel, quoique d'une importance décisive, et dépendra en grande partie des accords conclus dans les deux points précédents. S'il y a accord sur ces derniers, on trouvera dans ce troisième point des solutions aux problèmes, même les plus complexes, qui sont nombreux.

Concernant la réincorporation des militants « *à la vie civile – sur le terrain économique, social et politique* », et concernant la « *révision de la situation des personnes privées de liberté, jugées et condamnées* », il y a diverses expériences : des subventions pour une période de temps, des quotas et des bourses dans les universités, des quotas d'emploi dans les organismes de l'Etat et les entreprises privées « généreuses », etc. D'autre part, pour la situation des détenus, des jugés et des condamnés, il y a tout un catalogue juridique qui comprend : la peine avec sursis, la liberté conditionnelle, la condamnation sans privation de liberté, etc. Ce n'est pas cela qui posera problème.

Parmi les thèmes qui peuvent éventuellement poser des problèmes plus complexes, il y a la destination finale des armes en possession des FARC. La formule retenue – « déposition des armes » – est délibérément ambiguë. Des porte-parole des FARC ont parlé de « cesser d'utiliser » les armes, ce qui est une forme particulière de « déposition » qui n'exclue pas la possibilité d'en garder la possession.

Les FARC ne sont pas – et n'ont jamais été – une guérilla de caractère ouvrier révolutionnaire, qui soit prête à se soumettre aux décisions des organisations de masses. Si tel avait été le cas, le problème des armes aurait une solution, sans la connotation de reddition qu'exprimerait leur remise au gouvernement ou leur destruction : mettre ces armes à disposition des organisations des masses ouvrières et populaires pour que celles-ci décident démocratiquement sur leur sort.



Tirofijo, dirigeant historique des FARC, décédé en 2008

Il va de soi que les exigences du gouvernement prendront en considération les variantes classiques elles que : les fondre en un monument pour la paix, les jeter à la mer ou les donner à une organisation internationale qui déciderait de leur sort final. Chacune de ces variantes a la connotation réactionnaire du rejet de l'usage de la violence, l'Etat revendiquant le monopole des armes, un des principes fondamentaux sur lesquels il fonde sa force d'oppression et de domination.

• *Une solution pour le problème des drogues illicites*

Ce point de l'ordre du jour comprend, en tant qu'élément essentiel, « *des programmes de substitution des cultures illicites* ». Sur cela, il y a déjà une ample accumulation d'expériences. Il peut y avoir une contradiction qui ne s'exprimera que dans le moyen et le long terme car, pour le paysannat pauvre, la culture de la coca est, avant tout, une question de survie économique. Avec la culture de la banane ou du manioc ou l'élevage de quelques poulets, il ne peut pas survivre. Son abandon des cultures de coca dépendra de ce que le gouvernement est prêt à investir dans les subventions, les aides, les programmes de mise à niveau des prix, pour que la production agricole dans ces zones soit rentable et permette à la paysannerie de s'assurer de meilleures conditions de survie que celles obtenues avec la coca, et qui sont déjà tout à fait misérables.

Il peut y avoir un accord entre les FARC et le gouvernement sur un plan de substitution des cultures. Ce point ne serait pas un motif pour faire échouer les négociations. Une autre question, tout à fait différente, est ce que signifie une « *solution au problème des drogues illicites* ». Une solution démocratique et de fond à un problème de ce type requiert la légalisation de la culture et de la consommation, une attention à la consommation de drogues psychotropes en tant que problème de santé publique (comme pour l'alcool ou le tabac), et le respect de la culture et de l'utilisation traditionnelle de ces substances par les communautés autochtones. C'est la seule façon d'en finir avec les affaires capitalistes qui se cachent derrière la culture, la transformation et le trafic de ces substances, des affaires rendues très lucratives par l'illégalité et la politique maintenue autour d'elles par l'impérialisme (en particulier l'étasunien).

• *Y aura-t-il paix ?*

Si l'on voit la paix comme la cessation de l'affrontement armé entre les organisations de guérilla et l'Etat, il n'y a pas le moindre doute que cette possibilité existe – étant donnés tous les éléments en jeu, ainsi que la combinaison des circonstances nationales et internationales –, mais elle n'est pas garantie. Les négociations seront complexes pour les deux camps. Mais un accord définitif en ce sens pourra probablement être conclu entre le gouvernement de Santos et les FARC. Pour cela, il faudra des concessions mutuelles dans divers domaines, y compris certaines concessions qui peuvent apparaître comme une victoire importante pour les FARC eux-mêmes. C'est ce que nous appelons une reddition négociée.

Pour le gouvernement de Santos, il s'agit – comme dans beaucoup d'autres pays où des processus similaires ont eu lieu, et d'une manière plus ou moins semblable à ce qui s'est passé avec des groupes précédents de guérilla en Colombie – d'obtenir que ces groupes poursuivent leur politique par d'autres moyens (non par la guerre). Car Santos est convaincu que leurs programmes politiques ne sont pas du tout antagoniques au développement économique et social de sa classe à lui. Et il peut même arriver à gouverner avec eux. Les mois et les années à venir nous diront s'ils arrivent à un accord, et à quel prix pour les uns et les autres, à travers quelles concessions.



Stephany Carolina Garzón Ardila, disparue
Campagne politique

« Aidez-nous à la retrouver »

Depuis le 28 avril dernier, Stephany Carolina Ardila Garzón a disparu à Quito (Equateur). Carolina est une dirigeante de la jeunesse du Parti socialiste des travailleurs (PST), la section colombienne de la Ligue internationale des travailleurs.



La misteriosa desaparición de Carolina, en Quito

La estudiante colombiana llegó a Ecuador, donde la esperaba un grupo de amigos. El 28 de abril se esfumó sin que nadie dé razón de nada.

El Tiempo, le principal journal de la Colombie, a mis en évidence la disparition de la militante trotskyste Stephany Carolina Garzón Ardila, sous le titre « La disparition mystérieuse de Carolina, à Quito ». Son père, Walter Garzon, est également un dirigeant du PST.

Carolina est étudiante en baccalauréat d'arts à l'Université de district de Bogota. L'an dernier, elle s'est imposée comme militante étudiante dans la mobilisation nationale en défense de l'université publique, une mobilisation qui a obligé le gouvernement de Juan Manuel Santos à classer sans suite un projet de loi réactionnaire qui prétendait approfondir la privatisation de l'enseignement supérieur.

Lors d'un congé académique, Carolina voyagea en Equateur, comme elle l'avait fait à plusieurs reprises, mais quelques semaines plus tard, elle a disparu de son lieu de résidence. Après six mois de recherche intense, on n'a pas encore réussi à la retrouver, ni à élucider les raisons de sa disparition. Tant sa famille que ses camarades du PST qualifient catégoriquement sa disparition comme une « disparition forcée », une disparition qui s'ajoute à celle de milliers de victimes du pourrissement de la société capitaliste.

Voici Carolina

Carolina est une représentante authentique de la jeunesse d'aujourd'hui qui lutte pour une société nouvelle. Voici comment l'éminent cinéaste colombien Lisandro Duque la décrit dans un éditorial du journal *El Espectador.*

« A travers la manière d'être de cette jeune femme se retrouvent les désirs des socialistes traditionnels, l'atmosphère familiale dans laquelle elle a grandi, une insouciance aventurière très marquée par sa propre personnalité.

Quand Carolina, à ses 17 ans, étudiait à l'école secondaire de Venecia, elle a dirigé les mobilisations contre les coupes dans le budget de l'éducation et elle a participé aux occupations pacifiques de 100 écoles pendant une semaine. A cette occasion, elle a suivi scrupuleusement les mots d'ordre imposés par le collectif. Mais en marge de cela, elle a flirté avec un mouvement de jeunes appelé *Unidos pa' no estar jodidos* (UPJ – Unis pour ne pas être baisés).

Ayant obtenu son diplôme d'enseignement secondaire, elle est entrée au Service national d'apprentissage (SENA) pour étudier la sérigraphie et s'y est fait remarquer dans la création du Comité des étudiants du SENA (Coes), une organisation engagée dans le projet d'établir une ''université pour les pauvres''. Constatant que ce n'était pas la meilleure perspective de vie, elle a fondé, juste avant d'atteindre sa majorité, le Syndicat étudiant (SIES) en vue d'ouvrir dans cet institut officiel des voies romantiques vers le prolétariat. Puis elle s'est inscrite à l'Université du district pour étudier l'art, et en parallèle, elle faisait du théâtre avec le groupe *Femmes en Scène*, sous la direction de Patricia Ariza.

On se demande quand elle trouve le temps de dormir. Le fait est que Carolina, à l'aube de ses 22 ans, a trouvé le temps, en plus de toutes ses expériences, de militer au sein du Parti socialiste des travailleurs (PST), de lire Trotsky, bien sûr, d'écrire des articles pour le journal du campus *El Macarenazo*, d'être un cadre de première ligne au sein de la *Mesa Amplia Nacional Estudiantil* (MANE – Bureau national étudiant élargi) qui a remporté récemment une lutte contre le gouvernement à travers des marches massives, et de créer de l'artisanat au shakira et macramé, afin de gagner quelques pesos.

Avec l'argent économisé dans cette activité, elle s'est offert un voyage par voie terrestre à Quito, ville où elle s'est rendue à partir du terminal de bus dans la nuit du 18 mars. Dans la capitale de l'Equateur, elle a loué une chambre dans l'appartement de quelques amis colombiens, dans un quartier populaire. Elle payait consciencieusement le loyer, moyennant la confection de pralines et de bracelets, et c'est dans ce havre de paix qu'elle a vécu jusqu'à ce 28 avril, jour où elle a disparu, laissant son passeport, des vêtements et un portefeuille avec 200 dollars et 56 mille pesos. Puis, plus rien jusqu'à ce jour. »



La campagne

Dès le moment où la disparition de Carolina était connue, le PST colombien et le MAS équatorien, ensemble avec la famille de Carolina, ont lancé une intense campagne politique, exigeant des gouvernements des deux pays d'utiliser les ressources à leur disposition pour la retrouver. Cette campagne a eu le soutien de la direction de la LIT et des partis qui ont promu des déclarations de dirigeants, de personnalités et d'organisations sociales, adressées aux deux gouvernements.

La dénonciation systématique du cas fut l'élément le plus important, avec des rassemblements et des concentrations devant l'ambassade de l'Equateur, devant le ministère des Affaires étrangères de la République à Bogotá et devant le palais présidentiel en Equateur. Cette activité a permis de gagner la solidarité de syndicats et d'organisations des droits humains, qui ont fait de la disparition de Carolina un cas emblématique de la lutte contre les disparitions forcées.

Sous la pression de cette activité et de l'impact international du cas, le gouvernement de Rafael Correa a décidé d'offrir une récompense pour toute information utile et de mettre en œuvre une campagne, intitulée « Aidez-nous à la retrouver », par le biais de journaux nationaux et régionaux, d'affiches et de dépliants. Cela a été un triomphe politique remarquable de la ténacité du PST et du MAS et du soutien moral de notre Internationale.

Le journal Tribuna Socialista du Mouvement vers le socialisme (MAS) de l'Equateur, au service de la campagne de la recherche de Carolina.



Tribuna Socialista

Seguimos buscándola:

!Campaña Nacional para encontrar a Carolina Garzón!

En la lucha

Campaña por la búsqueda de Carolina Garzón

3 meses de campaña

pag 2

Entrevista

¿Qué pasó con Carolina Garzón? Entrevista a Walter Garzón padre de Carolina

pag 4

¡AYÚDANOS A ENCONTRARLA!

DESAPARECIDA

Plantones por la aparición de Carolina en Quito y Bogotá

Voici ce que dit Walter Garzón, le père de Carolina

« Cela vaut la peine d'entrer dans ce parti ! »

Au milieu du malheur de ce drame, je n'hésite pas à dire que j'ai beaucoup de chance. Contrairement aux familles dans presque tous les cas similaires, nous avons pu compter non seulement avec nos propres forces, ceux de sa mère, de sa sœur, de ses tantes, d'autres parents et de pas mal d'amis et de voisins solidaires. Nous avons pu compter également avec la force d'être membre d'une organisation dans laquelle nous sommes unis par des liens au moins aussi forts que les liens familiaux.

Par le biais de mon appartenance au PST, du militantisme de Carolina et de Lina, et de l'appartenance du PST à la Ligue internationale des travailleurs, notre famille, dans la recherche de Carolina, a une force infiniment plus puissante – sans être aussi grande et aussi forte que nous le voudrions – que celle d'une famille pauvre, de travailleurs, réduite à ses propres forces.

Dans cette bataille, cette famille a été notre chance ! Appartenir au PST et à la LIT, avec ses dizaines d'années d'existence et d'expérience ! Ce seul fait suffirait à pouvoir ratifier devant vous, aujourd'hui, que toutes les années de militantisme dédiées à la construction du PTS ont valu la peine, valent la peine ! Ce seul fait suffirait pour pouvoir dire, avec la conviction la plus absolue, à vous tous, à ceux qui ne sont pas membres du parti, que cela vaut la peine d'entrer dans ce parti ! Car, en lui, nous sommes une famille plus grande, plus forte, plus unie, pour nous défendre, pour nous protéger, pour nous soutenir !

La solidarité internationale

De l'Argentine

• Juan Carlos Miguens, Syndicat municipal de San Miguel • Guillermo Osses, CGI Banque de la province de Buenos Aires • Demián Romero, Secrétaire général de l'Association des travailleurs de l'éducation de Neuquén • Vilma Humar, Secrétaire de ATEN • Monica Demicelli, Secrétaire générale d'ATEN. Et d'autres signatures.

Du Brésil

• Cleber Rabelo, directeur du Syndicat des travailleurs de la construction civile de Belém • Francisco das Chagas Gonzaga, directeur du Syndicat des travailleurs de la construction civile de Fortaleza • Altino de Melo Prazeres Junior, président du Syndicat des travailleurs des entreprises de transport du Métro de São Paulo. Et d'autres signatures.

De l'Espagne

• David Perez, conseiller municipal de Tocina-Los Rosales (Sevilla) • Rosa Torres, Présidente du Comité d'Entreprise de UPS-Vallecas (Cobas) • Antonio Rodriguez, Comité d'Entreprise de UPS-Vallecas (Cobas) • José León, Courant syndical de EMT • Enrique Pirobe, Comité d'Entreprise de Valoriza (CGT) • Antonio José Garrido Martin, secrétaire du Comité d'entreprise de Proazimut S.L. • Juan Carlos Perez, Gráficas Ibéricas • Luis Angel Parras, Syndicat des commissions de base, Cobas. Et d'autres signatures.

Du Paraguay

• Julio Lopez, président de la Confédération de la classe ouvrière (CCT) • Eduardo « Coco » Arce, attachée de presse du Comité exécutif de la CCT • Marcial A. Cantero, secrétaire général du Syndicat des travailleurs de CIPAE • Tomás Zayas, président de l'Association des agriculteurs de l'Alto Paraná • Manuel Medina, secrétaire de communication de la Centrale nationale d'organisations paysannes, indigènes et populaires (CNOCIP). Et d'autres signatures.

Du Pérou

• Carlos Bonon, secrétaire général du Syndicat unitaire des travailleurs de Celima S.A. et connexes • David Cochachín, sous-secrétaire général du Syndicat unitaire des travailleurs de Celima S.A. et connexes • Victor Sifuentes, secrétaire de discipline du Syndicat unitaire des travailleurs de Celima S.A. et connexes. Et d'autres signatures.

Poursuivre la recherche

Malgré la victoire politique que signifie la campagne mise en œuvre par le gouvernement équatorien, jusqu'au moment de mettre sous presse cette édition de *Correo Internacional*, il n'y a aucun indice permettant de savoir où se trouve Carolina. A l'inefficacité de l'action des Etats contre le drame vécu par sa famille et ses camarades, il faut ajouter le soupçon que sa disparition soit l'œuvre de puissantes organisations criminelles qui tirent profit de la traite des êtres humains.

Le cas de Carolina commence également à catalyser, en particulier en Equateur, l'indignation d'autres familles de personnes disparues qui cherchent à unir les efforts pour exiger des résultats positifs à l'action de l'Etat. C'est la voie à suivre pour faire de la disparition de Carolina un symbole dans la lutte pour les disparus politiques et sociaux. Nous invitons toutes les organisations sociales et politiques, les personnalités démocratiques, et plus généralement tous les travailleurs, à continuer à nous accompagner dans cette recherche et dans la demande aux deux Etats de consacrer davantage de ressources à la recherche sur les causes de la disparition de Carolina et sur les auteurs potentiels, et pour qu'elle réapparaisse le plus tôt possible.



Meeting commémorant le 30e anniversaire de la LIT et le 35e du PST, à Bogota, le 27 octobre, dédiée à Carolina Garzon.

Voici ce que dit Alix Mery, la mère de Carolina

« Je suis très fière que ma fille Carolina, ma fille Lina Maria et leur père militent dans le PST. »

Lors du meeting de commémoration du 30e anniversaire de la LIT et du 35e anniversaire du PST, Alix Mery Ardila, la mère de Carolina, a dit quelques mots touchants à l'auditoire, qui, pour nous, sont le résultat le plus authentique de la campagne que nous menons :

« Aujourd'hui, je suis très fière que ma fille Carolina, ma fille Lina Maria et leur père militent dans le PST, participent au PST, car je le répète, sans l'aide, sans la collaboration du PST et du MAS en Equateur, il n'aurait pas été possible d'arriver là où nous sommes aujourd'hui. Avec la pression exercée, aussi avec l'aide d'autres organisations, mais surtout par le PST, le gouvernement colombien et celui de l'Equateur se sont manifestés. Pour plus d'argent que nous aurions eu à disposition, nous ne serions pas arrivés là où nous sommes dans la recherche de Carolina, et nous allons poursuivre ce combat jusqu'à ce qu'elle réapparaisse. »

Supplément à El Socialista, le journal du PST.



pstcolombia@yahoo.com
www.pstcolombia.org

EDICIÓN ESPECIAL

El Socialista

PST

PERIÓDICO DEL PARTIDO SOCIALISTA DE LOS TRABAJADORES

DESAPARECIDA

Stephany Carolina Garzón Ardila

Activista estudiantil de la Universidad Distrital Dirigente del Partido Socialista de los Trabajadores

Desde el pasado 28 de abril desapareció en la ciudad de Quito Ecuador Stephany Carolina Garzón Ardila. Carolina es estudiante de licenciatura básica con énfasis en educación artística en la Universidad Distrital Francisco José de Caldas de Bogotá Colombia y se desempeña como periodista de El Macarenazo, periódico de la misma Universidad. También es dirigente del Partido Socialista de los Trabajadores (PST), de Unidad Estudiantil (UNES) activista de la Mesa Amplia Nacional Estudiantil (MANE) y de la Coordinadora de Solidaridad con los Sectores en Conflicto (CSC).

Con el objetivo de presionar para que los gobiernos ecuatoriano y colombiano garanticen la búsqueda de Carolina y aclaren las circunstancias en que se produjo su desaparición estamos solicitando el apoyo de toda la comunidad en las actividades de movilización y solidaridad que se programen.

Información: www.lacordinadora.wordpress.com

El Socialista – Mayo de 2012

Rassemblement devant l'ambassade de l'Equateur à Bogota, le 28 juin.





Campagne internationale de recherche de Stephany Carolina Garzón Ardila, dirigeante du PST colombien

Cela fait six mois que nos sections de la Colombie et de l'Equateur (le Parti socialiste des travailleurs et le Mouvement vers le socialisme) mettent en œuvre – avec le soutien de l'ensemble de la LIT – une intense campagne politique pour retrouver Stephany Carolina Garzón Ardila, une dirigeante étudiante colombienne de premier plan et dirigeante du PST. Nous invitons tous les lecteurs de Courrier international à rejoindre la campagne d'exigence aux gouvernements de la Colombie et de l'Equateur d'intensifier les travaux de recherche permettant de la localiser et d'élucider les circonstances qui ont conduit à sa disparition.





En haut, les deux procureurs généraux, de l'Equateur et de la Colombie, et Walter Garzón, le père de Carolina, lors d'une réunion à Quito le 22 juin. A droite, l'affiche de la campagne de récompense du gouvernement équatorien. En bas à gauche, un meeting devant le Stade Atahualpa à Quito le 10 juin, lors du match de football entre l'Equateur et la Colombie. En bas à droite, un meeting devant la chancellerie de la Colombie, le 21 juin.



Non au massacre sioniste à Gaza !

Gaza fait l'objet d'une attaque sioniste. Au moment d'écrire ces lignes, le nombre de victimes palestiniennes s'élève déjà à 90 morts et des centaines de blessés, dont beaucoup d'enfants. L'agression israélienne a été lancée, dans le cadre de la soi-disant *Opération Pilier Défensif*, quand des groupes palestiniens ont tiré des roquettes qui ont explosé sur le sol israélien. L'armée israélienne a attaqué par des frappes aériennes, de l'artillerie lourde et des missiles, qui font des ravages parmi la population palestinienne qui cherche à se réfugier comme elle le peut dans ses maisons. La situation s'est aggravée lorsque l'armée israélienne a tué Ahmed Jabari, le chef militaire de l'Hamas. Tel-Aviv a revendiqué cette action comme une « opération chirurgicale ». C'est encore un assassinat ciblé de membres de la résistance palestinienne, comme dans des centaines d'autres cas où les nazis-sionistes ont tué ou emprisonné des militants palestiniens, pour décapiter la résistance.

Le peuple palestinien résiste héroïquement

Le peuple palestinien, pour sa part, résiste. Le Hamas réagit aux attaques en lançant des centaines de roquettes sur les villes israéliennes. Les sirènes d'alerte antiaérienne ont sonné à Jérusalem, pour la première fois depuis la guerre du Golfe de 1991. En effet, trois de ces roquettes *Fair-5* ont frappé le sud-ouest de Jérusalem. C'est la première fois depuis 1970 qu'un missile frappe « la ville sainte », au grand plaisir du peuple palestinien. Cela a lieu malgré la supériorité militaire d'Israël qui, grâce à son système de défense aérienne *Dôme d'acier*, a intercepté la majorité des roquettes tirées depuis la bande de Gaza.

Obama soutient Israël de façon inconditionnelle

L'impérialisme étasunien s'est mis entièrement du côté de son enclave militaire au Moyen-Orient. A Washington, le gouvernement Obama a déclaré catégoriquement qu'Israël a « le droit de se défendre ». C'est la façon dont l'impérialisme a toujours soutenu l'usurpation de territoires et l'assassinat systématique du peuple palestinien par le sionisme.

Le rôle de Morsi et des Frères musulmans

Au milieu de ce conflit, le Président égyptien, Mohammed Morsi, essaie un équilibre de funambule. Il prétend être un défenseur de la cause palestinienne, alors qu'il maintient intactes ses relations avec Israël. Les Frères musulmans ont appelé à des manifestations au Caire et ont déclaré que le gouvernement égyptien devait rompre les relations avec l'entité sioniste. Toutefois, Morsi s'est limité à faire des discours et à prendre quelques petites mesures en faveur des Palestiniens, pour éviter de se mettre à dos le peuple égyptien et les masses arabes dans leur ensemble qui, historiquement, soutiennent la cause palestinienne et condamnent l'existence d'Israël. Il faut exiger de Morsi la rupture des relations diplomatiques et commerciales avec Israël et les Etats-Unis, et, pour commencer, l'annulation du traité de paix signé en 1979 avec l'enclave sioniste.

La trahison d'Abbas

Alors que sévissent les attaques israéliennes, le président de l'*Autorité nationale palestinienne* et chef du *Fatah*, Mahmoud Abbas s'est, pour sa part, limité à exiger un « cessez-le-feu » et à demander des « réunions d'urgence » à la Ligue arabe et au Conseil de sécurité de l'ONU. On ne pouvait pas espérer davantage de cette direction marionnette d'Israël et des Etats-Unis, qui en maintes occasions a trahi ouvertement les revendications historiques du peuple palestinien.

Pour la défense de Gaza et le soutien inconditionnel à la résistance palestinienne !

La LIT-QI condamne cette attaque d'Israël et se positionne inconditionnellement du côté de la résistance palestinienne et de la défense de la bande de Gaza. Il est nécessaire de promouvoir la plus ample solidarité internationale pour exiger la fin immédiate des bombardements, la levée complète du blocus sur la Bande de Gaza et l'ouverture des points de passage frontaliers.

Nous devons exiger des gouvernements, partout dans le monde, et en particulier au Moyen-Orient, la rupture des relations diplomatiques et commerciales avec le régime nazi sioniste d'Israël, et l'envoi d'armes et de tout autre soutien matériel à la résistance palestinienne pour faire face à l'attaque d'Israël.

En ce sens, il y a urgence de maintenir et de renforcer la campagne permanente de boycott d'Israël.

Tout cela doit être placé dans un contexte où les droits du peuple palestinien ne peuvent être vraiment défendus que par la lutte pour la destruction d'Israël et la construction d'un Etat palestinien laïque, démocratique et non racial, dans tout le territoire historique de la Palestine.

(Extraits de la déclaration de la LIT du 16 novembre 2012)